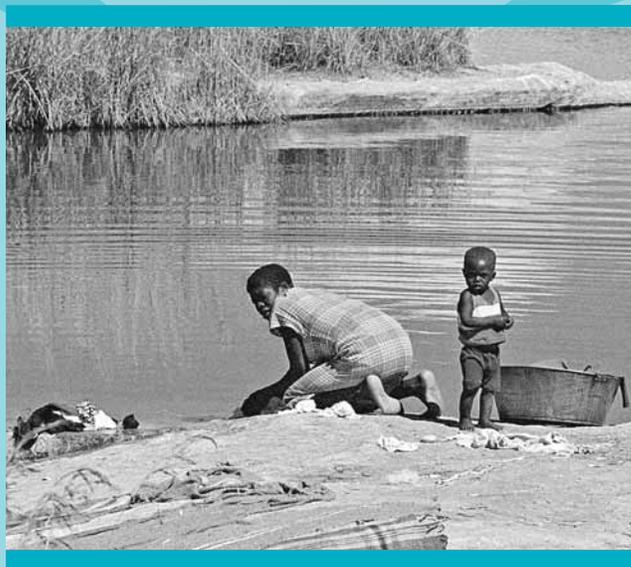
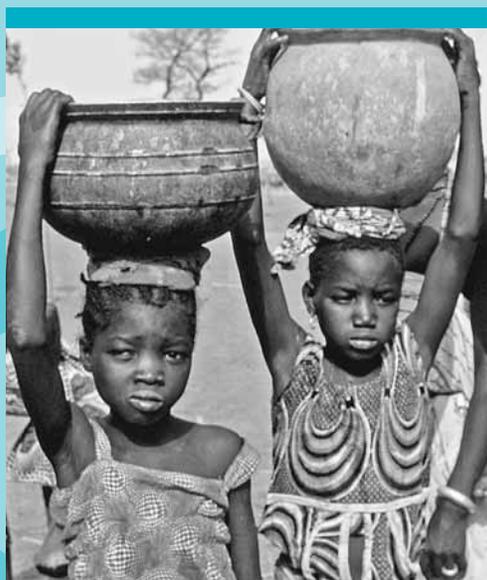


L'équité entre les sexes, l'eau et l'assainissement

Études de cas sur les meilleures pratiques



Affaires économiques et sociales

L'équité entre les sexes, l'eau et l'assainissement

Études de cas sur les meilleures pratiques



Nations Unies
New York, 2006

DESA

Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sert de relais entre les orientations arrêtées au niveau international dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux et les politiques exécutées à l'échelon national. Il intervient dans trois grands domaines liés les uns aux autres : i) il compile, produit et analyse une vaste gamme de données et d'éléments d'information sur des questions économiques, sociales et environnementales dont les États Membres de l'Organisation se servent pour examiner des problèmes communs et évaluer les options qui s'offrent à eux; ii) il facilite les négociations entre les États Membres dans de nombreux organes intergouvernementaux sur les orientations à suivre de façon collective afin de faire face aux problèmes mondiaux existants ou en voie d'apparition; et iii) il conseille les gouvernements intéressés sur la façon de transposer les orientations politiques arrêtées à l'occasion des conférences et sommets des Nations Unies en programmes exécutables au niveau national et aide à renforcer les capacités nationales au moyen de programmes d'assistance technique.

Note

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le terme « pays » utilisé dans la présente publication s'applique aussi, le cas échéant, à des territoires ou à des zones.

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au :
Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes
et la promotion de la femme
Département des affaires économiques et sociales
Siège de l'Organisation des Nations Unies
2 UN Plaza, DC2-1220
New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique
Numéro de télécopie : (212) 963-1802

Préambule

L'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes a été érigée en stratégie essentielle pour promouvoir l'égalité entre les sexes et la démarginalisation des femmes lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995. Le Programme d'action de Beijing adopté ultérieurement a énoncé plus précisément cette stratégie, qui a été depuis lors largement acceptée. Les conclusions concertées 1997/2 concernant l'équité entre les sexes, adoptées par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies ont souligné qu'une démarche d'équité entre les sexes constitue un élément essentiel des activités relatives aux programmes et aux politiques générales aux niveaux national, régional et international.

Depuis 1995, une stratégie visant à intégrer une démarche d'équité entre les sexes a été mise en œuvre dans tous les secteurs, avec des succès divers. Plusieurs mécanismes ont également été mis au point pour appuyer la stratégie. Toutefois, des problèmes demeurent, en particulier en ce qui concerne le suivi de cette stratégie et l'évaluation de ses incidences. Certains de ces problèmes ont trait à l'absence d'indicateurs appropriés et adaptés pouvant rendre compte des incidences des interventions visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et à démarginaliser les femmes. On peut citer au nombre des autres problèmes le manque de méthodes qui pourraient permettre de reproduire plus facilement les interventions couronnées de succès afin d'accélérer l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes.

Le présent manuel comprend 15 études de cas sur l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Il vise à fournir des renseignements et à démontrer comment l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes opère dans la pratique dans de nombreuses situations diverses. Les meilleures pratiques décrites contribuent à combler les différences considérables constatées dans la mise en œuvre des interventions visant à promouvoir l'égalité entre les sexes.

Je remercie le Gouvernement norvégien d'avoir fourni les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet. En plus d'établir ces études de cas, 15 experts ont été formés et sont maintenant en mesure de continuer à dresser l'inventaire des meilleures pratiques en matière d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans divers secteurs, dans leurs pays d'origine et ailleurs. En outre, un manuel sur une nouvelle méthode d'études de cas permettant de décrire les meilleures pratiques en matière d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes sera établi, en vue de mettre un mécanisme à la disposition d'un groupe plus important de chercheurs.

Rachel Mayanja
Sous-Secrétaire générale
Conseillère spéciale pour la parité des sexes
et la promotion de la femme
Organisation des Nations Unies

Remerciements

Les études de cas ci-après ont été établies par une équipe composée notamment de Wariara Mbugua (chef d'équipe, Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité/Département des affaires économiques et sociales), de Dana Peebles (Directrice de Kartini International) et de Nadine Jubb (membre de Kartini International).

Dans une première étape, le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes a émis des recommandations concernant les chercheurs. L'équipe spéciale du réseau interinstitutions sur le rôle des femmes dans la gestion de l'eau, présidée par Marcia Brewster (Division du développement durable, Département des affaires économiques et sociales) a joué un rôle essentiel en identifiant dans les pays des chercheurs qui ont participé ultérieurement aux travaux de recherche et à l'établissement du document final pour publication.

Le Centre africain pour l'égalité des sexes et le développement de la Commission économique pour l'Afrique a accueilli l'Atelier sur les méthodes à suivre pour les études de cas à Addis-Abeba. Mme Wambui Karanja, Directrice adjointe, a facilité tous les arrangements nécessaires et Mme Veronica Agbor, consultante, a veillé au bon fonctionnement logistique.

Toutefois, aucune de ces études de cas n'aurait pu être menée à bien sans l'attachement et l'enthousiasme des chercheurs.

Le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme remercie tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce projet. Un remerciement particulier est adressé à nos collaborateurs techniques. Le Bureau a bénéficié de l'assistance de Dana Peebles et Nadine Jubb, de Kartini International, société de conseil ayant son siège à Toronto, spécialisée dans l'équité entre les sexes. Nous remercions également le Centre africain pour l'égalité des sexes et le développement d'avoir accueilli à Addis-Abeba l'atelier de formation sur les méthodes. Enfin, nous savons gré à Marcia Brewster, Chef de projet de l'Équipe spéciale interorganisations sur le rôle des femmes dans la gestion de l'eau et à ses collaboratrices, - Margaret Garrison, Magano Ickua et Zhang Jin - d'avoir examiné attentivement le manuscrit et d'en avoir arrêté le texte définitif.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Préambule.....	iii
Remerciements.....	iv
Introduction.....	vii
I. Le rôle d'animatrice des femmes et leur démarginalisation	1
A. Promotion consciente du rôle d'animatrice des femmes.....	1
1. BRÉSIL : Les femmes chefs de file dans des activités de conservation de l'eau Par Sabrina Mello Souza	1
2. ÉGYPTE : Favoriser la participation des femmes à la prise de décisions concernant l'eau et l'assainissement à l'échelon de la collectivité et du ménage Par Ghada M. Hammam.....	10
B. Les femmes prennent l'initiative.....	18
3. PAKISTAN : Initiative d'une femme, soulagement de toutes les femmes - Les femmes assument la conduite du programme d'alimentation en eau de Banda Golra Par Johdah Bokhari	18
4. AFRIQUE DU SUD : Rôle des femmes dans un projet relatif à l'assainissement et à la fabrication de briques, village de Mabule Par Jabu Masondo	25
II. Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les activités promotionnelles	32
5. INDONÉSIE : Incidence de la participation des femmes au Programme promotionnel Aqua-Danone - Étude de cas, district de Klaten, centre de Java Par Nila Ardhianie.....	32
III. Favoriser l'évolution des rôles traditionnellement assignés aux hommes et aux femmes.....	40
6. TOGO : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la promotion de l'hygiène dans les écoles Par Sena Alouka	40
IV. Participation de la collectivité à la gestion des ressources.....	48
7. GUATEMALA : Satisfaire les besoins en eau des hommes et des femmes dans l'aménagement du bassin du fleuve « El Naranjo » Par Léontine van den Hooven	48
8. ZIMBABWE : Meilleures pratiques en matière d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'alimentation en eau et l'assainissement dans le village de Manzvire, district de Chipinge Par Luckson Katsi	55

9.	BANGLADESH : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la gestion des risques d'inondation à l'échelon de la collectivité Par S.H.M. Fakhruddin	64
10.	NIGÉRIA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes pour aider à protéger les sources d'eau potable dans les communautés du plateau d'Obudu, dans le nord de l'État de Cross River Par Adekana A. Majekodunmi	74
V.	Évolution des politiques institutionnelles	81
11.	GHANA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans un projet relatif à l'alimentation en eau des zones rurales dans la communauté de Samari-Nkwanta Par Nana Ama Poku Sam	81
12.	NICARAGUA : L'égalité entre les sexes, condition de l'accès à l'eau et à l'assainissement Par Magda Lanuza.....	90
13.	INDE: Une communauté, de l'aliénation à l'autonomie - intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans un projet relatif à l'assainissement Par Berna Ignatius Victor.....	97
14.	OUGANDA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les politiques générales : Stratégie de l'Ouganda relative à l'eau Par Florence Ebila	105
15.	INDE : Évolution de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la politique des ressources humaines suivie par la Fondation Bharatiya Agro Industries (BAIF) à Pune Par Sangangouda (Sandeep) D. Naik	115

Introduction

Wariara Mbugua, Spécialiste des questions sociales (administratrice générale)

Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme.

Les 15 études de cas présentées dans le présent manuel décrivent les pratiques les meilleures pour obtenir une eau potable et des services d'assainissement sur une base durable dans les collectivités, en associant aussi bien les hommes que les femmes en tant que parties prenantes. Ces études de cas illustrent des exemples tirés de 14 pays, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Elles montrent ce qui se passe lorsque les collectivités jouent un rôle effectif et s'emploient activement à aborder, du point de vue de l'équité entre les sexes, les problèmes relatifs à l'eau potable et à l'assainissement. L'intégration d'une démarche d'équité garantit que les préoccupations des femmes, principales responsables de l'alimentation en eau, sont non seulement prises en compte, mais deviennent un élément de solution.

Ces études de cas démontrent qu'au niveau de la collectivité, les solutions aux problèmes posés par l'alimentation en eau potable et la fourniture de services d'assainissement dépendent du milieu. Un élément à prendre en compte concerne le rôle traditionnel des hommes et des femmes et la répartition correspondante des tâches entre hommes et femmes, qui fait que dans les ménages, l'eau est essentiellement la responsabilité des femmes. Cette division des tâches détermine également la répartition du pouvoir entre hommes et femmes. Les études de cas démontrent qu'il est possible de trouver des réponses tenant compte des différents intérêts des hommes et des femmes en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, dans la poursuite d'objectifs communs et par le dialogue, l'innovation, la participation et la collaboration; ce faisant, il est possible de supprimer de nombreux obstacles fondés sur les rôles traditionnels assignés aux deux sexes. Des succès de cet ordre peuvent servir de fondement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

À sa cinquante-huitième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2005-2015 Décennie internationale d'action « l'eau, source de vie », celle-ci devant s'ouvrir le 22 mars 2005, Journée mondiale de l'eau. Elle a adopté sa résolution 58/127, aux termes de laquelle elle a décidé que la Décennie « aura pour objectif d'appeler davantage l'attention sur les questions relatives aux ressources en eau, à tous les niveaux, et sur l'exécution de programmes et de projets relatifs à l'eau, tout en visant à garantir la participation des femmes aux activités de développement concernant l'eau, et la poursuite de la coopération à tous les niveaux, en vue de la réalisation des objectifs relatifs aux ressources en eau convenus sur le plan international... »

La Décennie vise donc à accélérer la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire, et en particulier de l'objectif sept, « assurer un environnement durable » et de la cible dix « réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon

durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre » et à un système d'assainissement de base.

Dans le rapport de 2004¹ consacré à l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance a souligné qu'il convient de déployer des efforts supplémentaires si l'on veut atteindre les objectifs fixés. Il constate notamment ce qui suit :

- En l'absence d'une accélération rapide des progrès, l'objectif en matière d'assainissement ne sera pas atteint, faute d'avoir pu desservir un demi milliard de personnes.
- Près de 2,6 milliards d'êtres humains - soit la moitié du monde en développement - n'ont pas accès à de meilleurs systèmes d'assainissement.
- En dépit d'importants progrès en Asie du Sud, guère plus d'un tiers de la population utilise des services d'assainissement améliorés; seulement 36 % de la population peut accéder à des services d'assainissement adéquats en Afrique subsaharienne.
- Nombre des progrès réalisés sont annulés en conséquence de la croissance démographique. Bien que plus d'un milliard de personnes aient pu accéder à des services d'assainissement améliorés entre 1990 et 2002, le nombre de personnes non couvertes n'a diminué que de cent millions.
- D'ici 2015, il faut s'employer plus activement à atteindre les pauvres et les habitants des zones rurales, dont le dénuement est masqué par les statistiques nationales.

Dans l'élaboration du présent projet, le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales poursuivait divers objectifs.

Le premier objectif était de compléter les connaissances actuelles concernant l'importance qu'il y a à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans la conception d'interventions relatives au développement durable. Les études de cas démontrent qu'une telle perspective permet d'obtenir des acquis nettement plus positifs qu'on ne l'escomptait à l'origine. De fait, la collectivité dans son ensemble bénéficie souvent d'importantes retombées. Les hommes aussi bien que les femmes tirent profit des projets et ceci semble faire évoluer la situation vers une modification des relations de pouvoir entre hommes et femmes, en conséquence de laquelle les hommes, même dans les collectivités traditionnelles, commencent à se rendre compte de l'intérêt que présente une évolution du rôle des femmes en reconnaissent la nécessité. Ceci vaut particulièrement en ce qui concerne l'accession des femmes à des fonctions de responsabilité au niveau de la collectivité.

Un deuxième objectif était d'utiliser une méthode d'études de cas permettant de décrire les meilleures pratiques en matière d'intégration d'une démarche

¹ Programme commun de surveillance, Organisation mondiale de la santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (OMS/UNICEF) sur l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, New York et Genève, 2004.

d'équité entre les sexes dans de nombreux milieux divers. À cet effet, le Bureau de la Conseillère spéciale a mis au point une nouvelle méthode. En conséquence, il a fallu procéder à l'évaluation des nombreuses méthodes existantes et conserver les éléments les mieux appropriés de chacune d'entre elles. En conséquence, on a défini une série d'approches pouvant être utilisées par un chercheur, en fonction des sujets d'études. Les études de cas illustrent donc les différentes méthodes choisies. Un manuel sur les méthodes sera établi séparément, pour que d'autres chercheurs puissent en tirer profit.

Le troisième et dernier objectif était de constituer un nouveau vivier de jeunes chercheurs, hommes et femmes, s'intéressant à l'équité entre les sexes et la démarginalisation des femmes. En novembre 2004, le Bureau de la Conseillère spéciale a invité 15 jeunes cadres à participer à un projet de recherche sur l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les secteurs de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Les participants étaient originaires de 14 pays appartenant à diverses régions du monde. Leur formation est extrêmement diversifiée : on compte parmi eux des universitaires, des défenseurs des droits de la collectivité, des journalistes et des fonctionnaires. Pour être retenus, les chercheurs devaient entre autres démontrer une expérience d'animateur dans leur spécialité ou dans leur collectivité et avoir une expérience dans le domaine de l'eau, de l'assainissement ou de l'équité entre les sexes. L'objectif était de regrouper des jeunes cadres qui n'avaient pas nécessairement de relation avec les mouvements mondiaux, pour les rattacher aux importantes initiatives de développement, comme les objectifs du Millénaire pour le développement et, à cet effet, favoriser la constitution d'un nouveau réseau d'experts dans le domaine de l'équité entre les sexes, de l'eau et de l'assainissement. Les chercheurs, disposant d'une méthodologie rationnelle pour réunir des informations sur les meilleures pratiques, ont également fait connaître leur point de vue personnel dans les études de cas.

Les trois méthodologies d'études de cas adoptées pour le projet de recherche considéré sont les suivantes :

- Méthode d'études de cas de la Harvard Business School
- Enquête évaluative
- Analyse féministe

Il convient d'insérer un mécanisme d'analyse de l'équité entre les sexes dans les deux premières méthodes, alors que la dernière est principalement axée sur les femmes et les structures patriarcales dont leur vie se ressent. Les mécanismes d'analyse par sexe retenus pour aider les chercheurs à analyser les données recueillies du point de vue de l'équité entre les sexes étaient les suivants :

- Comparaison entre les besoins pratiques et les intérêts stratégiques
- Système d'accès et de contrôle
- Système de démarginalisation

Les chercheurs disposaient de trois mois pour effectuer des recherches dans leurs pays d'origine. Ils étaient sensés avoir recueilli pendant ce temps des données sur des expériences concrètes et des méthodes qui seraient demeurées autrement inconnues. Leurs résultats de recherche comportent un

fil conducteur commun, à savoir que l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans chaque projet, institution et programme, a permis d'améliorer le succès du programme de gestion d'eau et d'assainissement. Toutes les études de cas présentent des enseignements spectaculaires à propos de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la pratique. Elles démontrent que cette perspective est une stratégie utile et importante et décrivent les processus qui permettent à cette stratégie d'être couronnée de succès.

Études de cas (par ordre de présentation)

1. Sabrina Mello Souza – Brésil
2. Ghada M. Hamman – Égypte
3. Johdah Bokhari – Pakistan
4. Jabu Masondo – Afrique du Sud
5. Nila Ardhianie – Indonésie
6. Sena Alouka – Togo
7. Leontine van den Hooven – Guatemala
8. Luckson Katsi – Zimbabwe
9. S.H.M Fakhruddin – Bangladesh
10. Adekana A. Majekodunmi – Nigéria
11. Nana Ama Poku Sam – Ghana
12. Magda Lanuza – Nicaragua
13. Berna Ignatius Victor – Inde
14. Florence Ebila – Ouganda
15. Sanganagouda (Sandeep) Naik – Inde

I. Le rôle d'animatrice des femmes et leur démarginalisation

A. Promotion consciente du rôle d'animatrice des femmes

1. BRÉSIL : Les femmes chefs de file dans des activités de conservation de l'eau

Par Sabrina Mello Souza

Mme Mello Souza est diplômée en communication sociale/journalisme de l'Université catholique de Rio Grande do Sul (Brésil). Son expérience professionnelle est très variée; elle a débuté en tant que reporter stagiaire au Dalby Herald pendant l'année qu'elle a passée dans le cadre d'échanges universitaires dans le Queensland (Australie) puis elle a été assistante au service de la photographie de Zero Hora, journal national au Brésil. Cette expérience a été complétée par son activité dans le domaine des communications avec l'Association des ingénieurs et des architectes de l'État de Rio do Sul (CREA-RS) et avec la CORSAN, société publique d'alimentation en eau du Rio Grande do Sul. Mme Souza a récemment été consultante d'un groupe de promotion des intérêts des consommateurs ayant son siège aux États-Unis, à l'occasion d'une campagne de sûreté des denrées alimentaires et de l'eau au Brésil. Elle a également organisé des ateliers à l'occasion du Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) et a une grande expérience de l'établissement de rapports concernant les problèmes sociaux et relatifs à la collectivité.

Méthodes suivies pour l'étude de cas : Enquête évaluative, analyse féministe

Introduction

La présente étude concerne un projet mis au point dans la collectivité de São João D'Aliança, dans le centre du Brésil, dans l'État du Goiás. Cette petite ville est à 170 kms au nord de Brasilia et compte plus de 6 700 habitants (IBGE, 2000), employés pour la plupart dans l'agriculture.

En 1996, le syndicat local des travailleurs ruraux a entrepris un partenariat avec l'Université de Brasilia. En 2000, suite aux préoccupations exprimées par les exploitants agricoles au sujet de l'épuisement des ressources en eau dans la région, les partenaires ont conçu un projet relatif aux ressources en eau pour œuvrer de concert avec la collectivité.

Ce projet a déterminé qu'il importait de mener des efforts de concert pour mettre fin à la pollution du fleuve Brancas et à la destruction de la végétation originelle. Il fallait également réduire les obstacles à la participation des femmes à la vie de la collectivité, en particulier en ce qui concerne la prise de décisions.

En conséquence de cette situation, il a été décidé de concevoir le projet « Mulheres das Águas » (Les femmes de l'eau) qui a été opérationnel d'avril 2001 à février 2004, grâce à un financement du Fonds pour l'environnement mondial et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Grâce à l'impulsion du projet, les participantes ont mené à bien un processus d'éducation en matière d'environnement et de réaménagement du fleuve et de la végétation. Le projet a également renforcé la participation

politique des femmes et permis de modifier la conception générale de leurs capacités d'animatrices.

Méthodologie

Entre décembre 2004 et février 2005, la chercheuse a recueilli des données au moyen d'entretiens en groupes et d'entretiens individuels, d'observations sur le terrain et en examinant les descriptifs du projet et les rapports y relatifs. Elle s'est rendue sur le terrain à São João D'Aliança et à Brasília. La région couverte par le projet comprend sept collectivités dans les municipalités de São João D'Aliança et de Água Fria de Goiás. Il a été décidé de baser l'enquête à São João D'Aliança parce que cette ville comptait la majorité des participantes au projet. La chercheuse a également organisé un atelier en consultation avec les représentantes des « Mulheres das Águas », les chercheurs de l'Université de Brasília et les membres de la collectivité qui avaient soutenu le projet. Ceci a permis d'obtenir de nombreux témoignages et renseignements sur les incidences du projet et a aidé à déterminer les éléments communs qui ont contribué au succès du projet en matière d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes.

Généralités

Scénario

La zone du projet d'étude porte sur quatre communautés rurales et trois établissements ayant fait l'objet de la réforme agraire, situés dans le plateau central du Brésil, où l'on a fait disparaître une grande partie de la végétation originelle pour planter des cultures commerciales de rapport. La municipalité de São João D'Aliança, ne dispose pas d'un réseau de collecte ou de traitement des eaux usées et, dans les zones rurales, 23 % de la population (6 700 habitants) recourent à des moyens traditionnels pour se procurer de (IBGE,2000).

Au cours de diverses réunions publiques, des préoccupations ont été évoquées au sujet des points ci-après :

- Pollution de l'eau;
- Évacuation de déchets d'animaux dans le fleuve Brancas;
- Dépôt de déchets domestiques sur les rives du fleuve;
- Incidence de l'utilisation des pesticides agricoles sur les personnes et l'environnement;
- Nombre de cas de diarrhée pendant la saison des pluies, durant laquelle le ruissellement amène ces pesticides dans le fleuve;

Ces réunions ont fait également apparaître un déséquilibre dans les relations entre les sexes, conséquence d'une longue tradition de machisme. De fait, ce n'est qu'en 1934 que les femmes ont eu l'autorisation de voter et d'être candidates à des élections au Brésil (Ribeiro, 2004). À São João D'Aliança, même les femmes membres du syndicat ne jouaient pas un rôle actif et leur action n'était pas considérée comme importante, quelle que soit leur position dans cette collectivité (rapport du projet, 2004).

Optique du projet : semer pour l'avenir

L'Université de Brasília et le syndicat ont introduit explicitement une démarche d'équité entre les sexes dans la conception du projet. Les objectifs

généraux du projet étaient de remettre en état la végétation qui se trouvait à l'origine sur les rives du fleuve et de nettoyer le fleuve dans le cadre d'une initiative animée par les femmes, associant des enseignantes, des travailleuses rurales et des mères, qui servirait à promouvoir le rôle d'animatrice des femmes. L'objectif poursuivi était que chaque groupe (enseignantes, travailleuses rurales et mères) adaptent des pratiques écologiquement rationnelles à leurs activités quotidiennes.

La première mesure a été d'organiser le groupe de femmes membres du syndicat pour qu'elles interrogent les membres de la communauté et :

- Leur décrivent le projet « Mulheres das Águas »;
- Déterminent ce qu'ils jugeaient important s'agissant du fleuve; et
- Obtenir qu'ils appuient les activités futures.

La première étape a motivé toutes les participantes car elle leur a permis de se présenter comme animatrices d'une initiative qui contribuerait au développement de la collectivité et permettrait d'établir de nouvelles relations sociales et de définir de nouveaux rôles pour les femmes. La consultante technique du projet a également constaté que lors de leur deuxième visite sur place, les femmes se sentaient assez sûres d'elles-mêmes pour réaliser seules les entretiens. Elles ont également tenu des réunions à l'échelon de la collectivité pour favoriser le débat public, organiser les activités du projet et mobiliser le public. Ultérieurement, elles ont tenu une audition publique avec les conseillers municipaux pour faire état des préoccupations de la collectivité et expliquer les objectifs du projet.

Il était nécessaire de mener un effort collectif pour planter des espèces locales le long des rives les plus dégarnies pour régénérer les sols, empêcher l'érosion, recouvrir la végétation originelle et améliorer la qualité et la quantité d'eau. Le succès des efforts des femmes a été tel qu'au début de 2003, la communauté avait repiqué 9 200 jeunes plants.

Les femmes ont également constaté que de nombreuses personnes ne s'estimaient pas responsables des débris, une fois qu'ils étaient hors de chez elles. En conséquence, elles ont organisé une campagne de nettoyage des déchets. Outre le nettoyage proprement dit, elles ont organisé une exposition publique des débris recueillis pour amener les gens à réfléchir sur la relation qu'ils entretiennent avec la nature et la manière dont toutes leurs actions ont des incidences sur la qualité de la vie, la santé et l'environnement.

Le projet a également encouragé l'insertion d'un élément éducation en matière d'environnement dans les programmes d'enseignement de 11 écoles, en élaborant un cours de formation des enseignants intitulé « l'eau en tant que matrice éco-éducative ». Ceci a accru l'intérêt porté à la protection et à la conservation de l'eau et a permis aux enseignants de faire état de cette question dans leurs cours. Les élèves ont assisté à des ateliers sur le mode de plantation des différentes espèces. Ils ont pu choisir les espèces qu'ils souhaitaient planter et ont procédé à un « baptême symbolique » où ils ont associé leur nom à celui de la plante et effectué des recherches pour mieux connaître l'espèce plantée.

Les femmes ont également organisé un concours dans les écoles, dans le cadre duquel les enfants ont constitué des équipes pour voir laquelle pouvait trouver le plus grand nombre de variétés de semences. Chaque équipe a également pris le nom d'une plante. Les semences recueillies ont été utilisées ultérieurement pour créer 12 pépinières dans la région. Dans une lettre adressée aux organisatrices du concours, l'équipe gagnante a noté ce qui suit :

« Nous souhaitons vous remercier pour la revalorisation de la culture locale et l'étude des traditions qui sont si importantes pour notre histoire. La manière dont on écrira l'histoire à l'avenir dépend de nous. Merci de la détermination dont vous faites preuve pour sauver notre « planète eau » tant aimée et si merveilleuse. Nous aimerions pouvoir apprendre aux enfants, aux jeunes et aux adultes comment suivre votre exemple et brandir le drapeau de la préservation mondiale en commençant par notre jardin ». - Équipe Jatobá (Rapport du projet, 2004)

Meilleures pratiques

Participation des femmes à l'animation du projet

Une circonstance fortuite a également contribué au succès du projet. Au début du projet, le président d'un syndicat local a démissionné pour occuper un poste au syndicat sur le plan national. Il avait été à la tête du processus de conception du projet et le projet avait été approuvé sous sa conduite. Il était également responsable d'autres activités syndicales et il a donc été difficile de trouver quelqu'un pour le remplacer au début. Tant le vice-président que d'autres membres importants du syndicat ont refusé d'accepter ce poste. Finalement, une travailleuse rurale locale a accepté de relever le défi :

« J'ai commencé à travailler dans le projet en étant parachutée. Je remplaçais le président du syndicat pour une courte période. Le projet venait d'être approuvé et lorsque je me suis rendue compte que j'avais entrepris beaucoup de choses en même temps, j'ai eu de nombreux problèmes. Bien souvent, j'ai pensé que je n'étais pas préparée ». - Maria Nila Crisostomo do Carmo

L'assistant technique du projet détaché par l'Université de Brasilia est également une femme (Dr. Leila Chalub Martins) et le fait que des femmes étaient à la tête des deux organismes d'exécution du projet a offert une occasion véritable d'accroître le rôle d'animatrice des femmes dans la communauté.

Favoriser le développement d'une organisation féminine

L'activité de mobilisation des femmes a été particulièrement efficace. En neuf mois, la communauté tout entière connaissait le projet. En janvier 2002, les femmes ont organisé une réunion pour débattre des mesures à prendre à l'avenir, à laquelle ont participé plus de 60 personnes.

Les débats lors de cette réunion ont été particulièrement animés, en raison d'une affaire récente de violence familiale. La femme concernée avait dénoncé publiquement les actes de son mari, mais n'avait pas été en mesure de trouver protection ou appuis auprès de l'une quelconque des institutions municipales. En conséquence, elle a dû retourner chez elle et son mari n'a été

nullement sanctionné, tout comme si la collectivité approuvait son comportement.

Cet incident a sensibilisé aussi bien les hommes que les femmes participant au projet au fait qu'il était nécessaire que la communauté puisse accéder à des organisations militant pour les droits des femmes. Ils ont donc décidé, en conséquence, de constituer une ONG pour aborder ces questions et de poursuivre leurs travaux. Ils ont nommé cette ONG : « Mulheres das Águas », en s'inspirant du projet.

Les hommes ont également participé au projet dès le début. Ils ont protégé les nouvelles plantes aquatiques, repiqué de jeunes plants, créé des œuvres artistiques et musicales pour appuyer les campagnes de nettoyage, etc. Toutefois, ils étaient également conscients du fait que le projet visait, entre autres, à renforcer les rôles d'animatrice des femmes et ont compris que la nouvelle ONG serait dotée d'un conseil d'administration féminin et que les femmes prendraient des décisions.

Ce n'est que lentement que les femmes ont obtenu l'appui des hommes et des participantes à l'atelier ont indiqué que quelques femmes avaient abandonné le projet à cause de leur mari. La question du soutien des hommes était particulièrement difficile à résoudre dans le cas des femmes mariées, car il fallait qu'elles persuadent leurs maris de participer. Aujourd'hui, il est manifeste que l'ONG « Mulheres das Águas » bénéficie de la sympathie des hommes de la collectivité. La détermination des femmes et la participation d'un organisme officiel comme l'Université de Brasilia a contribué à ce processus.

L'ONG « Mulheres das Águas » a été lancée en avril 2002. Elle a pour objectif d'appuyer le développement socioéconomique de la région grâce à la conservation du bassin hydrographique, tout en mettant l'accent sur l'amélioration de la situation des femmes et sur les droits de la personne, la création de nouveaux emplois et de nouvelles sources de revenus, la fourniture d'une éducation à la jeunesse et aux adultes et la préservation des cultures existantes et des traditions du *cerrado*.

Élaborer une conception locale d'une démarche d'équité entre hommes et femmes

Les entretiens, les recherches sur le terrain et l'atelier ont permis d'établir que les facteurs ci-après ont joué un rôle important dans le succès du projet en matière d'amélioration de l'égalité entre les sexes.

- Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la conception du projet et notamment décision d'encourager et d'appuyer un rôle d'animatrice pour les femmes dans tous les projets;
- Fait que les femmes occupent les fonctions essentielles d'animatrices dans les deux organismes administrant le projet;
- Appui technique d'un groupe interdisciplinaire de l'Université de Brasilia pendant tout le processus;
- Préparation des activités sur le terrain dans un esprit participatif et après mûre réflexion et éducation en matière d'environnement, qui ont incité les femmes à réfléchir sur les relations existant entre elles, l'eau et les plantes, et leur rôle d'animatrice;

- Utilisation des contacts interpersonnels pour mobiliser la population. Les femmes et le groupe de l'Université se sont rendus dans les maisons, ont parlé des projets, ont écouté ce que les gens avaient à dire, ce qu'ils pensaient et quelles étaient leurs préoccupations, et les ont invité à s'associer aux activités de manière très personnelle, ce qui donné un plus grand rôle aux femmes dans la collectivité;
- Utilisation de diverses activités pour permettre aux femmes, aux hommes, aux jeunes filles et aux jeunes garçons, différents sur le plan du groupe d'appartenance, de l'âge et des capacités, de participer au programme, y compris un programme pédagogique actif au niveau scolaire. Des informations recueillies au sujet des traditions régionales et leur préservation moyennant l'emploi d'artistes locaux pour conter l'histoire du fleuve et créer des chants concernant la population et la nature ont fait ultérieurement l'objet d'un CD et un groupe de jeunes peintres a créé des illustrations et des tableaux représentant l'environnement et le projet « Mulheres das Águas ».
- Fourniture de cours sur les activités rémunératrices s de l'environnement à l'intention des femmes, portant notamment sur des techniques de culture des orchidées et la fabrication de confitures, de sucreries et d'alcools à base de fruits locaux. Ces cours ont incité à agir et les femmes ont appris qu'en préservant leur milieu, elles pouvaient également trouver de nouvelles sources de revenus;
- Organisation par les femmes de cours d'alphabétisation à l'intention des jeunes et des adultes, mettant l'accent sur l'éducation en matière d'environnement;
- Dynamique due à un cas de violence familiale qui a fait apparaître la nécessité d'une organisation consacrée aux problèmes et aux droits des femmes;
- Décision de créer l'ONG féminine (il s'agit à la fois d'une conséquence du projet et d'un facteur qui a contribué à la poursuite du projet).

Résultats : recueillir les fruits du travail

Le projet « Mulheres das Águas » a fourni une expérience éducative à la région de São João D'Aliança. Le projet a sensibilisé la population à l'environnement et au fait qu'il doit être considéré comme une responsabilité commune. Le projet a également offert aux femmes la possibilité de constituer leur propre espace politique et de concevoir de nouvelles relations et de nouveaux rôles. La création d'une nouvelle ONG indique qu'elles ont acquis la confiance en elles-mêmes et l'autonomie nécessaires pour prendre des décisions publiques. Au cours de l'atelier, certaines femmes ont indiqué que le projet avait nettement contribué à modifier leur vie. Voici ce qu'a dit Valdete Ferreira :

« J'ai appris beaucoup de choses. Je suis devenue plus courageuse. J'ai vécu 17 ans dans une exploitation agricole et si j'avais besoin d'une aiguille, c'était mon mari qui allait à la ville et me l'apportait. À l'époque, mes enfants étaient petits. J'avais cinq enfants. Je vivais enfermée à la maison. Quand j'ai commencé à sortir, les gens disaient : 'Regarde, c'est la femme de Jon'. Personne ne me connaissait parce que je passait beaucoup de temps à l'intérieur de ma maison. Après que j'ai déménagé dans l'établissement de la réforme agraire et que j'ai eu

connaissance du projet « Mulheres das Águas », j'ai commencé à participer aux réunions. S'il y a un relevé des présentes quelque part, vous pouvez être sûrs que mon nom figure parmi les présents à chaque réunion. Je n'en ai manqué aucune. J'ai appris à persuader mon mari que je devais sortir. Maintenant quand je pars il me demande : 'Quel jour reviens-tu?', je réponds 'Quel jour ?, je vais partir, mais je n'ai pas encore déjà prévu de revenir!' C'est pourquoi je pense que le projet « Mulheres das Águas » m'a beaucoup changée. Il m'a encouragée d'une manière très particulière.

La plus importante leçon que j'ai apprise est d'être utile. Parfois nous sommes très utiles entre quatre murs. Être mère de famille, s'occuper de la maison, etc., mais quand vous vous sentez également utile pour quelqu'un d'autre, alors certaines valeurs cachées apparaissent. Je me moque des nombreuses critiques qui m'ont été adressées. Je me suis rendue compte de mon importance qui existait probablement auparavant, cachée quelque part ».

Des femmes plus fortes modifient l'environnement

Au nombre des autres conséquences du projet, résultant de l'accroissement du rôle d'animatrice des femmes on peut citer :

Incidences sur l'environnement

- Absence de déchets dans le fleuve;
- Absence de déchets domestiques le long des rives du fleuve;
- Croissance considérable de nouvelles espèces locales sur les rives du fleuve; et
- Diminution de l'érosion des sols.

Incidences à l'échelon de la collectivité

- Accroissement de la mobilisation à l'échelon de la collectivité de personnes de tous âges et toutes origines sociales;
- Sensibilisation de la communauté à son environnement immédiat, aussi bien en tant que groupe que sur le plan individuel;
- Reconnaissance nationale de la collectivité qui a obtenu la troisième place au prix von Martius de l'environnement de 2002 patronné par la Chambre de commerce et d'industrie germano-brésilienne de São Paulo;
- Stimulation d'autres ONG locales; et
- Participation récente aux activités du projet « Mulheres das Águas » des autorités municipales et du maire (qui ne soutenait pas le projet auparavant).

Rôle des hommes et des femmes et relations entre les sexes

- Les hommes ont appris à participer au groupe - et à ne pas être seulement les chefs;
- Acceptation accrue des nouveaux rôles des femmes en tant qu'animatrices à l'échelon de la collectivité et du respect envers ces rôles;
- Partage plus équitable entre hommes et femmes des tâches d'organisation des réunions à l'échelon de la collectivité, les femmes ne se bornant plus à préparer des dentées alimentaires;
- Participation accrue des femmes de toutes origines à des activités d'animation de la collectivité : travailleuses rurales, enseignantes,

- élèves, défenseurs des droits de la collectivité, représentantes des églises;
- Accroissement et participation active des femmes aux réunions, à l'échelon de la collectivité;
- Reconnaissance officielle des talents d'organisation et d'animation des femmes participant au projet « Mulheres das Águas » à l'occasion de leur nomination récente au Comité de mobilisation chargé de la mise en œuvre du programme national Faim zéro à l'échelon local.

Défis à relever

Le fait d'obtenir leur espace vital et de voir reconnaître leur compétence dans la collectivité signifie que les femmes ont davantage de responsabilités et en auront encore plus à l'avenir. De l'avis de la chercheuse, les « Mulheres das Águas » auront notamment à :

- Concevoir de nouveaux projets pour appuyer leur activité;
- Fixer des objectifs et des indicateurs spécifiques pour évaluer leur activité;
- Maintenir l'élan sur la base des réalisations à jour en mobilisant en permanence des bénévoles;
- Améliorer le programme de crèches (deux seulement sur 12 restent en service);
- Trouver des ressources pour suivre de près les mesures en cours;
- Améliorer leur capacité d'organisation interne;
- Trouver des moyens d'œuvrer en partenariat avec l'administration municipale en matière d'éducation, de santé, d'environnement, de tourisme et d'agriculture.

Le projet « Mulheres das Águas » a débuté comme une initiative d'éducation en matière d'environnement, comportant une démarche d'équité entre les sexes axée sur la promotion du rôle d'animatrice des femmes dans la collectivité. Au cours de la réalisation du projet, les femmes, outre de modifier leur rôle, ont acquis un poids plus important; elles ont jeté les bases d'une éducation en matière d'environnement, de préservation de l'eau et de développement rural dans les cœurs et les esprits de la population de São João D'Aliança.

Références

Ferreira, A.B.H, 1896. Novo Dicionário Aurélio. Rio de Janeiro, Nova Fronteira.

Fome Zero – Mobilização social do Fome Zero. Site consulté le 25 février 2005.
<http://www.fomezero.gov.br/download/Cartilha%20Fome%20Zero%202004%20-%20final.pdf>

Gaspari, Elio, 2002. A ditadura envergonhada. São Paulo, Companhia das Letras.

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), 2000. (Institut brésilien de géographie et de statistique). Censo Demográfico 2000 / Indicadores Sociais. Site consulté le 11 février 2005.
ftp://ftp.ibge.gov.br/Censos/Censo_Demografico_2000/Indicadores_Sociais/UFs/go.zip

Martins, Leila Chalub. Memória e Meio Ambiente: a experiência com as Mulheres das Águas. Site consulté le 28 décembre 2004.

http://www.anppas.org.br/gt/sociedade_do_conhecimento/Leila%20Chalub%20Martins.pdf

Martins, Leila Chalub. Gênero e Meio Ambiente: por uma pedagogia do reconhecimento. Site consulté le 28 décembre 2004.

<http://www.prac.ufpb.br/sempe/vsempeanais/Anais/Meio%20ambiente%20e%20Desenvolvimento%20Sustentavel/genero.doc>

Martins, Leila Chalub. Mulheres das Águas: despoluindo e recuperando as matas ciliares do Rio das Brancas.

<http://www.prac.ufpb.br/anais/anais/meioambiente/mulheres.pdf>

Parques Nacionais, 1999. São Paulo, Empresa das Artes.

Prêmio Ambiental von Martius. Site consulté le 20 décembre 2004.

http://www.ahk.org.br/premio/venc_hum.asp

Project Report Mulheres das Águas do Rio das Brancas, 2004.

Ministério das Cidades, 2005. Água chega em 95% dos domicílios urbanos brasileiros. Site consulté le 28 février 2005.

<http://www.cidades.gov.br/index.php?option=content&task=view&id=409&Itemid=421>

Ribeiro, Antonio Sérgio, 2004. A mulher e o voto. Site consulté le 2 mars 2005.

http://www.al.sp.gov.br/eleicao/mulher_voto.htm

Sistema Nacional de Saneamento Ambiental / Ministério das Cidades, 2005. O diagnóstico dos serviços de água e esgotos - 2003. Site consulté le 28 février 2005.

http://www.snis.gov.br/diag_2003.htm et

http://www.snis.gov.br/arquivos/diagnostico/D9/D9_Mapas_I056.pdf

Remerciements

L'auteur tient à remercier en particulier Mme Leila Chalub Martins, professeur au Département de l'éducation et Coordinatrice du Centre du développement durable de l'Université de Brasilia; Elvina de Souza França, 78 ans, Coordinatrice financière des « Mulheres das Águas »; Maria Nila Crisostomo do Carmo, ancienne présidente du syndicat des femmes rurales et Valdete Ferreira, représentante des « Mulheres das Águas ».

Elle adresse également tous ses remerciements à toutes les « Mulheres das Águas » et aux habitants de São João D'Aliança, qui ont facilité le processus de recherche (Organização Mulheres das Águas, São João D'Aliança, Goiás, Brésil) courriel : mulheresdasaguas@terra.com.br.

2. ÉGYPTE : Favoriser la participation des femmes à la prise de décisions concernant l'eau et l'assainissement à l'échelon de la collectivité et du ménage

Par Ghada M. Hammam

Mme Hammam a neuf années d'expérience de l'appui au développement des secteurs économique, sanitaire et social et de l'éducation, dans divers postes. Son travail était largement axé sur l'égalité entre les sexes. C'est en sa qualité de directrice de projets à l'Association Vie meilleure pour un développement global qu'elle a, pour la première fois eu connaissance de l'approche participative soucieuse d'équité entre les sexes en matière de développement des services d'alimentation en eau et d'assainissement qui est décrite dans l'étude de cas. Mme Ghada a également été chargée de formation, conseillère commerciale pour des petites et microentreprises et gestionnaire de prêts accordés au titre de microcrédits. Elle a également une expérience en matière de mobilisation des collectivités. Mme Ghada a collaboré avec de multiples donateurs et est actuellement employée par le Programme de développement participatif, projet financé en Égypte par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui vise à renforcer les organisations prometteuses de la société civile.

Méthodes suivies pour l'étude de cas : Analyse féministe, cadre d'autonomisation

Introduction

La présente étude décrit comment l'Association Vie meilleure pour un développement global a utilisé une démarche d'équité entre les sexes en tant que partie intégrante du projet relatif à l'eau et à l'assainissement qu'elle a réalisé dans le village de Nazlet Faragallah en Haute Égypte, de janvier 2003 à décembre 2004. Cette approche participative constitue une meilleure pratique parce qu'elle a permis d'accroître l'accès des femmes aux ressources en eau et à l'assainissement et les a démarginalisées dans la collectivité. L'Association Vie meilleure a cherché à obtenir la participation active des femmes au stade de la planification et de l'exécution.

Le projet comportait trois éléments : adduction d'eau, installation de latrines au niveau des ménages et éducation en matière d'hygiène. Bien que ce projet ait été accueilli favorablement aussi bien par les villageois que par les pouvoirs publics locaux, la participation des femmes a fait l'objet, à l'origine, d'une certaine résistance. Les dirigeants communautaires ont insisté sur le fait que le Comité de gestion du projet soit composé uniquement d'hommes. Toutefois, l'Association Vie meilleure a estimé qu'il était essentiel de collaborer directement avec les responsables de tâches spécifiques et d'axer l'attention sur ces groupes en tant qu'éléments essentiels de changement. Dans le cas de Nazlet Faragallah, il s'agissait des femmes, car elles sont responsables de l'eau et de l'assainissement dans le village. En conséquence, l'Association Vie meilleure a constitué un réseau de visiteuses sanitaires chargées de décider qui, dans le village, participerait au programme relatif à l'eau et à l'assainissement. Ces visiteuses sanitaires ont également dispensé une éducation en matière d'hygiène et recueilli des fonds pour aider à financer les nouvelles adductions d'eau et les latrines. De cette

manière, aussi bien les hommes que les femmes ont participé à la planification du projet, au choix des bénéficiaires et aux décisions concernant la participation au projet à l'échelon des ménages, même si cette participation s'effectuait dans des rôles ou des organes différents.

Méthodologie

La chercheuse a effectué les recherches sur le terrain entre décembre 2004 et février 2005. Elle a recueilli des données dans le cadre d'entretiens avec les participants au projet et en examinant les descriptifs de projet. Parmi les personnes consultées sur le terrain, on trouve un échantillon représentatif de bénéficiaires du projet, des agents de l'Association Vie meilleure et d'autres parties prenantes. L'analyse des données a été axée sur l'utilisation du cadre de démarginalisation et d'autres principes féministes pour évaluer les dynamiques de pouvoir existantes, l'accès des hommes et des femmes à l'eau et à l'assainissement et une comparaison de la situation avant et après le projet.

Généralités

Le village de Nazlet Faragallah est situé à 15 kms au nord de la ville de Minia dans la province de Minia en Haute Égypte, sur la rive occidentale du Nil. La plupart des 10 000 habitants sont employés occasionnellement dans l'agriculture et disposent de peu de revenus prévisibles. De nombreux hommes travaillent également dans les carrières voisines pour gagner davantage d'argent, ce qui entraîne certains risques pour leur santé. Le village est doté d'une école primaire et d'un groupe sanitaire.

Avant le projet Vie meilleure, plus de la moitié des 1 500 ménages de Nazlet Faragallah ne disposaient pas de latrines et d'un accès à une eau courante propre et fiable. Les maladies les plus communes, contre lesquelles il était possible de se prémunir, dont la diarrhée et les maladies des reins, étaient directement liées au manque d'eau potable et aux pratiques d'assainissement médiocres (Association Vie meilleure, 2002).

Les habitants de Nazlet Faragallah ont cherché à obtenir l'aide de l'Association Vie meilleure, après avoir constaté que l'Association avait installé des robinets et des latrines avec succès dans les villages voisins. Une des premières mesures prises par l'Association a été de recruter des visiteuses sanitaires chargées d'encourager les habitants à participer au programme et à contribuer au financement des latrines et des robinets. Ces visiteuses ont également sensibilisé le public aux questions d'assainissement et ont aidé à planifier des campagnes de sensibilisation. L'Association Vie meilleure a dispensé aux visiteuses sanitaires une formation concernant la santé et l'assainissement, les services de santé de base, la nutrition, la santé infantile, la santé de la procréation et les premiers secours ainsi que la communication. Les visiteuses sanitaires se sont rendues deux par deux dans les foyers des bénéficiaires du projet pour communiquer ces informations (Ramsis, 2004) et ont reçu une rémunération modeste pour leur activité. Elles ont également abordé des questions délicates, telles que la mutilation génitale féminine et ont reçu une formation supplémentaire pour les aider à débattre de ces questions.

Situation avant le projet

À Nazlet Faragallah, il incombe aux femmes de fournir à leur famille de l'eau pour la boisson et la lessive, et de l'évacuation des déchets. Elles s'approvisionnaient essentiellement à des pompes manuelles communautaires, mais de nombreuses familles se plaignaient que l'eau tirée de la pompe était de couleur jaune et mauvaise à l'odorat et au goût (Ramsis, 2004).

La collecte de l'eau demandait beaucoup de temps et d'efforts. Les femmes devaient faire quatre trajets par jour pour obtenir suffisamment d'eau. En raison du temps passé à cette tâche, il était difficile à certaines d'entre elles d'assurer la propreté de leur maison et de leur famille. Il leur fallait faire la lessive et laver la vaisselle dans un canal où l'eau était contaminée par des eaux usées. Cette exposition augmentait le taux d'infection des femmes par des maladies telles que la bilharziose. D'autres femmes devaient demander de l'eau à leurs voisins, ce qui, outre de manquer de fiabilité, était humiliant pour de nombreuses personnes.

Les femmes recueillaient généralement les déchets humains dans des bocaux ou dans des récipients et les évacuaient dans le canal la nuit. Cette pratique d'évacuation avait deux conséquences néfastes : en premier lieu, les déchets pénétraient à nouveau dans l'alimentation en eau, en deuxième lieu, les femmes étaient exposées à des risques d'infection pendant le processus d'évacuation des déchets. Faute de latrines, les femmes et les jeunes filles étaient souvent contraintes d'attendre la tombée de la nuit pour se soulager. Ceci avait des conséquences néfastes pour leur santé et les rendait vulnérables aux attaques et aux harcèlements sexuels.

Structures de pouvoir au niveau du village

Le village de Nazlet Faragallah suivait le modèle traditionnel en ce qui concerne le rôle des hommes et des femmes et les femmes pouvaient exercer peu de droits. La plupart des personnes avaient des conceptions traditionnelles des rôles des femmes et des hommes. Les hommes étaient censés être chef de famille et prendre la plupart, voire la totalité des décisions. Traditionnellement, les femmes participaient rarement à des activités en dehors du foyer et étaient occupées à plein temps par la collecte de l'eau, les soins aux enfants et d'autres tâches ménagères. Elles ne pouvaient pas participer à des rôles sociaux extérieurs et la plupart d'entre elles étaient analphabètes.

Il existe également des obstacles juridiques à la participation des femmes à la vie de la collectivité. La plupart d'entre elles ne disposent pas de papiers d'identité, car, étant femmes, il n'a pas été jugé important d'enregistrer leur naissance à l'état civil. Du fait de l'absence de papiers d'identité, les femmes ne pouvaient exercer leurs droits et accéder aux services locaux, situation particulièrement difficile dans le cas des veuves et des divorcées. Ceci également renforçait leur position d'infériorité par rapport aux hommes.

Résultats

Le village de Nazlet Faragallah compte environ 10 000 résidents. Le projet était destiné à quelque 70 ménages ne disposant pas d'installations sanitaires; 60 % des personnes visées par le projet étaient des femmes (Association Vie

meilleure, 2002). Dans le cadre de ce projet, ces ménages reçoivent chacun deux robinets et une latrine, ce qui leur permet d'accéder directement à une source d'eau propre et pratique et de disposer de moyens plus sanitaires d'évacuer leurs déchets. Les membres du ménage ont également été sensibilisés aux problèmes de l'eau, de l'assainissement et à d'autres questions relatives à l'hygiène.

Tous les participants ont tiré profit de l'amélioration des services d'eau et d'assainissement mais ce sont les femmes et les jeunes filles qui en ont le plus bénéficié, car c'était elles qui souffraient davantage des carences antérieures des services. Libérées de l'effort physique qui leur était imposé du fait de leurs responsabilités en ce qui concerne l'alimentation en eau et l'élimination des déchets, elles ont pu se livrer à d'autres activités et suivre de bonnes pratiques d'assainissement et d'hygiène.

La participation des femmes

Un examen extérieur mené en 2003 avait recommandé à l'Association Vie meilleure de renforcer les initiatives relatives à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans ses programmes pour les rendre plus efficaces. Suite à cette recommandation, l'Association s'est activement employée à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans ses projets. À Nazlet Faragallah, ceci a signifié que l'Association a dû considérer les femmes comme un groupe cible individuel pendant les phases d'évaluation des besoins et d'exécution. Ceci a abouti à la mise au point du modèle des visiteuses sanitaires qui permettait d'assurer la participation active des femmes à tous les niveaux, en dépit des objections faites par les hommes s'agissant de leur rôle officiel dans la gestion du projet. Les visiteuses sanitaires ont participé au projet en sélectionnant les bénéficiaires sur la base de critères définis de concert.

Les femmes ont également participé à l'exécution du projet, en aidant les hommes, y compris leurs maris, à creuser des trous et à transporter du matériel. Elles ont également incité les hommes à payer les adductions d'eau, puisque chaque ménage devait contribuer aux frais de raccordement. La contribution des femmes à la phase de construction a permis de réduire notablement les frais de personnel et de diminuer le coût de raccordement à l'échelon de la famille.

Un résultat inattendu du modèle de visiteuses sanitaires a été que nombre des femmes ont voulu poursuivre leurs activités à l'échelon de la collectivité une fois le projet achevé. Elles ont donc constitué une petite association de développement communautaire. Elles ont immatriculé officiellement cette association en dépit de nombreux obstacles, dont une modification de la législation relative à l'enregistrement des sociétés, après que le processus d'immatriculation initial ait déjà été achevé.

Santé, sécurité et confiance en soi

Les participants ont indiqué que le projet avait amélioré leur santé, leur sécurité et leur confiance en eux-mêmes. Trop peu de temps s'est écoulé pour recueillir des statistiques concernant la santé, mais les visiteuses sanitaires ont déjà observé des modifications dans les comportements en matière d'assainissement. Les environs des villages sont plus propres et plus sains, car les personnes utilisent davantage les latrines. Elles sont davantage

conscientes de la propagation des maladies, ce qui les incite à nettoyer les rues. Quelques femmes ont également noté que l'installation de latrines dans leur foyer avait contribué à accroître leur sécurité. Elles n'ont plus à attendre que l'heure et le lieu soient socialement acceptables pour se soulager, ce qui est un élément positif pour leur santé et leur confiance personnelle.

De nombreux bénéficiaires ont indiqué que l'accroissement de la confiance des femmes en elles-mêmes et de leur dignité revêtaient une importance capitale. Le fait que les femmes puissent se baigner plus souvent avait amélioré leur image personnelle et leurs relations dans la famille; dorénavant elles ont davantage confiance en elles-mêmes et sont moins tributaires d'autrui. Elles sont également fières que leur maison ait été raccordée au réseau d'alimentation en eau et ne sont plus embarrassées quand des invités demandent de l'eau ou d'aller aux toilettes. Les hommes estimaient également que le manque de robinets et de latrines était humiliant et étaient satisfaits d'avoir investi dans des raccordements aux services d'alimentation en eau. Un homme récemment marié souhaitait particulièrement raccorder sa nouvelle maison aux services d'alimentation en eau de sorte que sa mère et son épouse n'aient pas à demander de l'eau à autrui.

Démarginalisation

Le projet a démarginalisé les femmes de Nazlet Faragallah en général dans la mesure où elles ont pu jouer un rôle plus actif dans les décisions prises au niveau de la collectivité et du ménage. Il a également contribué à créer de nouvelles positions officielles de pouvoir pour les femmes, grâce au rôle de visiteuses sanitaires. Ces femmes, outre de prendre des décisions importantes concernant de nombreux membres de la collectivité, ont servi de modèles aux femmes et aux hommes, démontrant que les femmes sont capables de jouer un rôle d'animatrices.

Cette démarginalisation ne s'est pas faite facilement. Certaines visiteuses sanitaires se sont heurtées à l'opposition des hommes de leur famille, tout comme certaines femmes qui voulaient participer au programme de raccordement aux services d'alimentation en eau; il leur a fallu travailler dur pour convaincre les hommes de leur famille d'appuyer leur participation. Certains hommes étaient également sceptiques quant à l'association constituée par les femmes. Le Directeur de projet de l'Association Vie meilleure a constaté qu'un jeune homme faisait valoir que les « filles » ne disposaient pas des compétences organisationnelles nécessaires pour administrer une organisation et qu'elles ne pourraient pas poursuivre leur activité parce qu'elles se marieraient et abandonneraient leurs tâches pour se consacrer à leurs devoirs familiaux. L'Association Vie meilleure a réagi en soutenant davantage les jeunes femmes qui cherchaient à constituer une association.

D'autres femmes ont senti qu'elles prenaient en mains leur destin lorsque, pour que leur foyer soit alimenté en eau, elles ont adressé une pétition aux autorités locales pour obtenir les documents administratifs nécessaires. Pour la plupart d'entre elles, c'était la première fois qu'elles demandaient un service quelconque aux pouvoirs publics locaux. Leur désir de faire en sorte qu'il soit tenu compte de leurs droits les a incitées à faire preuve d'initiative et à réaliser des tâches traditionnellement masculines. Les femmes ont eu le

courage de se lancer sur cette voie bien que le Comité de gestion du projet compte un représentant homme chargé des relations avec les pouvoirs publics locaux.

Les représentants de l'Association Vie meilleure ont également constaté un changement délibéré manifeste dans la structure du pouvoir et de la prise de décisions au niveau de la famille et du village ainsi que la démarginalisation des femmes, qui ont pu assumer un rôle à l'échelon de la collectivité et participer à la prise de décisions à l'échelon de la collectivité (Ramsis, 2004). Les femmes ont participé, conjointement avec leur mari, à la prise de décisions concernant la participation au programme relatif à l'eau et à l'assainissement. D'autres femmes ont pris le risque d'être désapprouvées par leur famille pour participer au programme et ont même décidé de participer au programme de leur propre chef (Ramsis, 2004).

Les retombées les plus importantes du projet sont peut-être celles qui concernent les 20 visiteuses sanitaires. Celles-ci indiquent que leur formation et leur participation au projet leur ont donné de la force de caractère, ont modifié leur comportement et leurs attitudes, ont renforcé leur aptitude à s'exprimer et à défendre leurs opinions en public.

Une visiteuse médicale a constaté ce qui suit :

« Nous n'étions que de simples villageoises ... lorsque nous avons commencé à travailler dans le village et à constituer l'association, tout a changé. Maintenant nous sentons que nous sommes plus fortes, que nous avons plus d'influence et que nous pouvons faire une différence dans la vie des gens » (Ramsis, 2004).

Ces femmes, dont la plupart ont de 20 à 40 ans, connaissent maintenant tous les recoins du village, ont davantage confiance en elles-mêmes et ont développé des compétences relationnelles exceptionnelles par rapport à celles des femmes du même groupe d'âge dans les régions rurales de l'Égypte (Association Vie meilleure, 2003). Une femme a constaté qu'en raison de sa participation, elle avait un rôle dans la collectivité, alors qu'elle était auparavant isolée et qu'elle avait même fait état de ses préoccupations à des fonctionnaires locaux, ce qu'elle ne souhaitait pas faire auparavant (Ramsis, 2004).

Enseignements

Le projet de Nazlet Faragallah constitue une étude de cas sur les meilleures pratiques à de nombreux niveaux. Spécifiquement, le projet a :

- Réussi à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans un projet réalisé dans une collectivité traditionnellement dominée par les hommes;
- Démontré que des visiteuses sanitaires peuvent exercer une importante influence sur la collectivité;
- Favorisé manifestement la participation des femmes à la prise de décisions à l'échelon de la collectivité et du ménage, en particulier en ce qui concerne les problèmes concernant leur santé, leur bien-être et leurs moyens d'existence ainsi que ceux de leur famille;
- Permis aux hommes et aux femmes d'accéder davantage aux ressources en eau et aux installations d'assainissement;

- Diminué le temps consacré (essentiellement par les femmes) à la collecte de l'eau et au nettoyage des déchets;
- Augmenté la sécurité des femmes;
- Appuyé la création d'une association de développement animée par les femmes, à l'échelon de la collectivité;
- Servi de base aux femmes qui cherchaient à exercer d'autres droits en plus du droit d'accès à l'eau;
- Accru la probabilité de réaliser d'autres objectifs de développement;
- Démontré que la participation des femmes rendait plus probable le succès à long terme du projet relatif à l'alimentation en eau et à l'assainissement.

Dans le même temps, ce projet fait apparaître la persistance d'obstacles à la démarginalisation des femmes dans la région. Les structures existantes en matière de pouvoir empêchent cette démarginalisation, en particulier à des échelons de responsabilité. Certaines organisations perçoivent qu'il existe un conflit entre leur désir de satisfaire les besoins des collectivités marginalisées et leur désir de promouvoir des changements dans les rôles traditionnellement assignés aux deux sexes. Ce projet a démontré qu'il est possible d'atteindre ces deux objectifs et qu'en outre, l'accent mis sur l'égalité accrue entre les sexes et la démarginalisation des femmes a nettement contribué dans les faits au succès du projet.

Ce projet constitue un modèle efficace de mise en œuvre d'un programme participatif, intégrant une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement et démontre que cette optique peut servir de base à la participation des femmes à d'autres activités. Il démontre, en outre, que la participation active des femmes à des projets relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement est essentielle en raison du rôle fondamental que jouent les femmes dans leur ménage, dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des soins à la famille. Le projet a également reconnu que les femmes et les hommes doivent œuvrer de concert dans le cadre d'un partenariat pour que leur activité soit efficace et a favorisé une collaboration accrue entre les deux sexes au niveau du ménage. À long terme, ce projet et les modèles d'action qu'il a créés constituent l'un des meilleurs mécanismes pour accroître la participation des femmes dans la collectivité et améliorer la santé de la collectivité.

Références

Faragalla Water and Sanitation Project Proposal, 2002. Better Life Association for Comprehensive Development (BLACD), Diakonia.

Better Life Association for Comprehensive Development, 2003. Final Report on the Women Leaders in Nazlet Hussein Community: The Experience of the Health Visitors, août 2001-décembre 2002.

Bulbul, Lamia and Abd El-Mawla Ismael, 2003. The Evaluation of Better Life Association for Comprehensive Development. NOVIB/BLACD.

Ramsis, Ayman, 2004. Impact study on Faragallah Water & Sanitation Project. BLACD.

Remerciements

Des remerciements particuliers sont adressés à M. Maher Boushra (Directeur de l'Association Vie meilleure) pour son appui, ainsi qu'à Mme Rachel Ziamba pour l'aide qu'elle a apportée en matière d'édition.

B. Les femmes prennent l'initiative

3. PAKISTAN : Initiative d'une femme, soulagement de toutes les femmes - Les femmes assument la conduite du programme d'alimentation en eau de Banda Golra

Par Johdah Bokhari

Mme Bokhari a neuf années d'expérience de la conception et de la réalisation de recherches, d'enquêtes et d'évaluations, concernant plus particulièrement la participation des femmes dans le secteur de l'eau, les questions relatives à l'enfance, les ONG et les initiatives au niveau de la collectivité. Elle est dotée de compétences particulièrement poussées dans l'élaboration de mécanismes de recherche et a mené à bien plus de 20 missions de recherche effectuées individuellement et en groupe, en tant que consultante, chef d'équipe et membre expérimenté de l'équipe. Elle a été consultante à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'auprès d'organismes internationaux et bilatéraux et d'organisations nationales. Elle est l'une des deux coordinatrices du réseau sur les femmes et l'eau constitué au Pakistan en 2001, pour regrouper des femmes appartenant à tous les secteurs de la société et les aider à faire connaître efficacement leur point de vue aux fins de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les mesures relatives à l'eau.

Méthode à suivre pour l'étude de cas : Analyse féministe

Introduction

Banda Golra est un petit village, situé à 10 kms d'Abbottabad au Pakistan. Il compte environ 120 ménages répartis sur la colline. Le ménage moyen compte huit personnes. La plupart des hommes sont employés en tant qu'ouvriers journaliers, les femmes travaillent essentiellement à la maison, s'occupent du bétail et effectuent d'autres tâches ménagères.

L'accès à l'eau constitue un problème depuis des décennies. Les uniques sources en eau du village étaient deux sources naturelles situées en haut d'une montagne et dans une vallée encaissée. Le bétail et les animaux sauvages buvaient de l'eau des mêmes sources. Dans cette région, il incombe aux femmes de s'approvisionner en eau potable, et elles doivent consacrer trois ou quatre heures chaque jour à cette tâche. La collecte d'eau pour le bétail et pour d'autres usages ménagers nécessite une autre journée entière chaque semaine. Pendant la saison sèche, les femmes doivent passer toute la nuit aux sources pour remplir deux seaux d'eau.

Une conduite de l'État alimente en eau les villages de la région, mais il n'existe que quatre raccordements à Banda Golra. L'un est destiné à la Mosquée, deux ont été installés par des particuliers et seulement un est communautaire. L'eau de la conduite ne coule que deux fois par semaine et ne suffit pas à répondre à la demande locale d'eau. Dans ces circonstances, il était urgent d'améliorer l'accès à l'eau. À Banda Golra, les femmes du village, sous la conduite de l'une d'entre elles, Nasim Bibi, ont incité le village tout entier à organiser son propre programme d'alimentation en eau.

Déroulement des opérations

Le programme d'alimentation en eau du village a été entrepris par Nasim Bibi, qui avait besoin d'agent pour construire sa maison. Elle avait entendu parler du

Programme d'aide rurale de la région du Sarhad, ONG régionale qui octroyait des crédits dans la zone. Nasim a contacté cette organisation pour une demande de prêt, mais on lui a fait savoir que l'organisation ne prêtait des fonds qu'à des groupes organisés à l'échelon de la collectivité.

Nullement découragée par ce premier refus, Nasim Bibi a mobilisé les femmes de la collectivité et constitué une organisation féminine communautaire en 2002. La fille de Nasim Bibi, unique jeune femme éduquée du village, était chargée de tenir à jour les comptes rendus et les états de cette organisation..

Les membres de l'organisation ont commencé par un programme d'épargne, chacune d'entre elles déposant 10 roupies (0,16 dollar É.-U.) chaque mois. En outre, au cours d'une période de deux ans, 21 femmes ont bénéficié de prêts du Programme d'aide rurale du Sarhad aux fins de la construction de maisons, pour financer les cérémonies de mariage et acheter du bétail et elles ont toutes remboursé entièrement ces prêts.

Au cours de leur réunion mensuelle, les femmes ont établi que l'accès à l'eau constituait une priorité d'action et ont voté une résolution concernant l'élaboration d'un programme d'alimentation en eau du village. La présente étude de cas décrit comment les femmes ont réussi à alimenter leur village en eau, les stratégies qu'elles ont utilisées pour que ce programme soit accepté et leur nouveau rôle d'animatrices dans le village.

Méthodologie

La chercheuse a recouru à une analyse féministe pour analyser les structures de pouvoir dans la collectivité et tenir des entretiens avec les villageois. Elle a interrogé des femmes appartenant au groupe sur les pompes manuelles, Nasim Bibi, ainsi que des femmes qui n'ont pas participé à ce programme et des hommes du village.

Généralités

Structures du pouvoir

Il est ressorti des entretiens que les hommes exercent davantage de pouvoir que les femmes en matière de prise de décisions. La plupart des femmes interrogées ont de nombreux enfants (de six à huit chacune), simplement parce que leurs époux ne les autorisent pas à employer des méthodes de planification de la famille.

Les hommes sont propriétaires de la plupart des ressources du village, qu'ils contrôlent, y compris les maisons et les terres. D'après les lois nationales et islamiques, les femmes peuvent hériter de biens, mais dans la plupart des cas elles ne reçoivent pas les biens dont elles ont hérité ou on fait pression sur elles pour qu'elles renoncent à leur droit d'héritage en faveur des hommes de leur famille.

Éducation

La plupart des femmes de la région sont illettrées, la plupart des hommes ayant un enseignement primaire. Les habitants du village sont de plus en plus conscients de l'importance de l'éducation, en raison de l'exposition de la collectivité aux médias, de telle sorte que les familles envoient maintenant leurs enfants à une école primaire à quatre kilomètres du village. Toutefois, les petites filles ne vont à l'école que jusqu'à l'âge de dix ans, parce qu'une fois qu'elles atteignent l'âge de la puberté, le *purdah* (claustration des femmes) est strictement observé.

Santé et assainissement

Pendant l'été, la diarrhée est un important problème de santé parmi les enfants. Les membres de la collectivité comprenaient généralement la relation entre la diarrhée et la médiocrité de la qualité de l'eau des sources. Le village ne compte que cinq latrines, situées dans les maisons des villageois influents. En conséquence, la plupart des villageois se soulagent dans les champs.

Les meilleures pratiques

Démarrage du programme d'alimentation en eau

À l'origine, l'organisation communautaire féminine s'est développée lentement, 60 % des membres participant, en moyenne, aux réunions mensuelles. Les femmes ont constaté que le problème de l'alimentation en eau était évoqué à presque chaque réunion. Une année après avoir créé l'organisation communautaire, elles ont, en conséquence de ce débat permanent, adopté une résolution visant à entreprendre un programme d'alimentation en eau qui répondrait aux besoins d'eau du village plus efficacement et réduirait la charge que la collecte d'eau impose aux femmes.

À l'origine, le Programme d'aide rurale du Sarhad a rejeté l'idée d'un programme d'alimentation en eau soumise par l'organisation communautaire. Toutefois, grâce aux efforts de Nasim Bibi et d'autres membres de l'organisation communautaire, le Programme a finalement donné son agrément parce que l'organisation communautaire féminine a accepté d'être entièrement responsable de la gestion du projet et que les femmes avaient des états exceptionnels en matière de remboursement des prêts.

Le programme d'alimentation en eau concernait l'installation de sept nouvelles pompes manuelles dans différents emplacements du village. La communauté devait financer 20 % des coûts, le Programme d'aide rurale du Sarhad en finançant 80 %. Chaque foyer participant devait verser 1 000 roupies (16 dollars É.-U.) et chaque pompe à main était financée par un groupe de sept ménages.

Rôle d'animatrices et contribution des femmes

Quelques femmes des ménages participants étaient déjà membres de l'organisation communautaire. Elles ont mobilisé leur ménage et se sont employées à obtenir l'appui des hommes de leur famille. Étant donné qu'il s'agit d'un petit village, le groupe spécial de femmes était composé essentiellement de membres de la famille de Nasim Bibi. Elles avaient entière confiance en elle, en raison des succès enregistrés dans le cas du programme de crédit.

Il est important de noter que Nasim Bibi vient d'une famille pauvre. Elle n'avait pas de terre à cultiver et son mari est un ouvrier du bâtiment employé sur une base journalière. Il a des opinions très libérales s'agissant des rôles des sexes et appuie Nasim Bibi dans son activité de défense des droits des femmes et de travailleuse sociale et pour ce qui est d'envoyer leurs filles à l'école. Au cours de son entretien avec la chercheuse, il a vivement critiqué le comportement et les attitudes d'autres hommes du village qui limitent les possibilités d'enseignement des filles et le droit des femmes à un travail indépendant. Le soutien qu'il a accordé au rôle de sa femme l'a aidée considérablement à organiser les programmes relatifs au crédit et à l'eau.

Les initiatives de Nasim Bibi ont aidé les autres femmes à participer au projet en tant qu'animatrices à l'échelon de la collectivité. L'organisation communautaire féminine a constitué trois comités pour gérer le projet, à savoir :

- *Le Comité du projet* - chargé d'acheter et d'installer les pompes à main : deux femmes et trois hommes;
- *Le Comité de vérification* - chargé de la vérification financière et du paiement des factures : deux femmes et trois hommes;
- *Le Comité d'entretien* - chargé de l'entretien régulier des pompes à main : deux femmes et deux hommes.

L'activité des femmes dans ces comités leur a permis d'échapper à leur rôle traditionnel, axé sur la procréation. De ce fait, elles ont rempli des fonctions d'animatrices et assumé des tâches non traditionnelles, comme l'entretien des pompes. Nasim Bibi elle-même était membre du Comité du projet et a acheté tout le matériel, recruté les ouvriers et suivi l'exécution du projet, faisant office de directrice du projet d'approvisionnement en eau.

Autres contributions des femmes

Les femmes de Banda Golra ont également contribué à la réalisation du projet. Chaque ménage participant fournissait à tour de rôle nourriture et logement aux ouvriers qui creusaient des puits et installaient les pompes manuelles. Les femmes du village ont également collecté suffisamment d'eau pour aider à amollir le sol pour le forage et pour construire les plateformes sur lesquelles se trouvaient les pompes manuelles.

Participation de la collectivité

Les ménages qui n'ont pas participé au projet dans les débuts avaient pensé qu'il s'agissait d'une fraude et que Nasim Bibi conserverait pour elle les sommes recueillies. Ils pensaient également qu'il serait difficile de forer un puits pour installer une pompe manuelle en raison du terrain rocheux. Toutefois, après que les nouvelles pompes manuelles aient été installées, ces ménages ont regretté de n'être pas associés au projet. Ils se sont maintenant engagés à contribuer à de nouveaux projets concernant l'alimentation en eau et à participer aux frais d'entretien des pompes nouvellement installées. Certains ménages ont été autorisés à utiliser les pompes manuelles, bien qu'ils n'aient pas contribué au programme initial.

Résultats

Le programme d'alimentation en eau animé par les femmes a eu pour conséquences les modifications ci-après :

Pouvoir de prise de décisions

- Accroissement du pouvoir de décisions, au niveau des ménages, de la majorité des femmes participantes aux programmes relatifs à l'alimentation en eau et au crédit;
- Prise de conscience de la valeur de la participation des femmes à des activités publiques et des bénéfices directs qui peuvent en découler pour leurs époux et leurs familles, grâce à un accès accru à de nouveaux services, tels que le crédit et l'alimentation en eau;
- Prise de conscience accrue des manières dont les femmes peuvent contribuer à améliorer la situation économique de leur famille; et

- Discussion ouverte des problèmes de santé liés aux fréquentes grossesses; de nombreuses femmes de moins de 35 ans indiquent maintenant qu'elles sont en mesure de décider d'avoir un petit nombre d'enfants.

Gain de temps

- Augmentation notable du temps disponible pour d'autres activités, la plupart des femmes consacrant le temps supplémentaire dont elles disposent à leur famille et à des réunions de groupe; les jeunes filles brodent et cousent pour elles-mêmes et leur famille;
- Diminution des pressions et des contraintes imposées aux femmes;
- Amélioration des relations sociales des femmes en dehors de leur foyer;
- Sentiment accru d'indépendance, en raison de l'augmentation de la mobilité sociale.

Santé, hygiène et assainissement

- Fréquence accrue des lessives (quasi journalières au lieu d'être hebdomadaires);
- Fréquence, commodité et intimité accrues de la toilette, en particulier des femmes et des jeunes filles, qui n'ont plus à se rendre à la source pour se laver;
- Sentiment accru de sécurité s'agissant de la propreté des nouvelles sources d'eau (les pompes manuelles n'étant installées que depuis cinq mois, le village n'a pas pu voir si l'eau est plus propre que celle des sources pendant la saison sèche);
- Diminution de la contamination des nouvelles sources d'eau par des déchets animaux;
- Compréhension accrue de l'importance de l'assainissement dans le village : les femmes interrogées ont indiqué qu'elles ont l'intention de proposer un projet relatif à l'assainissement du village lors de la prochaine réunion lors de leur organisation communautaire.

Participation accrue à l'association communautaire

On a constaté une augmentation notable du nombre des femmes qui se sont inscrites récemment à l'organisation communautaire, les nouveaux membres femmes constatant maintenant que les hommes de leur famille soutiennent cette activité, contrairement à ce qui était le cas auparavant, où elles se heurtaient à une vive résistance.

Évolution des attitudes

L'attitude des femmes et des hommes qui n'ont pas participé au projet a évolué sensiblement depuis le début du projet. Ils considèrent maintenant que ce genre d'activité est réalisé au profit de la communauté tout entière et ne s'en méfient plus. Ils considèrent également que la participation des femmes à l'organisation communautaire est un élément positif, qui peut être avantageux pour la famille tout entière, en particulier pour ce qui est d'un accès accru au crédit.

Incidences indirectes sur l'éducation

L'accès des petites filles à l'éducation s'est accrue, car la fille de Nasim Bibi a récemment créé dans le village une école non traditionnelle où sont dispensés des cours du primaire et du secondaire.

À l'heure actuelle, 23 enfants (20 filles et 3 garçons) sont inscrits à l'école non traditionnelle. Le nombre élevé d'inscriptions féminines est la conséquence des

efforts particuliers de Nasim Bibi et de sa fille. Les personnes interrogées ont indiqué que ceci était dû au fait qu'elles avaient confiance en Nasim Bibi et en sa fille, en raison des succès des programmes relatifs au crédit et à l'alimentation en eau et que les parents préférèrent envoyer leur fille à une école qui est proche.

Création de modèles

Les femmes participant au projet sont devenues des modèles :

- Les hommes ont respecté davantage Nasim Bibi en particulier et les autres femmes actives de l'organisation communautaire;
- Ils acceptent davantage que les femmes peuvent se révéler des animatrices efficaces de la collectivité. Une personne interrogée a même constaté que si Nasim Bibi se présentait comme conseillère municipale aux élections locales, elle serait à coup sûr élue. Ceci aurait été impensable avant le programme relatif à l'alimentation en eau.

Nasim Bibi a gagné le respect et la confiance de la collectivité grâce à l'énergie qu'elle a déployée dans ses activités communautaires. Elle est devenue chef non officiel de la communauté, en particulier pour les femmes qui viennent lui demander conseils et appui moral et financier. Maintenant, les hommes du village s'adressent aussi à elle pour obtenir avis et conseils. Les programmes relatifs au crédit et à l'alimentation en eau ayant été réalisés avec succès, ils la considèrent comme une personne ayant des liens étroits avec les ONG et lui demandent de les aider à obtenir un emploi ou un crédit.

Enseignements

La présente étude de cas démontre comment de fortes qualités d'animatrice, lorsqu'elles bénéficient d'un appui stratégique au moment opportun peuvent avoir des retombées positives aux fins de l'accroissement de l'équité entre les sexes et de l'amélioration de l'eau et de l'assainissement. Nasim Bibi a eu le courage d'échapper au rôle traditionnel assigné aux deux sexes dans son village, bien qu'elle soit pauvre et n'ait ni base d'influence ni pouvoir dans le village. Toutefois, l'appui d'une ONG extérieure l'a incitée à constituer une organisation communautaire locale.

Cette organisation, parce qu'elle a pu répondre aux besoins financiers immédiats des femmes et parce que celles-ci ont pu fournir un appui financier supplémentaire à leur famille, dans le cadre du programme de microcrédits du Programme d'aide rurale de la région du Sarhad a aidé les femmes à obtenir que les hommes de leur famille les respectent davantage et que leur pouvoir de décisions augmente dans le ménage et la collectivité.

Les membres de l'organisation communautaire ont appuyé l'initiative de Nasim Bibi, lorsqu'elle a dû plaider en faveur du village d'abord avec le Programme d'aide rural puis avec les hommes du village de manière à obtenir qu'ils collaborent au programme d'alimentation en eau. La condition posée par le Programme d'aide rurale, à savoir que l'organisation communautaire assume la gestion du projet, a eu également pour conséquence de démarginaliser les femmes, car leur nouveau rôle d'animatrice a été reconnu par une organisation externe, ce qui l'a rendu crédible.

L'organisation communautaire féminine a pu obtenir que les hommes souscrivent au programme d'alimentation en eau, parce qu'elle était constituée à l'origine par

un groupe de personnes qui avaient confiance les unes dans les autres en raison de leurs relations familiales et parce que les hommes des familles étaient conscients que la participation des femmes était bénéfique pour la famille tout entière et aidait à soutenir les hommes dans leur rôle de chef de famille. Ceci a aidé les femmes à obtenir l'appui des hommes pour le programme d'alimentation en eau, tout comme le fait que les femmes ont eu la volonté de faire participer les hommes du village au projet, dans le cadre d'un modèle de cogestion.

Tous ces facteurs ont permis d'accroître l'accès de la collectivité à l'eau propre, diminué la charge de travail des femmes et amélioré la santé à l'échelon de la famille et de la collectivité. Ils ont également démarginalisé les femmes de Banda Golra et affirmé leur rôle d'animatrices et de décideuses. Et tout ceci est arrivé parce que le Programme d'aide rurale a commencé par refuser une demande de prêt.

4. AFRIQUE DU SUD : Rôle des femmes dans un projet relatif à l'assainissement et à la fabrication de briques, village de Mabule

Par Jabu Masondo

M. Masondo vient de passer une année au Centre international de ressources sur l'alimentation en eau, l'assainissement et l'hygiène aux Pays-Bas et est actuellement chargé des communications et des activités promotionnelles à la Fondation Mvula en Afrique du Sud. Il a également travaillé dans le domaine des communications au Ministère sud-africain de l'eau et de la sylviculture. Son activité dans ces organismes a été axé sur les questions relatives à l'équité entre les sexes, à l'eau et à l'assainissement. En plus de sa formation en matière de communications, M. Masondo a une longue expérience des arts, ayant fait office de coordonnateur pour le théâtre du groupe d'appui des activités relatives à l'eau, dans le cadre d'un projet financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni et ayant également été metteur en scène/producteur dans un programme de théâtre à l'échelon de la collectivité. M. Masondo peint également des tableaux abstraits, en acrylique. Il a également coordonné des manifestations, facilité des ateliers, édité et publié des bulletins. Il parle sept langues.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Analyse féministe

Le problème

Mabule est un village situé à 131 kilomètres à l'ouest de la ville de Mafikeng, dans la province nord-ouest de l'Afrique du Sud, près de la frontière avec le Botswana.

La fréquence élevée de maladies telles que le choléra dans ce village était due au manque d'hygiène. Le principal problème était l'absence d'installations sanitaires adaptées. On prêtait peu d'attention aux installations personnelles d'assainissement et certains ménages disposaient de lieux d'aisance en bois et feuilles plastiques, qui ne pouvaient pas survivre aux intempéries. La source d'eau la plus proche se trouve dans un village voisin, à 10 kilomètres. Il était difficile à de nombreuses femmes et jeunes filles de se rendre aux toilettes, car les structures fabriquées sur place étaient généralement sales, sentaient mauvais, étaient infestées par des mouches et les murs étaient si mal construits que l'on pouvait voir du dehors. Les garçons et les hommes se soulageaient souvent dans les buissons voisins. Il a été difficile de faire évaluer cette situation, en raison de l'ignorance totale de l'hygiène, du manque de matériaux de construction de base, tels que des briques et du faible niveau technique des villageois.

Le projet relatif à l'assainissement à Mabule a été conçu pour résoudre ces problèmes dans le cadre d'une initiative menée conjointement par le Ministère de l'eau et de la sylviculture, la collectivité et le Fonds Mvula. Ce Fonds est la plus importante ONG qui exécute des projets relatifs à l'eau et à l'assainissement en Afrique du Sud; elle a construit plus de 70 000 lieux d'aisance dans des collectivités et des écoles dans le pays, en utilisant une méthode essentiellement axée sur la démarginalisation des femmes.

Méthode

Le chercheur a interrogé cinq personnes ayant participé au projet, dont le Président du Comité du projet et des membres s'occupant de l'assainissement et de la fabrication de briques. Il a également étudié les descriptifs de projets et d'autres rapports.

Généralités

Le village de Mabule compte 450 ménages. Pour les villageois, la situation locale ne posait pas réellement problème avant l'exécution du projet relatif à l'assainissement. Le niveau d'éducation est médiocre et 90 % des habitants disposent de pensions financées par les pouvoirs publics. Ils puisent l'eau à des sources ou doivent faire 10 kilomètres de marche, ce qui leur prend environ 3 heures et demie pour chercher de l'eau au village le plus proche. On se sert de chariots tirés par des ânes ou par du bétail aux fins du transport.

Les hommes de Mabule sont généralement des travailleurs migrants. En conséquence de leur absence, les femmes sont entièrement responsables de l'éducation des enfants, des soins aux personnes âgées et de l'alimentation de la famille et il leur incombe également d'exécuter des tâches qui prennent beaucoup de temps, comme la collecte de bois de chauffe et d'eau.

La stratégie relative à l'eau et à l'assainissement suivie par le Gouvernement sud-africain a été de veiller à ce que les femmes participent pleinement au développement des services, puisque c'est elles qui sont essentiellement responsables de la collecte de l'eau et qui doivent faire en sorte que les services mis au point répondent aux besoins de tous.

Le Ministère de la santé avait réalisé des activités sanitaires dans la zone du village de Mabule, mais ses programmes n'avaient pas réussi à faire évoluer les attitudes et les comportements de la collectivité en matière d'hygiène. Au titre de ce programme, on avait, entre autres, dispensé une éducation concernant les soins de santé préventifs à l'intention des enfants et l'environnement. Quelques groupes communautaires avaient été constitués pour réaliser différentes activités, mais les gens n'avaient pas le sentiment d'être partie prenante à ces groupes et ne comprenaient pas ce qu'ils étaient censés faire. Fait plus important, le Programme du Ministère de la santé ne comportait pas une démarche d'équité entre les sexes.

À la mi-1999, le chef du village de Mabule a convoqué une réunion d'urgence du *Lekgotla* (en Tswana, réunion où on débat des problèmes de la collectivité, sous la présidence du chef), pour discuter des plaintes d'un groupe de femmes du village à propos de la détérioration de la situation sanitaire et de l'hygiène. Ont également participé à cette réunion des représentants du Fonds Mvula, du Ministère de l'eau et de la sylviculture et du Ministère de la santé. La réunion était délicate, parce que traditionnellement, hommes, femmes et personnes de l'extérieur ne se réunissaient pas. À cette réunion, les femmes ont constaté que la formation dispensée par le Ministère de la santé n'avait pas eu d'incidence sur l'hygiène et la santé de la collectivité.

La Fondation Mvula, frappée par l'attachement démontré par les femmes de Mabule à l'évolution en matière de développement, et le Ministère de l'eau

et de la sylviculture, ont fourni des ressources et des matériels pour un montant de 572 700 rand, (soit 70 000 dollars É.-U.) au projet d'assainissement de Mabule. Ce projet était administré par un Comité de gestion élu par la collectivité, qui a déterminé des critères précis en matière de désignation des membres du Comité. Sur la base des critères d'éducation, les femmes qui avaient bénéficié des programmes d'éducation antérieurs du Ministère de la santé ont été élues à huit des dix sièges.

En cours de réalisation du projet, un retard dans le versement de fonds par le Ministère de l'eau et de la sylviculture a incité à créer un projet de briqueterie afin de disposer de matériaux pour la construction de latrines et de générer des revenus. Ce deuxième projet a commencé au début 2004, avec la constitution d'un autre Comité de gestion de projet et la condition préalable que les participants versent chacun 6 dollars É.-U. par mois pour acheter des matériaux et payer les deux machines nécessaires.

Meilleures pratiques

Utilisation du mécanisme d'analyse par sexe

Les projets intégrés relatifs à l'assainissement et à la fabrication de briques se heurtant tous les deux à des entraves liées au sexe, la Fondation Mvula a utilisé un mécanisme d'analyse par sexe pour que l'attention de la collectivité se porte sur les rôles et les responsabilités des deux sexes et pour intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans le projet. Cette fondation favorise un processus participatif pour la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement. Ce mécanisme a aidé à :

- Sensibiliser la population à l'équité entre les sexes dans le contexte de leur collectivité;
- Quantifier les obstacles liés au temps auxquels les hommes et les femmes de heurtent en matière d'eau et d'assainissement;
- Faire apparaître les incidences de ces entraves sur la participation des femmes et des hommes au projet; et
- Étudier avec sensibilité et délicatesse la possibilité de modifier les rôles et les responsabilités des deux sexes et la manière d'y parvenir.

Une formation concernant cet instrument de diagnostic a été dispensée à 40 villageois, dont les deux tiers étaient des femmes. Ce mécanisme a aidé les stagiaires à évaluer la division du travail selon le sexe, s'agissant de tâches quotidiennes (nettoyage, collecte de l'eau, cuisine, soins au bétail). La ventilation de chaque tâche a permis de souligner les rôles et responsabilités différents des femmes et des hommes du village. Les résultats de cette analyse ont été communiqués au restant de la communauté lors du *Lekgotla* et ont aidé les hommes à saisir l'importance du travail des femmes et leur contribution à la communauté.

Participation des femmes à la construction

Sept maçons et 10 terrassiers ont été formés à la construction de latrines. Toutefois, certains d'entre eux ont abandonné parce qu'ils escomptaient des salaires plus élevés et d'autres parce qu'ils ne s'intéressaient plus au projet. Face à cette situation, d'autres membres de la collectivité ont proposé leurs services, et femmes et hommes ont commencé à faire les travaux de terrassement et à transporter la terre et mélanger le ciment et le sable pour

construire chaque structure. Ceci a représenté une modification des rôles traditionnellement assignés selon les sexes, car les femmes n'auraient pas participé à ce type de travaux de construction auparavant.

Faire entendre davantage la voix des femmes

La voix des femmes s'est faite entendre à deux niveaux. Au niveau de la collectivité, les femmes ont pris conscience du fait que les hommes avaient pris précédemment des décisions pour la collectivité tout entière, sans leur consentement ni leur apport. Suite à cette prise de conscience, les femmes ont négocié des manières d'assurer leur pleine participation à la planification et à l'exécution du projet.

Au niveau des pouvoirs publics, le représentant du Ministère de l'eau et de la sylviculture a reconnu qu'il faut tenir compte du bien-être des femmes. En conséquence, le Ministère a introduit une politique tendant à financer les projets relatifs à l'assainissement uniquement lorsque hommes et femmes participaient également à la prise de décision. Le chef de Mabule a également compris que les problèmes liés à l'assainissement et à l'eau étaient lourds de conséquences sur la situation des femmes et que les incidences du projet ne se limiteraient pas aux pratiques liées à l'absence d'hygiène de la collectivité. Une des femmes employée à fabriquer des briques a constaté ce qui suit :

« Je suis très vieille, mon fils, comme tu le vois, mais je ne vais pas arrêter de travailler pour cette collectivité. De mon temps, une femme ne travaillait pas ou n'animait pas des projets à l'échelon de la collectivité. C'est donc pour moi l'occasion d'apprendre et d'enseigner aux autres que les femmes sont fortes et qu'elles peuvent le faire ». -Mosadiwanta Modiseemang (femme employée à la fabrication de briques et membre du Comité d'assainissement de Mabule).

Surmonter les résistances à la participation des femmes

À l'origine, la collectivité n'était pas en faveur du fait que les femmes jouent un rôle d'animatrice dans le projet de développement. La municipalité ne voulait pas autoriser les femmes à ouvrir un compte en banque, parce qu'elle estimait que le Comité du projet n'était pas assez compétent pour gérer des fonds. Certains membres de la collectivité ont dit que le Comité ne survivrait pas parce que les femmes parlent trop et d'autres avaient des vengeances personnelles à l'encontre de certaines femmes. Certains maris étaient contre la participation de leur femme, en particulier à une activité concernant l'assainissement, car dans cette partie de l'Afrique du Sud, parler des problèmes d'assainissement reste un tabou.

La Fondation Mvula a réagi en organisant des ateliers pour dispenser à la population une éducation concernant l'égalité entre les sexes, les rôles différents que les hommes et les femmes peuvent jouer dans la collectivité et la manière dont ils peuvent tous bénéficier d'une équité accrue entre les sexes. Ces ateliers ont aidé à faire évoluer les esprits des hommes et des femmes. Grâce à eux, la communauté et la municipalité ont finalement décidé de permettre aux membres femmes du Comité d'accéder aux finances du projet et d'exécuter les plans du projet, conjointement avec les hommes.

« Je ne m'étais jamais rendu compte du potentiel des femmes dans la collectivité. Je pensais que c'était seulement les hommes qui faisaient évoluer une communauté donnée. J'apprécie la collaboration entre hommes et femmes, c'est une combinaison magnifique. Maintenant les enfants grandissent, ils aident à fabriquer des briques, ce qui contribue au développement de la collectivité. Nous avançons de concert » - John Malunga (homme, membre du projet relatif à la fabrication de briques).

Faire en sorte que les femmes deviennent animatrices

Les membres du Comité du projet ont participé à un programme de formation intensive de cinq mois, du milieu de 1999 à janvier 2000. Cette formation concernait le développement des compétences en matière de gestion du projet à l'échelon de la collectivité (rédaction de documents, rapports, comptabilité, gestion du projet et animation par les femmes). Le Comité s'est réuni trois fois par semaine pour des activités d'apprentissage et pour déterminer les rôles de chacun. La présidente du Comité et représentante de la Fondation Mvula a joué un rôle crucial en motivant les membres face à l'opposition des hommes. À la fin, la participation conjointe des femmes et des hommes a été l'élément déterminant de la mise en œuvre et de la réussite du projet.

« Un groupe de femmes démarginalisées est plus puissant, car il peut mettre en question et éliminer toute structure et tout problème qui bloque le développement du village et garantir ainsi de meilleures conditions de vie ». - Mosetsanagape Bogale (Présidente du Comité du projet).

Adhésion et participation de la collectivité

À la mi-février 2000, le Comité avait conçu une pièce satirique décrivant les dangers du manque d'hygiène. On y voyait des personnes qui ne se lavaient pas les mains après être passées dans les lieux d'aisance, des lieux d'aisance en ruine, des personnes se soulageant dans des lieux publics et des personnes atteintes de choléra. Elle montrait également la manière dont une collectivité peut être divisée, si seuls les hommes prennent des décisions. Cette pièce comportait des entractes pour permettre au public de poser des questions ou d'avoir des précisions sur certaines scènes. Grâce à cette méthode, bien que l'on n'ait pas encore commencé à construire des lieux d'aisance, le Comité du projet a pu sensibiliser les autres villageois aux avantages de bonnes pratiques d'hygiène. Les membres du Comité se sont également rendus à domicile pour expliquer plus en profondeur les bonnes pratiques en matière d'hygiène. Ce processus de sensibilisation a accru le contrôle et l'adhésion de la communauté au projet et a contribué à faire en sorte que les modifications des relations entre les sexes soient acceptées.

Quelques membres du Comité ont poursuivi leurs activités relatives à la promotion de la santé et de l'hygiène et à la formation dans la collectivité, même une fois les latrines installées. Ces activités intégrées démontraient combien une collaboration au sein de la communauté était efficace, permettaient aux villageois de mieux comprendre l'évolution de la situation et prouvaient qu'ils contrôlaient ce processus.

Résultats

Démarginalisation des femmes

- Les hommes, les ONG et les organismes connexes acceptent maintenant que les femmes fassent entendre leur point de vue et en tiennent compte;
- On accepte davantage que les femmes prennent l'initiative et on respecte ce rôle;
- Les femmes et les hommes collaborent davantage;
- Les femmes du Comité ont appris à gérer un projet du début à la fin, y compris la planification participative, la gestion des ressources financières, la commande de matériaux, le recrutement et la formation de maçons et la supervision de la construction de latrines; et
- Les femmes bénéficient maintenant du soutien de leurs époux lorsqu'elles livrent du sable pour faire des briques et recueillent l'eau pour le projet de fabrication de briques et les soins de la famille.

Eau et assainissement

- La communauté dispose maintenant de lieux d'aisance sûrs, hygiéniques et propres, qui sont, pour leur majorité, des latrines améliorées à fosse autoventilée;
- La situation de la santé et de l'hygiène s'est améliorée dans la collectivité et les hommes et les femmes peuvent évacuer les déchets dans la dignité avec davantage de discrétion.

Développement de la collectivité

- Le projet de fabrication de briques a employé jusqu'à 10 personnes, quatre hommes et six femmes;
- La communauté dispose d'un accès accru à une source de briques bon marché pour la construction, notamment la construction de latrines;
- D'autres activités rémunératrices ont été mises en place, telles qu'un service de transport par charrette à ânes pour livrer les briques sur place et dans les communautés avoisinantes;
- Les hommes et les femmes de la collectivité conservent davantage d'argent sur place.

Enseignements

Sur la base d'une planification rationnelle d'un projet stratégique, de techniques appropriées et bon marché, d'une formation et du renforcement des capacités et de l'appui d'organismes expérimentés, les femmes de Mabule continuent à entreprendre d'autres projets de développement à l'échelon de la collectivité. Leur succès s'explique par leur désir et leur aptitude à faciliter les changements dans le dialogue avec les hommes. À leur avis, le succès du projet a permis :

- d'instaurer un environnement favorable à la participation des femmes (par exemple prévoir les réunions au moment où les femmes peuvent y assister et fournir un appui financier pour les dédommager du temps qu'elles consacrent aux réunions, à la formation et aux ateliers);
- de dispenser une formation pratique, particulièrement aux femmes;
- de créer une synergie entre l'offre et la demande dans le cadre des projets relatifs à l'assainissement et au développement de la fabrication de briques.

D'autres personnes qui ont participé à l'exécution du projet ont également noté que les points ci-après étaient importants :

- Prendre en compte les intérêts et le bien-être de tous les participants (hommes et femmes, au stade de la conception et de la gestion du projet);
- Utiliser des méthodes diverses visant à assurer une large participation en vue de favoriser des modifications des comportements en matière d'hygiène;
- Aborder directement la discrimination et les inégalités fondées sur le sexe;
- Expliquer aux membres de la collectivité que le projet bénéficierait autant aux hommes qu'aux femmes;
- Accroître la possibilité pour les hommes de travailler conjointement avec les femmes, dans des rôles divers;
- Faire en sorte que les conseillers municipaux participent aux activités de formation dans le cadre du projet;
- Favoriser le développement des compétences des membres du Comité du projet pour ce qui est de résoudre les problèmes;
- Sélectionner un modèle de lieu d'aisance de qualité, pour que la collectivité en soit davantage fière; et
- Faciliter les mesures d'économie aussi bien pour les hommes que pour les femmes pendant la durée du projet.

Pour toutes les personnes interrogées, il était essentiel d'appuyer et de renforcer les capacités d'animatrices des femmes pour pouvoir mobiliser la collectivité et le rôle de chef de file joué par les femmes au Comité de gestion du projet avait très largement contribué au succès de celui-ci.

Références

Homu, Torence, 2005. Mabule Presentation at the Best Practice Conference of the Mvula Trust.

Ramosime, Geraldine, 2005. Voices of Women in North West Sanitation. Mvula Dairy 2005. The Mvula Trust SPDF.

Ramosime, Popi, 2005. Mvula Sanitation Report, 2004. Mvula Trust SPDF.

II. Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les activités promotionnelles

5. INDONÉSIE : Incidence de la participation des femmes au Programme promotionnel Aqua-Danone - Étude de cas, district de Klaten, centre de Java

Par Nila Ardhianie

Mme Ardhianie a travaillé à des projets concernant les activités promotionnelles et le développement communautaire pendant plus de 10 ans, en faisant porter particulièrement son attention sur les ressources en eau et les problèmes liés à l'emploi de pesticides. Elle suit également la participation et a réalisé des recherches connexes dans le cadre de projets de la Banque mondiale à l'ouest de Kalimantan, à Riau, à Java et dans d'autres régions d'Indonésie. Ces quatre dernières années, elle a concentré son activité sur les problèmes relatifs à la réforme des politiques relatives à l'eau et a examiné les nouvelles politiques, les modifications institutionnelles et la réglementation mises en œuvre en Indonésie. Elle a également réalisé des activités promotionnelles intensives et diffusé des informations sur la loi indonésienne relative à l'eau de 2004; elle est particulièrement préoccupée par les incidences de la tendance vers la privatisation de l'eau. Avant d'être active dans le domaine de l'eau, elle a collaboré avec une large gamme de groupes, dont des fonctionnaires de l'État, le secteur privé, des universitaires, des ONG et des exploitants agricoles.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative, cadre de démarginalisation

Le problème

Quand Aqua-Danone a commencé à faire fonctionner son usine d'eau en bouteilles, en 2002, dans le district de Klaten de Java, les habitants des communautés avoisinantes ne se sont pas rendu compte de l'importance de ce projet. La Compagnie puisait une très importante quantité d'eau de source à juste 20 mètres de la source Sigedang, principale source d'eau de la région. La collectivité, composée essentiellement d'exploitants agricoles, a commencé à prendre conscience du problème lorsqu'elle a constaté que l'accès à l'eau d'irrigation diminuait et que les puits commençaient à s'assécher. Les exploitants agricoles doivent maintenant louer des pompes électriques onéreuses pour obtenir de l'eau pour l'irrigation. Le pompage d'eau pour l'irrigation assèche les puits communautaires. En conséquence, de nombreuses personnes ont dû commencer à acheter de l'eau de boisson à titre personnel ou auprès de leurs voisins. Les exploitants agricoles ont été contraints d'abandonner leur activité et de chercher un emploi en tant que maçon ou employé journalier.

Les femmes des communautés touchées ont également trouvé la situation difficile, parce qu'il leur fallait obtenir de l'eau chaque jour. En raison de leur faible statut social, les femmes obéissaient traditionnellement aux hommes et les décisions essentielles étaient prises par leur père, mari et frère.

Face à ces problèmes relatifs à l'eau, les membres de la collectivité se sont réunis pour constituer un groupe d'activités promotionnelles, le 7 mars 2003, la coalition de la population de Klaten pour la justice (KRAKED). En dépit des valeurs culturelles en vigueur, le programme a également offert aux femmes de Klaten la possibilité de participer aux activités promotionnelles, qui ont eu des incidences positives sur elles-mêmes et sur l'organisation.

Méthodologie

Les données ont été recueillies essentiellement dans le cadre de discussions menées dans les groupes de réflexion et au moyen d'entretiens approfondis avec les diverses parties prenantes de la collectivité dont, par exemple, l'administration locale. Les détails concernant le programme ont servi à obtenir des renseignements d'ordre général, concernant notamment la situation des femmes et une évaluation de leur participation à l'organisation. Ont participé à l'enquête huit femmes et six hommes employés dans le programme et cinq femmes et hommes de la communauté ciblée qui ne travaillaient pas dans le programme. La chercheuse a organisé cinq discussions de groupes de réflexion restreints, comportant chacun entre sept et huit participants et composés de représentants d'hommes et de femmes ayant ou n'ayant pas participé au programme.

Généralités

En 2002, Aqua-Danone a commencé à faire fonctionner une usine d'eau en bouteilles à Klaten, au centre de Java. Le puits de cette compagnie a été foré à côté de la source de Sigedang et entouré d'un petit bâtiment dénommé Maison de la source. Ce bâtiment est gardé par du personnel de sécurité, en permanence, et il est interdit aux personnes de l'extérieur d'y pénétrer. La compagnie a également construit des clôtures autour de la maison de la source et apposé des pancartes « entrée interdite ».

La compagnie achemine l'eau du bâtiment où se trouve la source jusqu'à l'usine d'embouteillage au moyen de conduites de deux kilomètres de long. L'eau est versée dans des récipients de 300 ml à 19 litres de contenance. Chaque mois, l'usine produit de 15 à 18 millions de litres d'eau en bouteille. Sur la base de ces chiffres, on estime que le chiffre d'affaire mensuel de cette usine est de 34,8 milliards de roupies (soit environ 3,6 millions de dollars É.-U.) (INFOG, 2004b).

Le Gouvernement provincial a donné à Aqua-Danone l'autorisation de prélever de l'eau au débit de 23 litres/seconde. Aqua-Danone déclare que jusqu'à la fin de 2004, elle a prélevé de l'eau au débit de 13 litres/seconde (INFOG, 2004a). Toutefois, lorsque le Ministre des établissements humains et de l'infrastructure régionale s'est rendu dans l'usine en février 2004, il s'est rendu compte qu'Aqua-Danone prélevait de l'eau à un débit de 86 litres/seconde (Tempo Interaktif, 11 février 2004). Après cette visite, un haut fonctionnaire a menacé de fermer l'usine si la compagnie poursuivait cette pratique. Des chiffres enregistrés ce même mois indiquent qu'Aqua-Danone avait prélevé 26 811 m³ d'eau, ce qui est, à l'évidence, un volume excessif (Solo Mining and Energy Management Office, 2004).

En dépit de ce niveau élevé d'exploitation des ressources en eau, la compagnie ne verse à l'État que trois millions de roupies (soit

300 dollars É.-U.) par mois au titre de l'impôt sur les eaux souterraines (INFOG, 2004b). Pour maintenir de bonnes relations avec la collectivité, Aqua-Danone verse également au village où se trouve l'usine un montant d'une roupie par litre d'eau vendu, ce qui correspond à un total mensuel d'environ 18 millions de roupies (1 900 dollars É.-U.).

Toutefois, la principale préoccupation n'est pas d'ordre financier mais concerne la diminution spectaculaire de l'alimentation en eau du district de Klaten, en raison du fonctionnement de l'usine. Un an et demi après l'ouverture de l'usine, les puits situés dans un rayon de trois kilomètres sont devenus peu profonds et s'assèchent pendant la saison sèche, ce qui était auparavant un phénomène rare dans la région. Avant la création de l'usine, l'eau de la source Sigedang coulait librement tout au long de l'année dans un rayon de 12 kilomètres. Il ressort de mesures effectuées par le Forum indien sur la mondialisation en août 2004 que les collectivités vivant à trois kilomètres de la source commencent à connaître des pénuries en eau et que les incidences négatives liées au fonctionnement de l'usine se font sentir à des distances plus grandes.

L'objectif principal de KRAKED est la fermeture de l'usine Aqua-Danone à Klaten. L'objectif à court terme est de réduire son taux de prélèvement et de mettre en place un système de contrôle à l'échelon de la collectivité. La KRAKED est en elle-même une coalition d'organisations communautaires dont le Forum indonésien sur la mondialisation. Un coordinateur, un secrétaire et un trésorier sont ses principaux responsables.

Meilleures pratiques

Participation des femmes

La participation à la KRAKED, lors de sa fondation, n'a pas été limitée aux hommes. Ses fondateurs n'étaient pas conscients du fait qu'en n'imposant aucune restriction en matière d'adhésion, ils constitueraient une organisation qui contribuerait à la démarginalisation des femmes et renforcerait les incidences de ladite organisation. À l'époque, leur principal souci était d'assurer la participation du maximum de personnes pour faire mieux comprendre les problèmes relatifs à l'eau dans la collectivité. Les femmes qui ont participé à la KRAKED étaient extrêmement motivées. Au cours des premières réunions, leur rôle était limité à la préparation de denrées alimentaires et de boissons pour les autres membres. Toutefois, en mars et avril 2004, la KRAKED a constitué un projet de recherches visant à avoir une meilleure idée des incidences de l'activité d'Aqua-Danone à Klaten. Les femmes ont effectué des recherches dans huit sous-districts et comparé la situation en matière d'alimentation en eau des exploitants et des collectivités locales. Huit femmes et quelques hommes ont offert bénévolement leurs services pour réaliser la recherche. Pour les femmes, il s'agissait de leur première activité importante dans le cadre d'un processus promotionnel. Cela les a incitées à accroître encore davantage leur participation.

Les facteurs qui ont contribué à la participation des femmes au programme d'activités promotionnelles étaient les suivants :

Expérience antérieure

La KRAKED n'était pas la première organisation à laquelle des femmes participaient. Plusieurs femmes étaient également membres d'un petit réseau de chefs d'entreprises à l'intention des femmes, qui avait créé avec succès une coopérative de femmes à Klaten. À l'origine, deux ONG avaient aidé les membres du réseau à concevoir des moyens d'augmenter les ressources familiales grâce au fonctionnement de petites entreprises et dispensé aux femmes une formation concernant l'administration et la formation personnelle.

Indépendance financière

Contrairement à la plupart des femmes de Klaten, qui travaillent à la maison, la plupart des femmes membres de la KRAKED ont leur propre petite entreprise. Leur revenu tend à être inférieur à celui de leur mari (de 15 à 60 % inférieur), mais dans un cas une femme a gagné 60 % de plus que son mari. Disposer de leur propre revenu a rendu les femmes indépendantes et elles ont acquis davantage de confiance pour participer à des activités en dehors du foyer. En raison de ces revenus supplémentaires, les femmes étaient également relativement à l'aise financièrement, compte tenu des normes de la collectivité. Étant donné que leurs besoins pratiques immédiats étaient satisfaits, elles disposaient de davantage de temps pour pouvoir favoriser les intérêts promotionnels stratégiques de la collectivité.

Tableau 1. Comparaison entre le revenu mensuel des femmes membres de la KRAKED et celui de leurs maris
(1 dollar É.-U. = 9 500 roupies)

	<i>Sujet 1</i>	<i>S2</i>	<i>S3</i>	<i>S4</i>	<i>S5</i>	<i>S6</i>	<i>S7</i>	<i>S8</i>
Revenu de l'épouse	300 000 \$ 31,6	200 000 \$ 21	200 000 \$ 21	300 000 \$ 31,6	250 000 \$ 26,3	800 000 \$ 84,2	150 000 \$ 15,8	--
Revenu du mari	1 500 000 \$ 158	400 000 \$ 42	500 000 \$ 52,6	500 000 \$ 52,6	1 000 000 \$ 105,2	500 000 \$ 52,6	1 000 000 \$ 105,2	800 000 \$ 84,2
Comparaison	0,2	0,5	0,4	0,6	0,25	1,6	0,15	--

Source : Enquête sur les femmes membres de la KRAKED.

Partage du rôle en matière de procréation

L'appui familial a également été un facteur décisif. Un élément particulièrement important est que les membres des familles ont été disposés à partager les tâches ménagères, de telle sorte que les femmes ont pu consacrer davantage de temps aux activités promotionnelles. Dans une famille, le mari est même disposé à aider à faire la cuisine et la lessive avant d'aller au travail.

Résultats : Incidences de la participation des femmes

Accroissement de la motivation et sensibilisation critique

Après avoir effectué des recherches sur les incidences des activités d'Aqua-Danone dans le district, les femmes ont été davantage motivées à poursuivre et élargir leur rôle dans le cadre du processus promotionnel. La recherche leur a permis de se rendre compte du combat que d'autres membres de la collectivité devaient mener pour obtenir de l'eau. Ceci a accru leur empathie

et leur solidarité à leur égard. Elles se sont rendu compte que ce sont essentiellement les femmes qui doivent résoudre les problèmes liés à l'eau chaque jour, en particulier en ce qui concerne les besoins ménagers. Cette expérience a également renforcé leur aptitude à présenter des arguments de poids dans les dialogues menés avec d'autres parties prenantes dans le cadre des activités promotionnelles.

Accès accru aux membres de la collectivité

Le plan stratégique actuel de la KRAKED est d'axer les activités essentielles sur la sensibilisation dans la communauté, moyennant un processus de socialisation. L'objectif est de sensibiliser toutes les parties prenantes au problème de la pénurie d'eau et de les encourager à agir. Ce processus vise également l'administration locale, les membres du Parlement local, les journalistes et le personnel d'Aqua-Danone. La KRAKED demande à chacun de ses membres de diffuser les connaissances et l'information dont ils disposent au sujet des pénuries d'eau auprès du maximum de personnes. La chercheuse a constaté des différences importantes dans la manière dont les hommes et les femmes participaient au processus de diffusion de l'information.

Il est ressorti des enquêtes et entretiens que toutes les femmes membres partageaient des informations avec leurs maris, mais que seulement 66,7 % des maris diffusaient des informations à leurs femmes. En général, les femmes faisaient preuve de plus d'efficacité dans le partage de l'information au sein de la famille et les hommes dans le partage d'informations en dehors de celle-ci.

Les femmes partageaient également des informations dans le cadre d'un réseau informel plus large que les hommes. Une fois libres de partager l'information selon le mode qu'elles souhaitaient, elles ont eu accès à de réseaux qui auraient été vraisemblablement ignorés dans une stratégie promotionnelle officielle. Ces femmes ont raconté leur histoire presque toutes les fois que cela a été possible, par exemple lorsqu'elles participaient à des réunions religieuses. Ces réunions étaient tenues à divers emplacements et parfois d'autres groupes participaient, ce qui a permis d'accéder plus largement à divers réseaux. En outre, lors du mariage d'un membre de la famille ou d'un voisin, les femmes ont saisi l'occasion offerte par les préparatifs du mariage pour diffuser des informations concernant la KRAKED à d'autres femmes. Ces femmes ont à leur tour vraisemblablement communiqué ces informations à d'autres membres de la collectivité, et en particulier à leurs familles immédiates.

Représentativité accrue des femmes

À l'origine, la répartition des responsabilités à la KRAKED n'était pas équilibrée entre les sexes. Les femmes ne participaient qu'aux débats et n'avaient pas un rôle dans la prise de décisions. Les hommes, membres de la KRAKED, ont réagi positivement à la participation accrue des femmes au programme d'activités promotionnelles et estiment maintenant que, puisque hommes et femmes souffrent tous les deux des incidences négatives de l'activité de la société Aqua-Danone, les femmes devraient avoir elles aussi le droit de participer pleinement au processus.

La situation évolue graduellement, tous les membres étant davantage conscients des problèmes de démarginalisation des femmes. Les femmes elles-mêmes ont récemment demandé à participer à des entretiens avec l'administration et le parlement à l'échelon local. Elles ont également demandé qu'elles aient la

possibilité de faire état de leurs préoccupations et que des femmes assistent à toutes les réunions.

La participation à la recherche, menée pour l'étude de cas, a également contribué à accroître leur sensibilisation. Pendant les discussions du groupe de réflexion, les femmes ont réalisé qu'elles pouvaient participer davantage et qu'elles disposaient des mêmes possibilités que les hommes. Les hommes ont également dit qu'ils étaient disposés et prêts à donner un rôle plus important aux femmes.

Recherches plus approfondies

Les groupes de réflexion ont également démontré que les femmes recueillaient des données plus approfondies et plus détaillées que les hommes. On en a un exemple dans le calcul et l'examen des pertes encourues par chaque famille en raison de la pénurie d'eau (dépenses supplémentaires de location de pompes à eau pour l'irrigation, achat d'eau à usage domestique auprès d'autres sources). Étant donné que les femmes s'occupent des dépenses quotidiennes du ménage et que, dans cette communauté, leur rôle est de répartir les dépenses mensuelles, elles sont plus conscientes de ces pertes et des problèmes qu'elles posent. Les hommes ont tendu à produire des résultats de recherches plus généraux et ont recouru à la rhétorique pour décrire les incidences des pénuries d'eau.

Incidences sur les femmes

La participation au programme d'activités promotionnelles de la KRAKED a accru la confiance des femmes en elles-mêmes et leurs compétences. Les femmes ont appris à réaliser des recherches, à partager des renseignements concernant les activités promotionnelles et à débattre efficacement des problèmes avec d'autres membres. Elles sont également plus sensibles au problème de l'exploitation de l'eau et au problème des ressources en eau en général. Elles ont constaté que, grâce à ce programme, elles ont appris à mieux apprécier l'eau et à l'utiliser avec plus d'efficacité.

L'ombre au tableau est que les femmes ont consacré tant de temps aux activités promotionnelles que leurs petites entreprises en ont souffert, ce qui s'est soldé par une diminution de leurs revenus.

D'autres membres de la KRAKED ont appris que les femmes pouvaient jouer des rôles importants. Au cours d'une récente manifestation, certaines femmes membres de la KRAKED ont pris leur courage à deux mains et fait état de leurs opinions et de leurs préoccupations. Ce type de participation des femmes était une nouveauté pour les autres membres et ils ont considéré qu'il s'agissait d'un élément positif.

Programme relatif aux activités promotionnelles

Pour atteindre ces objectifs, la KRAKED a axé son action sur les réunions avec les diverses parties prenantes (administration locale, parlement et Aqua-Danone) et a mobilisé la collectivité lors de dates importantes, comme par exemple la Journée des agriculteurs. Les parties prenantes à ce problème commencent à associer la KRAKED à leurs réunions et discussions. Le 12 février 2005, le directeur d'Aqua-Danone s'est rendu à Klaten et a dialogué avec les membres de la KRAKED, conjointement avec les membres de la collectivité, l'administration locale et les représentants parlementaires. Le 7 mars 2005, deuxième année d'existence de la KRAKED, le parlement local a demandé une réévaluation de la licence de prélèvement de l'eau octroyée à Aqua-Danone (Journal Tempo,

7 mars 2005). Cette licence expirera prochainement et la compagnie prévoit de demander une nouvelle licence prévoyant un taux accru de prélèvement. En conséquence, la demande de réévaluation faite par le parlement a bénéficié d'une grande publicité.

Incidences sur le public

Davantage de membres de la collectivité sont conscients du problème posé par la pénurie d'eau et le comprennent, en conséquence des méthodes de diffusion de l'information utilisées par la KRAKED. Cette approche individuelle simple fonctionne bien dans la collectivité locale. La participation des femmes a accru l'efficacité de ce processus et a permis d'atteindre facilement un public plus large.

Conclusion

La recherche a identifié les enseignements ci-après concernant l'accroissement de la participation des femmes aux activités promotionnelles :

- Dans les sociétés traditionnelles, la participation des femmes est facilitée si elles ont déjà pris part à des activités en dehors du foyer, si leurs familles appuient leur participation dans la collectivité et si leurs besoins fondamentaux sont satisfaits;
- Une certaine indépendance financière donne aux femmes davantage de confiance pour participer aux activités promotionnelles et leur vaut le respect d'autres personnes participant à ce processus. On en voit en partie un témoignage dans le fait que des responsabilités ont été confiées à des femmes, qui peuvent prendre des décisions concernant les dépenses mensuelles de la KRAKED;
- La participation à un projet de recherche peut aider à sensibiliser les chercheurs à la situation des autres membres de la collectivité et à accroître leur empathie envers eux ainsi que les motiver à poursuivre leurs efforts promotionnels;
- La participation des femmes à un processus de mobilisation communautaire et à la diffusion de l'information permet d'atteindre beaucoup plus de personnes qu'un organisme promotionnel;
- Pour faire évoluer le rôle des femmes dans le processus d'activités promotionnelles, il faut que les femmes fassent preuve d'esprit d'initiative et que les hommes apportent collaboration et concours;
- La participation accrue des femmes aux activités promotionnelles contribue à sensibiliser les hommes aux aptitudes des femmes; et
- Les organisations promotionnelles peuvent officialiser un processus de démarginalisation des femmes en garantissant que des femmes assistent à toutes les réunions essentielles, de concert avec les autres parties prenantes, et en fournissant une formation à l'animation aux femmes et une formation concernant l'équité entre les sexes aux hommes.

La KRAKED est une organisation récente et ce sont les hommes qui en sont membres qui ont dominé jusqu'à présent la prise de décisions; la participation et la démarginalisation des femmes en sont à leurs débuts. Toutefois, on peut tirer de nombreux enseignements des données d'expérience de la KRAKED, en particulier dans les sociétés où les femmes restent reléguées au second plan. L'élément important dans ce cas est que les hommes membres de la KRAKED étaient disposés à partager avec les femmes les initiatives promotionnelles et

considéraient les femmes comme des alliées. Dans ce processus, ils ont constaté qu'hommes et femmes bénéficiaient de la participation accrue des femmes.

La leçon la plus importante que l'on peut tirer de cette expérience est que, lorsqu'on leur en laisse la possibilité, les femmes peuvent s'épanouir, apprendre rapidement et définir leur propre conception de leur participation et de leur contribution. On peut également souligner que pour démarginaliser les femmes, il n'est peut-être pas nécessaire de disposer d'un programme spécialisé comportant des méthodes complexes. Le seul fait de leur offrir une première possibilité de participer peut ouvrir beaucoup de portes et permettre aux femmes et aux hommes de prendre en mains leur destin.

Références

Indonesian Forum on Globalization (INFOG), 2004a. Fact sheet: Penyusunan AMDAL PT. Tirta Investama di Klaten, Jawa Tengah. Solo, INFOG.

INFOG, 2004b. Water for All Newsletter, June edition. Solo, INFOG.

Koalisi Rakyat Klaten untuk Keadilan, 2004a. Concept Paper: Advokasi Kasus Aqua-Danone. Klaten, KRAKED.

Koalisi Rakyat Klaten untuk Keadilan, 2004b. Report: Protest to Commemorate Farmers. Day in Klaten. Klaten, KRAKED.

Koalisi Rakyat Klaten untuk Keadilan, 2004c. Research Evaluation and Follow Up Plans. Klaten, KRAKED.

Solo Mining and Energy Management Office, 2004. Monthly Report on Groundwater Extraction. Solo, Solo Mining and Energy Management Office.

Tempo Interaktif, 11 February 2004. Disponible sur : www.tempointeraktif.com

Tempo Newspaper, 7 mars 2005.

Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, 2004, Méthode de cas sur l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

III. Favoriser l'évolution des rôles traditionnellement assignés aux hommes et aux femmes

6. TOGO : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la promotion de l'hygiène dans les écoles

Par Sena Alouka

M. Alouka est Directeur exécutif de Young Volunteers for Environment au Togo et membre de l'African Civil Society Network on Water. Il s'intéresse aux questions d'équité entre les sexes depuis 2001 et est membre du groupe féminin de l'ANEW. Il dirige actuellement la plus importante ONG de jeunes au Togo et est coordonnateur du projet Wet [Programme d'éducation en matière d'eau destiné aux éducateurs (www.projectwet.org)]. Il a également été coordinateur du Network of Youth for sustainable Development et directeur exécutif de l'ONG Youth United for the Protection of the Environment. M. Alouka a une formation de journaliste et est membre du Comité national d'experts sur la biosécurité. Il a enseigné l'écologie au niveau universitaire et a été consultant pour des productions concernant le développement durable et l'Internet. Il anime un programme régulier de télévision et a été directeur de programmes de Radio Hajuna Matata.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Féminine, Harvard.

Le problème

Dans le village d'Effumani, Gentil Wekele, âgée de 15 ans, a été à la seule école primaire proche de son domicile. Tous les matins, elle allait chercher de l'eau dans une rivière éloignée, puis balayait la cour et l'intérieur de la hutte. Après quoi, elle versait une petite quantité de cette eau rougeâtre dans une bouteille de plastique recyclée pour emporter à l'école. Elle arrivait en retard, mais il lui fallait encore nettoyer le bureau du maître. Trois fois par semaine, il lui fallait également chercher de l'eau à une rivière à deux kilomètres de distance puis retourner à l'école après le début des classes. Le week-end, elle et ses amies allaient chercher de l'eau pour sa classe et nettoyer le bureau du directeur, au risque de punitions; pendant ce temps, son frère jouait au football.

Plan Togo, une ONG internationale, a cherché à résoudre le problème du manque d'eau et d'installations d'assainissement dans le village de Gentil et dans d'autres villages, en employant une démarche d'équité entre les sexes. Mais les lieux d'aisance n'ont pas répondu aux besoins de tous et ont été abandonnés, les tâches les plus lourdes étant imposées aux filles, comme l'a expliqué un enseignant. Le Plan Togo a cherché à bénéficier de l'appui du Centre régional africain pour l'eau douce et l'assainissement à bon marché, en vue d'identifier les carences du projet originel et de les corriger dans un projet pilote. Au nombre de ces carences, on a signalé une absence de consultation.

Méthode suivie

Le CREPA a réalisé son projet pilote dans trois villages dans la province de Mono-Est, à 250 kilomètres de Lome. Agan, Ayona et Effufami, le village de Gentil. La recherche aux fins de la présente étude a été réalisée dans ces trois villages.

Deux éléments de la méthode suivie ont permis de dégager des conclusions importantes et de renouveler l'attachement aux changements. En premier lieu, le fait que l'équipe de recherche comportait deux femmes a permis aux quelques enseignantes de se sentir suffisamment à l'aise pour partager leurs données d'expérience. En deuxième lieu, les chercheuses ont fait connaître leurs données d'expérience et ont dispensé des conseils aux villageois. Non seulement les autorités locales et les dirigeants locaux ont apprécié leurs vues mais dans deux villages, ils ont pris des résolutions visant à intégrer à l'avenir une démarche d'équité entre les sexes.

Généralités

La manière dont Gentil passait ses journées illustre certaines statistiques générales du Togo et de la province de Mono-Est en particulier. Dans cette région, l'une des 10 zones les plus arides du Togo, seulement 10 % de la population peut accéder à l'eau potable, contre une moyenne nationale de 51 % (Young Volunteers for the Environment, 2002). Cinq pour cent des Togolais ont accès à de l'eau potable par alimentation sous conduite dans leurs foyers, 7 % prélèvent de l'eau dans des puits non protégés et 19 % dans des fleuves. Seulement 2 % de la population de Mono-Est bénéficie d'un assainissement dans leur foyer. Les hommes se soulagent généralement dans les forêts voisines alors que les femmes doivent se rendre à pied dans des exploitations agricoles éloignées.

Sur le plan national, 30 % des écoles sont équipées de lieux d'aisance ou de latrines sanitaires et seulement 26 % ont accès à l'eau. En dépit du succès du programme « Éducation pour tous » lancé par les pouvoirs publics en 2000, les petites filles ne représentent encore que 43,8 % des élèves. L'absence d'installations d'aisance est une des principales raisons pour lesquelles les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école.

Meilleures pratiques

Compte tenu des problèmes identifiés dans les projets initiaux concernant l'eau et l'assainissement dans les écoles, le CREPA a veillé à ce que tous les villageois participent à la conception du projet pilote.

Trois coordonnateurs locaux sont demeurés six mois dans les villages, ont noué des relations étroites avec les villageois et présenté le projet à toutes les parties prenantes, dont les femmes et les hommes de la collectivité. Parmi les éléments de leur activité, on trouve :

- Un dossier d'information sur les modifications de comportement, afin d'informer les parties prenantes;
- Des visites dans les foyers;
- Une participation élevée des élèves garçons et filles ainsi que des enseignants et administrateurs hommes et femmes;
- Un diagnostic de l'eau et de l'assainissement disponible dans les écoles pour déceler les problèmes d'hygiène et d'assainissement.

Sur la base de cet apport, un plan d'action en matière d'hygiène a été approuvé par les écoles et les villages. Le projet final et les responsabilités partagées qu'il comportait ont été présentés aux assemblées générales locales pour observation et approbation.

Le projet a fourni des installations d'alimentation en eau et d'assainissement ainsi que des ressources éducatives à chaque village et à chaque école. À ce titre, on a :

- Installé une pompe manuelle dans chaque école;
- Installé des latrines sanitaires destinées aux filles;
- Équipé les écoles d'une cuvette pour se laver les mains;
- Mis en place un dépôt d'ordures;
- Fourni un broc en plastique pour l'eau potable dans chaque classe;
- Fourni dans chaque école neuf dossiers pédagogiques en couleur, adaptés à la situation locale.

Pour assurer le succès et la viabilité du projet, deux comités ont été constitués dans chaque village.

- Le Comité de l'eau s'occupe des finances, de l'entretien et de la réparation du matériel;
- Le Comité sanitaire scolaire contrôle tout le matériel et supervise l'hygiène.

Les membres du Comité sanitaire scolaire sont des enseignants et des élèves sélectionnés pour assurer un équilibre entre les sexes. Le Comité sanitaire scolaire s'est acquitté de son mandat consistant à faire évoluer les pratiques d'hygiène. Les élèves qui sont malpropres sont renvoyés chez eux. Ceux qui ne se lavent pas les mains sont priés de le faire et les élèves sales sont réprimandés. La Commission de la sûreté alimentaire interdit aux vendeurs ambulants de denrées alimentaires de pénétrer dans les écoles avec de l'eau non potable ou des aliments préparés sans souci d'hygiène. La participation active et permanente d'une grande partie de la population a permis de diminuer considérablement les délais nécessaires pour que tous les villageois - garçons et filles, hommes et femmes - fassent leurs ces projets communautaires.

Résultats

Le projet a permis de modifier l'éducation des filles et des garçons et leurs croyances en ce qui concerne non seulement l'eau et l'assainissement mais aussi les relations entre les sexes. Les incidences de ce projet ont été ressenties dans le village tout entier.

Récapitulation des incidences du projet

	<i>Situation et croyances des filles et des garçons</i>
<i>Avant le projet pilote du CREPA</i>	<i>Après de projet pilote du CREPA</i>
Les garçons et les filles ne pensent pas à se laver les mains	Il est devenu graduellement habituel de se laver les mains

Situation et croyances des filles et des garçons

Avant le projet pilote du CREPA

Après de projet pilote du CREPA

Les filles travaillent toute la journée	Sur 29 élèves, seulement 7 pensent que les tâches ménagères concernent les filles et sur 17 filles, seulement 2 doivent s'occuper de balayer leur maison
Sur 12 garçons, 11 disent qu'ils ne balaieraient jamais ou n'iraient jamais chercher de l'eau	
Les filles font la plupart des tâches à l'école	Davantage de garçons vont chercher de l'eau, se lavent avant d'aller à l'école, nettoient la cour à la maison et nettoient les lieux d'aisance des filles
Les filles sont en retard à l'école	Les filles sont davantage à l'heure, disposent de davantage de temps pour faire leurs devoirs et font preuve de davantage d'efficacité
L'éducation des filles est négligée ou différée pour des motifs financiers ou pour faire des tâches ménagères	Augmentation de 171 % de la participation des filles à Mono-Est
Les filles abandonnent l'école en raison de leur fatigue, du manque de confiance, de leur sentiment d'infériorité et parce qu'elles ne peuvent pas s'isoler dans les lieux d'aisance	Davantage de filles ont surmonté leur timidité et ont davantage confiance en elles-mêmes
63 % des filles ne se sentent pas à l'aise à l'école	6 sur 8 élèves préfèrent rester à l'école plutôt que de retourner à la maison après la classe
75 % des garçons se sentent à l'aise à l'école	
Les filles ne peuvent pas supporter de partager les installations d'assainissement avec les enseignants et les garçons, de telle sorte que peu d'entre elles les utilisent	Maintenant, tous les garçons utilisent les lieux d'aisance 66 % des filles utilisent maintenant les lieux d'aisance à l'école et 88 % d'entre elles se servent des nouvelles latrines qui leur sont destinées
La moitié des élèves de 11 ans ne croient pas que les filles puissent jouer un rôle d'animatrice	74 % des filles déclarent qu'elles peuvent être animatrice d'une classe
43 % des garçons n'accepteraient pas qu'une fille soit animatrice	Les filles sont satisfaites d'avoir la possibilité de faire connaître leur opinion dans les divers comités

75 % des filles ne sont pas satisfaites de la manière dont elles sont traitées	Les filles se plaignent des différences de traitement à l'école suivant le sexe : faire les courses pour les enseignants, harcèlement sexuel, insultes des garçons lorsqu'elles ont la meilleure note
Le programme d'enseignement officiel peint les garçons dans des positions de responsabilité et les filles dans des positions d'infériorité	87 % des filles ont constaté un changement notable dans l'attitude des garçons
Les garçons observent les filles lorsqu'elles vont aux toilettes	Garçons et filles semblent être plus à l'aise dans des groupes mixtes que dans des groupes composés uniquement de garçons ou de filles

Autres changements à l'école

Les enseignants apprécient les changements de comportement de leurs élèves, ce qui rend leur tâche plus gratifiante et a eu des incidences sur leur propre comportement en matière d'hygiène. De fait, 88 % des élèves ont constaté des changements dans le comportement des enseignants. En conséquence de ces changements, les enseignants :

- Sont davantage à l'aise lorsque les élèves sont propres;
- Sont moins tendus car il ne sont plus responsables des élèves qui doivent aller chercher de l'eau dans le bush;
- Apprécient le nouveau respect mutuel entre garçons et filles, ce qui permet de mieux respecter les règles de l'école;
- Comprennent certaines injustices fondées sur le sexe;
- Ont également apporté certaines modifications à leurs pratiques d'hygiène comme par exemple couvrir systématiquement le récipient qui contient de l'eau.

Chacun des villages a construit une maison destinée au directeur de chaque école, de telle manière qu'il puisse superviser le matériel d'eau et d'assainissement.

À Agan, un chiffre record de 15 élèves est entré dans l'enseignement secondaire, parce qu'ils disposaient de davantage de temps pour faire leurs devoirs.

Revenus pour l'école

En vendant de l'eau, qui est considérée comme sacrée par les villageois, les écoles, outre de promouvoir la vie, disposent de revenus. Les trois comités de l'eau ont déjà économisé 182 000 francs CFA (environ 330 dollars É.-U.).

Incidences sur la santé

- En conséquence de la formation dispensée aux villageois, les habitants comprennent que la cause de nombreuses maladies réside dans l'eau sale et des services d'assainissement inadaptés;
- Les élèves sont moins souvent absents pour cause de maladies;
- Moins d'élèves doivent aller à l'hôpital parce qu'ils souffrent de diarrhée ou d'autres infections mineures;

- Les parents constatent une diminution notable de la typhoïde et d'autres fièvres.

Incidences sur l'assainissement

- Un contrôleur local de l'assainissement a été nommé;
- Les déchets sont systématiquement envoyés au dépôt d'ordures récemment créé dans les villages;
- Les villages ont l'air plus propres;
- Quelques vieilles pompes ont été réparées.

Incidences pour les femmes

- Les femmes peuvent consacrer davantage de temps aux activités rémunératrices;
- Les femmes veulent organiser des débats publics sur les thèmes ci-après :
 - Déséquilibres sociaux liés à leur participation à divers comités;
 - Violence familiale;
 - Évolution des stéréotypes.

Incidences sur les collectivités

- Nouvelles habitudes dans les foyers en matière de transport et de stockage de l'eau (utilisation d'eau de javel et de bidons en matière plastique);
- Maisons plus propres;
- Discussions fructueuses entre parents et enfants;
- De nombreuses personnes peuvent identifier les sources des déséquilibres entre les sexes;
- Renforcement des liens sociaux dans les quatre communautés d'Agan.

Enseignements s'agissant des donateurs

CREPA et Plan Togo

- Prise de conscience accrue de la nature d'une démarche d'équité entre les sexes;
- Compétences accrues en matière de mise en œuvre de projets comportant plusieurs objectifs au lieu d'un seul;
- Signature de contrats concernant des projets analogues dans d'autres régions du Togo;
- Une démarche d'équité entre les sexes a contribué au succès de tout projet.

Histoires vécues

Adam Kombate, garçon de 12 ans et membre du Comité sanitaire scolaire :

« Grâce au nouveau matériel, il n'est plus nécessaire d'apporter à l'école de l'eau de la maison. Je me lave soigneusement après chaque activité sportive. Je me rappelle comment je me jetais sur la nourriture à la maison. Maintenant je me lave toujours les mains et saisis cette occasion pour parler d'hygiène avec ma mère. Je prends mon temps pour me baigner soigneusement. Dans le passé, nous urinions partout comme des chiens, mais maintenant nous avons un urinal propre à l'école. Cependant, quand on retourne à la maison il n'y a pas d'installation d'assainissement, alors on reprend nos vieilles habitudes ».

Gentil Weleke, jeune fille de 15 ans et membre du Comité sanitaire scolaire :

« Ma participation au Comité sanitaire scolaire - la police de l'hygiène - a changé ma personnalité. Maintenant, je me lave toujours les mains avant de

manger. Je couvre les récipients une fois que j'ai fini de cuisiner. J'essaie d'aider mes amies à faire de même. La formation que j'ai reçue m'aide à contrôler la nourriture que les villageoises apportent à l'école. Je leur conseille de couvrir leur table, l'eau et la nourriture. Personne ne mange si je ne suis pas d'accord. Un jour, j'ai renvoyé une vendeuse qui avait enveloppé sa nourriture dans des feuilles sales. J'ai jeté les feuilles et lui ai donné du papier. Depuis lors, elle vient toujours avec du papier propre. J'ai aussi réussi à convaincre mes parents à se laver toujours les mains. Je me suis fait de nouveaux amis, filles et garçons ».

Enseignements

En conséquence de ce projet, ces villages ont fourni de l'eau potable et des installations d'assainissement propres pour garçons et filles dans les écoles, le taux de participation scolaire des filles a augmenté et davantage de garçons participent aux tâches ménagères.

La prise en compte des déséquilibres liés au sexe entre les étudiants et la participation de la communauté tout entière a entraîné des conséquences allant bien au-delà des résultats immédiats. On peut notamment citer :

- Respect mutuel accru entre garçons et filles, confiance en soi accrue des filles, qui sont respectées comme animatrices;
- Davantage d'élèves poursuivent leurs études dans le secondaire;
- Les écoles vendent de l'eau à leurs collectivités et épargnent;
- Les enseignants, les parents, les marchands ambulants de denrées alimentaires, les chefs de collectivités et d'autres villageois ont modifié leur comportement pour adopter des pratiques hygiéniques concernant l'eau, les denrées alimentaires et les déchets;
- La santé de la collectivité et, en particulier, des enfants d'âge scolaire s'est améliorée.

Les dirigeants à l'échelon de la communauté et les donateurs sont conscients de la nécessité d'aborder de concert le problème de l'équité entre les sexes et de l'eau et de l'assainissement.

- Les problèmes scolaires en matière d'eau et d'assainissement ont été résolus une fois que l'on a corrigé certains des déséquilibres entre les sexes.

Ces succès ont été à l'origine de changements accrus dans les trois collectivités; ainsi,

- Les enfants critiquent leurs parents s'ils utilisent de l'eau sale ou s'ils manquent d'hygiène;
- Les petites filles critiquent le sexisme à l'école, par exemple dans les programmes scolaires;
- Les animatrices veulent aborder le problème de la violence familiale et d'autres déséquilibres entre les sexes dans les collectivités.

Transférabilité et viabilité :

- Le Plan Togo introduira un projet relatif aux latrines familiales dans les trois mêmes villages;

- Le Plan Togo créera des comités scolaires sanitaires dans 20 écoles d'autres villages dans lesquels il s'était borné à construire des installations d'alimentation et d'assainissement; et
- Le CREPA constitue un réseau national d'organisations s'intéressant à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes, de manière à favoriser l'échange de données d'expériences.

Références

CREPA and Plan Togo, 2003. Promotion of Hygiene in School Environments, Project draft.

Hygiene Promotion in School Environments: Evaluation Report, 2004.

National Office of Environment, Population and Development, Ministry of Education, 2001. Self-Training Module on Health, Reproductive Health and Development. Lome, Togo, Ministry of Education.

UNICEF, Togo, 2001. Explanatory Notes on Gender Disparities in School Curriculum. www.irc.nl/page/16261 Visité en février 2005.

www.unicef.org/french/infobycountry/togo_statistics.html Visité en février 2005.

www.flowman.nl/yotonetogoinfo.htm Visité en février 2005.

Young Volunteers for the Environment, 2002. Water Project in the Ten Thirstiest villages of Togo.

Young Volunteers for the Environment, 2004. Projet WET, Programme d'éducation en matière d'eau destiné aux éducateurs.

Remerciements

L'auteur souhaite remercier Tchilalo Ayelou et Kristin Magnun, deux bénévoles à l'organisation Young Volunteers for Environment qui ont participé au processus de recherche à l'échelon de la collectivité. Leur concours a été hautement apprécié.

IV. Participation de la collectivité la gestion des ressources

7. GUATEMALA : Satisfaire les besoins en eau des hommes et des femmes dans l'aménagement du bassin du fleuve « El Naranjo »

Par Léontine van den Hooven

Mme van den Hooven, d'origine néerlandaise, est maintenant résidente permanente au Guatemala. Elle a suivi une formation en protection sociale et est titulaire d'une maîtrise en politiques, problèmes culturels et équité entre les sexes. Actuellement, elle spécialisée dans les problèmes relatifs aux sexes, à l'eau et à l'énergie en tant que conseillère pour l'équité entre les sexes et la diversité de la Fundación Solar, organisation ayant son siège au Guatemala. Mme van den Hooven a occupé plusieurs postes de consultant avant de travailler à la Fundación Solar; elle a été notamment conseillère de projets, supervisant des projets de groupes aux Pays-Bas, conseillère internationale, chargée d'évaluer et de concevoir des propositions à l'intention de banques communautaires; et conseillère dans le domaine de la pauvreté, de l'équité entre les sexes et de l'énergie pour le PNUD, au Guatemala. Elle a également travaillé comme bénévole auprès de réfugiés de retour au Guatemala.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative, analyse féministe

Énoncé du problème

Actuellement, le bassin supérieur du fleuve El Naranjo ne contient plus qu'une faible quantité d'eau polluée, alors que l'eau était abondante et propre auparavant. Les collectivités qui sont tributaires du fleuve pour leur approvisionnement en eau, qui comptent environ 152 000 habitants, ont divers besoins en eau, parfois contradictoires, qui varient suivant qu'il s'agit d'hommes ou de femmes ou de communautés urbaines ou rurales.

Pour améliorer leur accès aux ressources en eau et les contrôler, les hommes et les femmes des collectivités doivent s'organiser de sorte à gérer les fonds destinés à des projets environnementaux et communautaires productifs et à plaider pour qu'il soit tenu compte de leurs besoins au stade de la prise de décisions à l'échelon des municipalités. Un élément essentiel de ce processus est que les femmes participent sur un pied d'égalité avec les hommes, à la définition et à la représentation des intérêts de la collectivité.

Méthode

La recherche relative à la présente étude de cas a été réalisée essentiellement avec les membres de deux associations communautaires, au moyen de groupes de réflexion, d'entretiens non directifs et d'observations directes. Ces méthodes ont été complétées par des entretiens tenus avec le Président de l'Association des municipalités et deux consultants de l'ONG Fundación Solar, ainsi que l'examen des descriptifs de projet. La recherche concernait plus spécifiquement les besoins en eau à court et à long terme des hommes et des femmes des collectivités ainsi que la participation des femmes aux organismes communautaires.

Généralités

Le bassin du fleuve El Naranjo se trouve entre les départements de San Marcos et de Quetzaltenango. Il existe une grande pression sur les ressources naturelles, en particulier l'eau, en raison des nombreux usages de ces ressources et des besoins divers des collectivités. Le besoin le plus important concerne l'eau potable, dans le cadre d'un réseau d'alimentation, car un petit nombre de communautés n'ont même plus accès à l'eau. Les résidents des villes ont besoin du réseau pour l'alimentation de leur foyer en eau et pour le drainage, alors que les résidents des zones rurales en ont besoin pour l'irrigation et les forêts. En outre, de grandes sociétés utilisent des quantités considérables d'eau et polluent le fleuve.

Les hommes utilisent l'eau essentiellement pour leurs animaux, l'irrigation et la construction. Les femmes ont besoin d'eau à usage domestique (cuisine, nettoyage et lessive) et passent beaucoup de temps et consacrent beaucoup d'efforts tous les deux jours pour apporter à la maison l'eau dont elles ont besoin.

Ces diverses nécessités ont suscité des conflits qui dépassent de loin les capacités institutionnelles locales et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits. Ces conflits ont poussé les pouvoirs publics et les dirigeants locaux à se poser de nombreuses questions concernant la législation actuelle et son application à l'administration des ressources en eau.

La Fundación Solar est un organisme de développement privé guatémaltèque qui favorise le renforcement des capacités sociales parmi toutes les parties prenantes, en vue d'une gestion intégrée et durable des ressources naturelles renouvelables. Dans le modèle de la Fundación, toutes les femmes participent sur un pied d'égalité dans le cadre de méthodes participatives s d'équité entre les sexes qui mettent l'accent sur la justice et l'efficacité dans la gestion des ressources en eau.

En 2002, la Fundación Solar a entrepris un projet de trois ans dans la région, avec l'appui de NOVIB (Oxfam Pays-Bas) pour promouvoir la paix sociale grâce à l'instauration d'une relation plus durable entre les ressources et les collectivités. La Fundación est appuyée par plusieurs ONG internationales et locales et met l'accent sur les droits et obligations des utilisateurs, des fournisseurs de services et des pouvoirs publics locaux. Le projet consiste à examiner l'évolution en matière d'utilisation de l'eau, à dispenser une formation aux pouvoirs publics locaux et aux dirigeants à la base et à appuyer les processus de planification et d'organisation sociales, de sorte que les pouvoirs publics et les dirigeants locaux conçoivent et réalisent conjointement des plans de gestion durable pour répondre aux besoins de leurs collectivités.

Le programme

Organisation des collectivités

La Fundación Solar a commencé par tenir des réunions avec les maires des collectivités. Le plan consistait à constituer une association communautaire urbaine et une rurale pour représenter les besoins différents de ces collectivités.

Il n'a pas été facile de réunir les gens au début. De nombreuses personnes n'avaient guère confiance dans les tentatives de négociations avec des personnes qui avaient des besoins différents en matière d'eau. En outre, la plupart des habitants sont pauvres et sont davantage intéressés par des projets d'infrastructure que par des projets d'organisation sociale et de sensibilisation. En conséquence, une campagne d'information et d'éducation au sujet du bassin fluvial a été lancée en langue locale et les renseignements ont été diffusés par la radio, au moyen d'affiches, de réunions publiques et de véhicules équipés de haut-parleurs.

La première tâche des deux nouvelles associations a été d'élaborer des politiques municipales relatives à l'eau. Les membres de ces associations ont assisté à des réunions des conseils municipaux et présenté leurs propositions, qui ont été approuvées par les conseils. D'autres municipalités se sont déclarées intéressées par le projet et huit autres associations ont été constituées; ces nouvelles associations se sont également fait les championnes de politiques relatives à l'eau.

Les habitants des zones rurales ont trouvé que ce mode d'organisation était compliqué, en raison de la plus grande vulnérabilité de leur mode de vie. Il était nécessaire de recourir à un système de planification plus intégré, tenant compte des besoins fondamentaux de chacun. De cette manière, on ne débattait pas seulement des problèmes d'eau, mais aussi d'autres questions fondamentales comme par exemple, les projets d'activités rémunératrices.

Les activités de sensibilisation et de formation concernant l'équité entre les sexes ont permis la participation active des femmes

Des sessions de sensibilisation et de formation ont été organisées pour surmonter les différences existant au sein de chaque association et entre les diverses associations. Les sessions ont porté sur les thèmes ci-après : pénurie et contamination de l'eau, nécessité d'un réseau de distribution et diverses utilisations de l'eau (dans les ménages, dans l'agriculture et pour le bâtiment).

Le problème de l'équité entre les sexes a été également abordé avec les femmes et les hommes, dans le contexte des besoins d'eau différents selon le sexe et d'autres problèmes non liés aux ressources, qui allaient à l'encontre de l'équité entre les sexes dans les collectivités. Le cours a même traité de la violence familiale et la nécessité pour les hommes d'assumer la responsabilité de leurs actes. Ce cours a été répété pour les dix associations au début de la troisième année du projet. Les questions abordées présentaient un grand intérêt pour les femmes et ont permis aux hommes de prendre davantage conscience des difficultés auxquelles se heurtent les femmes.

Les membres des associations ont pris conscience de l'importance de l'eau pour les femmes, qui en sont les principales utilisatrices. En conséquence, ils

ont décidé qu'hommes et femmes devaient participer activement au processus d'organisation, parce que les projets auraient une importance considérable pour la communauté tout entière. De nombreux maris ont commencé à encourager leurs femmes à participer et à parler de leurs besoins en eau et de leurs problèmes.

Les femmes ont constaté que, lorsqu'elles racontaient leurs expériences, il était tenu compte de leurs opinions. Ceci les a encouragées à participer au processus de prise de décisions. Maintenant, les femmes craignent moins de parler en public et on leur prête davantage d'attention. Plusieurs femmes animatrices participent au projet, ce qui donne aux autres femmes davantage de confiance pour parler de leurs besoins.

Les associations communautaires deviennent des entités juridiques

Il a été décidé d'officialiser les associations et de faire en sorte qu'elles aient un statut juridique officiel. Le projet qui était à l'origine une initiative de courte durée est devenu une présence à long terme dans la collectivité. Leur statut juridique a permis aux associations de fonctionner avec plus d'efficacité et a accru leurs incidences sur les municipalités et les politiques de l'eau.

Une nouvelle loi concernant les conseils de développement autorise ces organisations à gérer des fonds, une fois qu'elles ont un statut juridique officiel. Maintenant, les associations pourront bénéficier d'un appui sous forme de dons, ce qui aidera à les maintenir en activité et permettra de répondre aux autres besoins fondamentaux de leurs membres.

En juillet 2002, le nouveau code municipal a fait de l'association des municipalités une nouvelle entité juridique, en plus des associations communautaires qui bénéficiaient déjà d'un statut juridique. La première association des municipalités pour la gestion intégrée des ressources en eau a été constituée juridiquement en conséquence de ce projet et devait servir d'enclave où les associations urbaines et rurales pouvaient se réunir pour débattre de la gestion intégrée des ressources en eau.

Les deux groupes - l'association des municipalités et les associations communautaires - œuvrent de concert pour définir la stratégie et les projets futurs relatifs aux politiques de l'eau. Elles cherchent à concevoir une nouvelle structure organisationnelle pour opérer conjointement, dans un objectif de paix, grâce aux ressources en eau.

Résultats

Se regrouper pour atteindre un objectif donné

Les membres de l'association ont constaté que leur communauté avait évolué en conséquence du projet et de l'organisation des associations. Auparavant, les gens travaillaient indépendamment et s'occupaient de leurs propres intérêts. Les ressources en eau étaient à l'origine de conflits. Maintenant, dix associations juridiques regroupant plus de 74 000 bénéficiaires hommes et près de 78 000 bénéficiaires femmes ont été organisées. Elles se réunissent chaque semaine et n'ont plus besoin de l'assistance des consultants du projet envoyés par la Fundación Solar. Les associations s'emploient à promouvoir des stratégies sociales visant à améliorer la gestion intégrée des ressources en eau. À l'occasion d'entretiens tenus avec 29 hommes et 30 femmes membres

d'associations communautaires urbaines et rurales (ces deux associations comptant 70 femmes au total), les hommes et les femmes se sont déclarés satisfaits de processus, tout en reconnaissant qu'il restait davantage à faire.

Formation, sensibilisation et participation des hommes et des femmes

Le projet a organisé des sessions de formation et de sensibilisation à l'intention de nombreux membres des collectivités. Les participants à ces sessions se sont déclarés intéressés par les éléments formation et organisation du projet. Les ateliers concernaient entre autres la préservation de l'environnement et du bassin, le reboisement, l'équité entre les sexes, la résolution des conflits et les compétences organisationnelles. Maintenant, les gens sont beaucoup plus ouverts aux idées, aux problèmes et aux besoins des autres.

Ces changements sont visibles au sein des familles. Au début, la plupart des membres des associations étaient des hommes. Mais grâce aux activités de sensibilisation, ils ont commencé à concevoir les problèmes relatifs à l'eau d'une manière différente, de telle sorte que de nombreux maris ont incité leurs femmes à participer aux activités. Pendant ces réunions, pour la première fois de leur vie, de nombreuses femmes ont eu la possibilité de décrire en public leurs problèmes liés à l'eau. Les participants ont prêté attention à leurs femmes et il a été tenu compte de leurs besoins au stade de l'organisation et des activités promotionnelles.

À l'heure actuelle, les femmes représentent 51 % des membres des associations communautaires. Plusieurs d'entre elles siègent également au conseil d'administration et servent d'exemple à d'autres femmes de leur collectivité.

Activités promotionnelles concernant la politique relative à l'eau

Les problèmes et les besoins relatifs à l'eau persistent, mais les gens sont mieux organisés et mieux préparés à aborder ces questions. Les associations ont un statut juridique et élaborent des politiques municipales relatives à l'eau. Elles participent également aux réunions de l'association des municipalités du bassin du fleuve El Naranjo. En conséquence des activités promotionnelles, les municipalités tiennent davantage compte des problèmes d'eau rencontrés par les collectivités rurales et isolées.

Activités rémunératrices

Les associations disposent maintenant de crédits qu'elles utilisent pour de petits projets environnementaux et communautaires, comme par exemple une serre abritant des poivriers et irriguée par les eaux pluviales, projet dans le cadre duquel les femmes contrôlent les recettes obtenues. Ces petits projets fournissent des ressources pour investir dans d'autres projets, ce qui permet aux associations de répondre aux besoins de davantage de personnes.

Histoires vécues

Yolanda Pérez Ramirez

« Ce projet nous beaucoup appris. Nous avons reçu une formation sur le travail en association, les projets d'activités rémunératrices et l'environnement. Maintenant, nous avons une serre où poussent des poivriers irrigués par les eaux pluviales. Ceci nous donne des revenus. Nous avons également appris à utiliser l'eau de manière efficace. En

outre, nous avons appris qu'il nous faut reboiser lorsque nous arrachons des arbres, pour continuer à recevoir assez d'eau pour vivre.

Cette expérience a été très importante pour les femmes car c'est la première fois qu'elles participaient à un processus d'organisation. Nous les femmes avons trouvé que les gens sont à l'écoute de nos problèmes. La serre est également très importante, car il a été tenu compte de notre avis pendant la construction et nous contrôlons les revenus. Ceci nous a permis d'acquérir beaucoup d'expérience et les autres aiment être au courant de ce qui nous est arrivé».

Mario Orozco López

« Nous vivons ici, à la source du fleuve. Je me rappelle que, dans le passé, nous nous sommes rendues sur la côte Pacifique, à l'embouchure du fleuve. Le fleuve a toujours été magnifique, mais maintenant il est très pollué. Sur la côte, en aval, il est si sale que ça me rend triste. On ne voyait pas ça avant, mais maintenant on se rend davantage compte de la situation en raison de notre formation. Nous savons qu'il nous faut œuvrer conjointement, hommes et femmes, dans les bassins supérieur, moyen et inférieur du fleuve, pour le nettoyer. Ce n'est qu'ainsi que nous connaissons les besoins et les problèmes liés à l'eau des hommes et des femmes vivant dans d'autres parties du fleuve et que nous vivons tous en paix ».

Conclusion

La liste ci-après des meilleures pratiques en matière d'équité entre les sexes et de processus participatifs indiquent comment les collectivités du bassin supérieur du fleuve El Naranjo s'organisent - hommes et femmes, communautés urbaines et rurales, sociétés civiles et municipalités, pour trouver des moyens pacifiques de répondre à leurs besoins divers grâce à leurs ressources en eau.

Meilleures pratiques

Équité entre les sexes

- Hommes et femmes ont tous les deux réagi face au problème de l'eau;
- Il a été tenu compte des besoins divers des femmes et des hommes s'agissant de l'eau;
- Les membres des collectivités ont appris que les femmes utilisent davantage d'eau que les hommes et avaient donc leur mot à dire quant au projet;
- Les femmes ont participé activement au processus d'organisation et de prise de décisions;
- Les femmes ont participé à la création de projets d'activités rémunératrices, concernant la collectivité et l'environnement;
- Les femmes ont eu la responsabilité de contrôler les recettes des projets, ce qui les a démarginalisées;
- Les hommes sont maintenant conscients de la situation difficile des femmes;

Processus participatif

- Des associations communautaires urbaines et rurales ont été organisées;
- Il a été tenu compte des besoins divers en eau des zones rurales et des zones urbaines;
- Les politiques municipales de l'eau ont été conçues par la société civile;
- Les conseils municipaux ont adopté des politiques;
- Les associations communautaires ont tenu des réunions hebdomadaires, sans qu'une ONG y participe;
- La première association des municipalités a été constituée au Guatemala aux fins de la gestion intégrée des ressources en eau;
- Les municipalités et la société civile ont pris des mesures conjointes s'agissant des ressources en eau;

Références

Astorga, Yamileth, 2003. *Case Studies: Integrated Water Resource Management in Central America*. San José, Costa Rica. Partenariat mondial pour l'eau, Commission centraméricaine de l'environnement et du développement.

Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano, 2002. *De Cuidadoras a propietarias: Tierra, agua y biodiversidad en América Latina*. San José, Costa Rica, Fundación Arias para la Paz y el Progreso Humano.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2004. *Gender and Energy for Sustainable Development: A Toolkit and Resource Guide*. New York, PNUD.

PNUD, 2001. *Generating Opportunities: Case Studies on Energy and Women*. New York, PNUD.

8. ZIMBABWE : Meilleures pratiques en matière d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'alimentation en eau et l'assainissement dans le village de Manzvire, district de Chipinge

Par Luckson Katsi

M. Katsi est un spécialiste des sciences sociales et a une formation dans le domaine de l'environnement. Il a étudié la géographie et l'écologie à l'Université d'État de Midlands, (Zimbabwe). Il est également titulaire d'un diplôme d'études supérieures en alimentation en eau et en assainissement et a présenté des communications à diverses conférences et ateliers régionaux et internationaux. Les principaux domaines d'intérêt sont les suivants : l'équité entre les sexes et le développement; l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural; la gestion intégrée des ressources en eau; le droit de l'environnement; et l'évaluation des incidences sur l'environnement. M. Katsi a été assistant de recherches à l'Institut du développement de l'alimentation en eau et de l'assainissement à Harare; dans le cadre de cette activité, il a passé une grande partie de son temps dans les zones rurales, dans le cadre d'un projet concernant les incidences en matière de politiques générales de la contamination de l'alimentation en eau en milieu rural entre la source et le point d'utilisation. M. Katsi étudie actuellement en vue d'obtenir une maîtrise de gestion intégrée des ressources en eau à l'Université du Zimbabwe.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative, analyse féministe

Mécanismes d'analyse de l'équité entre les sexes : Cadre de démarginalisation

Le problème

Après l'indépendance du Zimbabwe en 1980, l'alimentation en eau et l'assainissement étaient fonction de l'offre. Ultérieurement, compte tenu des coûts immenses de la mauvaise situation sanitaire pour la société, en conséquence directe d'une alimentation en eau en eau non fiable et services d'assainissement laissant à désirer, en particulier dans les zones rurales, les pouvoirs publics ont lancé une stratégie visant à décentraliser les services aux administrations locales. Au début des années 90, le Zimbabwe a lancé des programmes de gestion communautaire et concernant les services intégrés d'alimentation en eau et d'assainissement.

Le Zimbabwe a lancé une réforme du secteur de l'eau en 1993 et a promulgué la nouvelle loi relative à l'eau en 1998 qui, conjointement avec la loi zimbabwéenne relative à l'eau a changé radicalement la gestion des ressources en eau. La participation des femmes aux activités du projet a été encouragée, dans la lignée des tendances mondiales et compte tenu des relations critiques existant entre l'équité entre les sexes, l'eau l'assainissement.

Des projets pilotes ont été réalisés dans le district de Chivi, dans le cadre du programme de gestion communautaire. Ces programmes ont été étendus à tous le pays en 1994-1997. En 1997, des données concernant les projets de gestion communautaire ont été recueillies et les principes régissant le fonctionnement du programme de gestion ont été introduits.

Conformément aux stratégies de l'État, le district de Chipinge a adopté un système de gestion communautaire des ressources en eau en 1997 et l'a introduit dans certains des sous-districts, dont le sous-district 22 à Manzvire. Ceci a représenté un changement considérable : les collectivités, qui étaient généralement bénéficiaires du développement sont devenues agents actifs de tout développement, les activités comportant un élément d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes.

Méthodologie

Le chercheur a eu des entretiens et organisé des discussions en recourant à une méthode d'enquêtes évaluatives pour étudier les meilleures pratiques concernant l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans le village de Manzvire. À ce titre, il y a eu des entretiens avec les parties prenantes du projet, dont le personnel de l'UNICEF, le Conseil du district rural de Chipinge, les membres du sous-comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement de la collectivité. Des discussions de groupes de réflexion ont fait apparaître que les femmes étaient traditionnellement marginalisées. Elles ont également permis de connaître les impressions des femmes s'agissant de leur participation à tous les secteurs de développement de leur village. Pendant ces discussions des groupes de réflexion, hommes et femmes ont tous regretté que par le passé leurs problèmes résultaient essentiellement de la conception des réseaux d'alimentation en eau, qui ne prenait pas en compte leurs besoins multiples d'eau. En plus d'une eau sûre à usage domestique, les habitants de Manzvire avaient besoin d'eau pour arroser leurs jardins et fabriquer de la bière et des briques, activités qui peuvent toutes être rémunératrices.

Les entretiens et discussions ont été complétés par des entretiens avec des membres du comité du point d'eau et des jeunes femmes, pour mieux comprendre les normes et perceptions concernant les rôles et responsabilités distincts des hommes et femmes ainsi que celles qui sont communes aux deux sexes. Une approche féministe a été utilisée pour examiner les structures du pouvoir patriarcal et centrées sur les hommes existant dans le village; le cadre de démarginalisation a été utilisé pour évaluer l'évolution de ces structures de pouvoir sous divers angles. Les membres des collectivités ont pu décrire la répartition des tâches dans les familles. Les hommes ont indiqué dans quels domaines ils pourraient partager les responsabilités, pour que les activités communautaires qui viennent s'ajouter aux responsabilités des femmes en matière de production et de procréation ne constituent pas un fardeau excessif pour ces dernières. Ainsi, les hommes ont indiqué qu'ils pouvaient aider les femmes en creusant des fosses d'aisance et en transportant du sable pour construire des lieux d'aisance à partir du fleuve Save distant de 15 kilomètres. Toutefois, on ne constate pas de différences importantes dans le rôle des hommes et des femmes chefs de famille. Les femmes chefs de famille ont démontré qu'elles utilisaient l'eau à des fins commerciales, notamment pour le bétail, la fabrication de briques et de bière, entre autres activités rémunératrices.

Généralités

Chipinge se trouve dans la province de Manicaland, dans la région sud-est du Zimbabwe, près de la frontière avec le Mozambique. Le Comité de développement rural de Chipinge a entrepris divers projets d'alimentation en eau et d'assainissement en 1985. Le sous-comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement du district se compose des membres ci-après : le technicien en matière de santé de l'environnement, détaché par le Ministère de la santé et de la protection infantile; le fonctionnaire chargé du financement du développement à l'échelon du district, le représentant du Ministère des ressources naturelles et le fonctionnaire chargé des services de vulgarisation et de recherche agricole. Le village de Manzvire se trouve dans le sous-district 22 du district de Chipinge et est administré par le comité de Chipinge. Le sous-district 22, avec des précipitations d'environ 450 millimètres par an, se trouve dans une plaine généralement sablonneuse. Bien que des courants d'eau éphémères surgissent par endroit, il n'existe pas d'alimentation en eau de surface tout au long de l'année.

Le village de Manzvire compte environ 5 500 habitants, dans 514 ménages, où la langue majoritaire est le *ndau*. D'après Mme Mabuyana, très active au Comité de village, environ 289 ménages ont accès à des latrines améliorées à fosse autoventilée et 180 à des latrines à fosse. Au moins 45 ménages ne disposent pas d'accès à une forme décente d'assainissement, mais peuvent accéder temporairement aux installations de leurs voisins. Le village ne dispose pas d'eau de surface, à l'exception du fleuve Save qui se trouve à environ 15 kilomètres. On creuse des trous et des puits peu profonds pour s'alimenter en eau. Le village compte 10 puits forés, dont huit fonctionnaient au moment de l'étude. Il a également quatre écoles primaires, une école secondaire, deux dispensaires et un centre professionnel. À Manzvire, au moins 80 % des ménages sont dirigés par des femmes ou par des orphelins, essentiellement en conséquence du VIH/SIDA et de l'exode rural.

Meilleures pratiques

En 2003, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a versé environ 4 000 dollars É.-U. au Comité de développement rural de Chipinge pour le réaménagement des systèmes d'alimentation en eau, essentiellement des puits forés. Eu égard au coût élevé de recrutement externe, le Comité a adopté une approche de la programmation fondée sur la collectivité et a affecté des crédits à la mobilisation communautaire, à des ateliers de formation et à la formation de constructeurs de puits. Pour que le personnel au niveau du district soit mieux à même d'appuyer les collectivités dans leurs activités en matière d'alimentation en eau et d'assainissement, le chef de la section des services communautaires a suivi des cours de recyclage à l'Institut du développement des services d'alimentation en eau et d'assainissement. Lors de l'établissement de la présente étude, l'administrateur du Comité de développement rural de Chipinge a indiqué que des plans étaient en cours en vue d'aider d'autres personnes à tirer parti de ces cours de recyclages.

On a déterminé que les femmes de Manzvire devaient être les principales bénéficiaires d'une formation concernant le fonctionnement et l'entretien des réseaux d'alimentation en eau, puisque nombre des hommes qui avaient reçu

précédemment une formation communautaire avaient quitté le village pour avoir un emploi mieux rémunéré ou passaient trop de temps à boire. En conséquence, ce sont les femmes qui pâtissaient le plus de la pénurie d'eau, en raison de dysfonctionnements des puits forés.

Après avoir reçu des crédits en 2003, le Conseil du district rural, avec l'aide du personnel de l'UNICEF, a commencé à dispenser aux villageois une formation pour qu'ils soient responsables de leurs réseaux d'alimentation en eau. D'après un membre du personnel de l'UNICEF, cette formation a permis de revitaliser le Comité de gestion au niveau communautaire qui avait cessé de fonctionner faute de crédits. Au cours des premiers jours de la formation, dans les ménages dirigés par des hommes, les maris se sont sentis menacés et n'approuvaient pas que leurs femmes participent aux réunions du projet. L'UNICEF a organisé un atelier de sensibilisation à Manzvire, soulignant les avantages de la formation pour les hommes et les femmes, qui a aidé les hommes à accepter le fait que leurs femmes étaient des agents de changement tout aussi importants et à prendre conscience de ce fait. Les femmes ont reçu par la suite une formation pour que les puits forés soient réparés rapidement et entretenus comme il convient. Elles ont également bénéficié d'une formation concernant la construction de latrines, l'entretien des pompes et les outils nécessaires et se sont employées à mobiliser d'autres collectivités. Bien qu'il s'agisse de rôle non traditionnel pour les femmes, il est évident que les hommes de la communauté ont accepté ce changement, car ils ont souhaité participer à d'autres tâches ménagères pendant que leurs femmes assistaient aux réunions communautaires connexes ou suivaient une formation. Ils ont fait en sorte de s'occuper comme il convient des enfants, des jardins et des animaux domestiques, entre autres tâches traditionnellement féminines.

À l'origine, la longue robe portée traditionnellement par les femmes zimbabwéennes les gênait pour construire des latrines; on jugeait qu'il ne convenait pas qu'elles portent des combinaisons ou des vêtements de travail. Toutefois, maintenant, les femmes peuvent librement porter des vêtements de travail et des combinaisons pendant qu'elles construisent des latrines ou réparent des puits forés.

La planification et le choix de techniques appropriées et de lieux où implanter de nouveaux points d'eau ainsi que la réfection et la modernisation des systèmes existants font de plus en plus appel à la participation des hommes et des femmes. À Manzvire en particulier, les femmes choisissent la technique à utiliser ainsi que l'emplacement des sites. Comme l'a remarqué un ancien : « Ce sont les femmes qui consacrent beaucoup de temps à cette ressource et nous avons jugé qu'il convenait qu'elles jouent un rôle plus important dans la prise de décisions ».

Une fois que les femmes ont pu participer aux activités et qu'elles ont constaté que leur pouvoir s'accroissait, leur charge de travail a sensiblement augmenté. Il leur fallait continuer à s'acquitter de leur rôle traditionnel de production et de procréation et construire également des latrines et des puits forés et s'occuper d'autres éléments du projet alors que les hommes continuaient à passer beaucoup de temps à boire. Après de nombreuses réunions communautaires et campagnes de sensibilisation menées avec le

concours de l'UNICEF et du Conseil de district rural, les hommes ont finalement accepté d'aider à alléger la tâche des femmes en s'occupant de protéger les points d'eau des animaux en construisant des clôtures et des murets en ciment autour de certains puits profonds. Ils ont également participé à d'autres tâches ménagères.

Au niveau du ménage, les femmes ont conçu une liste collective et assigné des responsabilités et des tâches en matière d'eau et d'assainissement à chaque ménage ou chaque point d'eau précis. Ceci concernait notamment le nettoyage et le débouchage des écoulements à ciel ouvert pour éviter que l'eau ne stagne et que les moustiques y prolifèrent.

Les femmes ont également créé des clubs d'épargne et de crédits (dont certains comptaient des hommes parmi leurs membres), comportant des fonds renouvelables pour acheter les pièces de rechange disponibles sur place et des produits de graissage. À Manzvire, les femmes ont créé un jardin coopératif. À l'origine, chaque ménage versait une contribution mensuelle provenant de la vente de leurs légumes ou d'autres fruits et légumes provenant de ce jardin. Les maris ont également été priés de verser des contributions au Fonds, selon que de besoin. Les femmes ont ouvert un compte d'épargne à la poste pour y déposer ces fonds communautaires.

Le succès de cette approche communautaire peut être largement attribué à l'animation efficace de la Conseillère municipale Mme Chirimambowa, qui siège également à divers conseils et est respectée dans le village. Son mari est directeur d'école et appuie vivement son activité. Ils ont tous les deux pu faire appel au chef traditionnel pour résoudre des différends si les membres n'honoraient pas leurs obligations envers le groupe. Le pouvoir des chefs traditionnels, *mutape*, est hautement respecté dans ce village.

Le Ministère de la santé a également joué un rôle essentiel s'agissant de la formation des éducateurs sanitaires, les agents sanitaires au niveau du village, qui ont eu la mission considérable de diffuser un enseignement et des informations au public concernant les bonnes pratiques en matière de santé et d'hygiène. À Manzvire, cette activité a eu pour résultat la constitution de blocs sanitaires et d'autres initiatives à l'échelon de la communauté. Les agents sanitaires au niveau du village, bien qu'ils aient fait beaucoup, ont regretté que leurs indemnités mensuelles n'aient pas été réévaluées ces dernières années. De fait, ils se considéraient comme des bénévoles, parce que leurs indemnités étaient minimales.

« Il arrive que les indemnités ne soient même pas versées en temps voulu. On ne peut donc pas compter sur cette somme parce qu'elle est minimale et qu'on ne peut même pas se rendre au bureau de district pour la percevoir parce que le prix du billet d'autobus est plus élevé ». -
Agent sanitaire au niveau du village

« Bien que l'UNICEF ait joué un rôle essentiel pour fournir un appui technique et financier au début, nous avons mis un fort accent sur la constitution de partenariats locaux et les initiatives locales », a dit Nicholas Moyo, responsable adjoint du programme de santé. C'est le Conseil du district rural qui a essentiellement joué un rôle d'animateur efficace de la

collectivité. « Nous œuvrons dans divers districts, mais les incidences dans le sous-district 22 sont particulièrement encourageantes » a-t-il ajouté.

Une collaboration et une coordination efficaces entre le village de Manzvire et la Division de l'eau du Conseil, ainsi qu'avec l'UNICEF ont joué un rôle significatif dans le succès du projet.

Résultats

Les résultats liés à l'amélioration de l'alimentation en eau et de l'assainissement ne se limitent pas au domaine de la santé. Des avantages considérables en découlent, en particulier pour les femmes qui passent beaucoup de temps à transporter de l'eau (Sandy Cairncross et divers, 2003,3). Le programme de gestion communautaire de Chipinge a permis des réalisations avantageuses pour la communauté à de nombreux niveaux différents.

Démarginalisation des femmes

- On a pris conscience des contributions des femmes et du rôle qu'elles jouent dans la prise de décisions du sous-district 22 en tant que gardiennes et gestionnaires des ressources en eau a été renforcé;
- Les femmes ont eu davantage confiance en elles-mêmes;
- Les femmes se sont acquittées de tâches traditionnellement considérées comme masculines, comme l'entretien des pompes, la construction de latrines et la réparation de pompes;
- Les femmes participent activement à la prise de décisions et sont convaincues qu'elles sont des agents de changement tout aussi efficaces que les hommes;

Efficacité

- En raison de leurs nouvelles compétences et connaissances, les femmes qui font office de mécaniciens ou qui s'occupent des travaux d'entretien peuvent maintenant réparer et remettre en état elles-mêmes les pompes manuelles de la collectivité en temps voulu, ce qui n'était pas le cas lorsque seuls les hommes s'occupaient de ces tâches; et
- Les travaux d'entretien coûtent nettement moins cher, puisque les femmes les réalisent à titre bénévole;

Couverture accrue

- Les ressources financières fournies par l'UNICEF étaient destinées à la remise en état de 15 puits forés. En conséquence de la participation des femmes au fonctionnement et à l'entretien des puits, il a été possible de réaménager 60 puits.

Gain de temps

- Les sources d'eau sont maintenant situées à des emplacements stratégiques, pour être au maximum à 800 mètres des ménages, ce qui permet aux femmes de gagner beaucoup de temps chaque jour;
- Les femmes disposent de davantage de temps pour des activités productives, comme les cultures maraîchères, ce qui leur permet de disposer d'argent et d'améliorer leur nutrition;
- Conjointement avec leurs enfants, les femmes gagnent aussi leur vie en moulant des briques et une partie des recettes ainsi acquises sert à payer les droits d'inscription des enfants à l'école;

- Les femmes disposent de davantage de temps pour suivre une formation concernant d'autres activités rémunératrices, comme la fabrication de tissu en batik, de charrues et d'autres matériels aratoires.
« Nous n'avons pas besoin de faire huit kilomètres à pied chaque jour pour aller chercher l'eau. Nous pouvons maintenant consacrer beaucoup de ce temps à nos familles et à d'autres activités de production telles que le jardinage, qui nous permet de gagner notre pain quotidien ». - Membre du Comité du point d'eau.

Développement communautaire

- Le recours à un organisme communautaire a réduit le syndrome de dépendance de la collectivité;
- Les femmes prélèvent un intérêt de 30 % sur les prêts consentis par les clubs d'épargne et de crédits et se servent des montants ainsi obtenus pour :
 - Remplacer les cuvettes des puits forés dans leur village;
 - Envoyer les enfants à l'école;
 - Faire des réserves de denrées alimentaires non périssables aux fins d'utilisation pendant la saison des fêtes.
- Le village a constitué des sociétés de pompes funèbres, des comités de développement scolaires et de nombreux autres projets en commun;
- Les compétences acquises à l'occasion de la formation des femmes à la gestion de leur système d'alimentation en eau ont stimulé un nouveau développement animé par la communauté. Avec le concours du Ministère de la santé et de la protection infantile, des groupes au niveau du village ont reçu une formation d'aide-soignant. Leur rôle est de recueillir dans les ménages des renseignements sur les questions de santé, d'appuyer les groupes relatifs au SIDA dans les foyers et d'aider à soigner les malades du SIDA dans les villages;
- La Croix-Rouge a donné aux femmes du ciment pour qu'elles construisent des latrines. Avec l'aide de leurs maris, elles ont creusé des fossés et utilisé une partie des fonds provenant de leur club d'épargne pour recruter des maçons professionnels de leur village pour construire les latrines.

Amélioration de l'hygiène

- L'accès à une alimentation pratique en eau a contribué à la formation de clubs sanitaires qui ont été à leur tour à l'origine du lancement, par la communauté, d'un projet relatif aux installations sanitaires et de changements importants en matière d'hygiène. Au moins 450 ménages disposent d'étagères pour sécher les plats et les pots une fois qu'ils sont lavés et environ 430 ménages ont des fosses à ordures.

Amélioration de la santé

- Les analyses microbiologiques de l'eau à Manzvire démontrent que l'eau est généralement adaptée à la consommation humaine. D'après le technicien principal en matière de santé de l'environnement, on a constaté que 85 % des échantillons d'eau analysés se situaient dans les normes de qualité pour l'eau potable définies par l'OMS.
- Les maladies diarrhéiques ont nettement diminué dans le village. Il ressort des états tenus au dispensaire de Manzvire que la diminution des

cas de diarrhée correspond à une amélioration de l'hygiène. Toutefois, on compte encore de nombreux cas de paludisme.

Servir d'exemple

- À la fin 2004, l'UNICEF a préparé un documentaire sur la programmation relative à la gestion à l'échelon de la collectivité et la démarche d'équité entre les sexes utilisée dans la sous-section 22, méthode qui sera utilisée pour former d'autres communautés au Zimbabwe et ailleurs. Le film vidéo décrit comment à Manzvire, hommes et femmes ont pu prendre leur destinée en mains et définir, analyser et trouver d'autres moyens de résoudre leurs problèmes.
- Seize membres de la communauté ont bénéficié d'une assistance pour participer à une foire régionale des ressources en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, tenue à Harare en septembre 2004, pour faire connaître leurs meilleures pratiques à d'autres collectivités. Ils ont partagé leurs données au moyen de pièces de théâtre et de discussions avec des personnes de toutes origines, encourageant d'autres collectivités à les imiter.

Conclusion

L'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans l'alimentation en eau et l'assainissement est une notion relativement nouvelle, qui cherche à prendre en compte les intérêts des femmes et des hommes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement. À cet égard, il est important de comprendre les rôles et les responsabilités des différents sexes dans un milieu culturel donné. Une démarche d'équité entre les sexes permet aux femmes d'influer sur les décisions prises dans leur collectivité, tout en reconnaissant la valeur du rôle et des contributions des hommes.

Les enseignements essentiels tirés de l'exemple de la sous-section 22 sont notamment que l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes est un important facteur de succès en matière d'amélioration de la santé, de l'éducation des filles, de pratiques d'hygiène, de développement communautaire et d'aptitude des femmes à prendre des décisions concernant les techniques et le choix des sites. Toutefois, il est également important de constater qu'une telle démarche n'est pas une panacée pour résoudre les problèmes d'eau et d'assainissement. La pauvreté est un défi permanent, qui s'accompagne d'un accès limité à l'amélioration de l'alimentation en eau et à l'assainissement, en particulier pour les femmes africaines.

De plus, les initiatives visant à démarginaliser les femmes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement doivent assurer une division plus équitable entre hommes et femmes des tâches relatives à la gestion à l'échelon de la collectivité. Dans de nombreux villages, les femmes jouent des rôles multiples en matière d'utilisation de l'eau. Les femmes rurales se chargent souvent du transport quotidien de l'eau, utilisent, gèrent et gardent l'eau et s'occupent de l'hygiène des ménages. Les efforts d'alimentation en eau ne doivent pas aboutir à alourdir la charge de travail des femmes, ce qui annulerait les avantages de l'amélioration de l'alimentation en eau et des installations d'assainissement.

Pour que l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes soit efficace, il faut faire d'importants investissements en matière de renforcement des capacités, aux niveaux du village, du district et du pays. Il faut également disposer d'un cadre institutionnel pour animer les activités et dispenser une assistance en matière de recherche, de documentation et de distribution des conclusions concernant l'équité entre les sexes.

Références

Cairncross, S. et al, 2003. Health, Environment and the Burden of Diseases; A Guide Note. Glasgow, Department for International Development.

Mkandhla, M., 2003. Pro-Poor Strategies To Meet Basic Needs: The Case of Women and Rainwater Harvesting in Kajiado District, Kenya. *African Water Journal*, Pilot Edition UN-Water/Africa. Addis-Abeba, Commission économique pour l'Afrique.

Mukheli, A. et al. 2002. Is the Pungwe Water Supply Project: a Solution to Water Accessibility and Sanitation Problems of Households of Sakubva, Zimbabwe *Physics and Chemistry of the Earth*, Volume 27. Amsterdam, Elsevier Science Ltd.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2003. Les objectifs du développement pour le Millénaire, www.unmillenniumproject.org.

O'Keefe, J. and Jenny, D. (eds.) 1992. Green Water quality monitoring in Southern Africa.

Zimbabwe Relief and Recovery Unit, 2003. Districts of Zimbabwe. www.statoids.com/yzw.html

Remerciements

Le chercheur est reconnaissant de l'assistance et des encouragements qu'il a reçus. Il tient à remercier en particulier le Conseil du district rural de Chipinge, la communauté de Manzvire, l'UNICEF (Harare),); Wariara Mbugua et son équipe (Département des affaires économiques et sociales/Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, New York); Dana Peebles et Nadine Jubb (Kartini International, Canada), Veronica (Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba); le PNUD (Harare), Joyce Njigua (Kenya) pour son concours à l'étude, Zainab Birungi (Ouganda), Ndokosho Johnson (Namibie); Thobekile (Afrique du Sud), Mmiso (Swaziland), Agostinho Vilanculous (Mozambique), Tendai Demberere, Sherman Mutengu, Chiunda Cressida (Gestion intégrée des ressources en eau, Université du Zimbabwe, 2005); sa famille et ses amis : Colleta, Jacob, Lloyd, Lovemore, Lawrence, Leopold, Liberty, Evelyn Bwazvo and Tawanda Musina. Merci à tous pour leurs efforts, leurs critiques et leur patience, sans lesquels il n'aurait pas été possible d'établir la présente étude. Dieu les bénisse!

9. BANGLADESH : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la gestion des risques d'inondation à l'échelon de la collectivité

Par S.H.M. Fakhruddin

M. Fakhruddin établit des plans concernant des projets relatifs au secteur de l'eau pour le Centre des services d'information sur l'environnement et la géographie, fondation relevant du Ministère des ressources en eau du Bangladesh. Il a acquis une expérience concernant les questions d'environnement et les problèmes posés par les ressources en eau et les sols, la gestion des ressources en eau, la gestion des risques de catastrophe et le suivi des inondations au moyen d'images radar par satellites. Il est spécialisé dans l'utilisation des services d'information géographique aux fins de la planification spatiale des ressources en eau et des études relatives aux plaines alluviales et à la délimitation des bassins hydrographiques. M. Fakhruddin a participé à de nombreux projets, dont des projets concernant l'évolution du climat, l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu urbain et l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la gestion intégrée des ressources en eau. Il a conçu et coordonné des projets relatifs à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et au développement communautaire dans les domaines de la gestion du climat et des risques de catastrophe et a travaillé avec des communautés ayant connu des catastrophes en Afrique du Sud. Il a fourni un appui technique à une gamme diverse de projets d'organismes nationaux et internationaux et a publié un certain nombre d'ouvrages.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Harvard

Le problème

Au Bangladesh, la réaction des ménages et des collectivités face à des événements extrêmes périodiques, comme les inondations, indique leur degré de vulnérabilité, la mesure dans laquelle ils peuvent faire face à l'événement et l'intensité de la catastrophe. Mieux les gens sont informés à l'avance, mieux ils peuvent se préparer face au danger et réduire les risques de dommages à leur collectivité. La préparation aux inondations est fonction, dans une large mesure, de deux éléments : en premier lieu, l'aptitude des organismes nationaux, locaux et communautaires à fournir des services de communication; en deuxième lieu, la détermination de la teneur des informations communiquées et l'établissement de priorités, en fonction des besoins et des priorités des usagers. Les délais en matière de prévisions hydrologiques traditionnelles sont très brefs et la population locale ne comprend pas la terminologie relative au niveau de danger. Il n'existe pas de mécanisme permettant d'établir une relation entre l'information relative aux prévisions et besoins des usagers, à des endroits précis.

Les hommes et les femmes ont des capacités et des carences diverses s'agissant de la diffusion de l'information, en raison de leurs rôles et de leurs situations diverses. En conséquence, les catastrophes les touchent différemment. Dans de nombreux cas, les hommes sont mieux atteints par des mécanismes d'alerte précoce, parce qu'ils se déplacent dans des lieux publics et ont accès à divers réseaux de communication, comme la radio et la télévision, les réseaux communautaires officiels et ont des rapports avec les

responsables. Les femmes disposent d'un accès limité à l'information et aux connaissances relatives aux risques de catastrophe dans leur collectivité parce qu'elles passent plus de temps à la maison, sont moins mobiles et comprennent moins les dangers. Le point de vue des femmes en matière de réduction des risques n'est guère pris en compte au stade de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions.

Méthodes

Un cadre d'analyse tenant compte du point de vue des hommes et des femmes a été mis au point pour étudier les diverses structures à l'échelon de la collectivité en matière de catastrophe susceptibles d'être analysées du point de vue du sexe. On a notamment étudié le rôle traditionnel joué par les hommes et les femmes, l'accès aux moyens de communication et aux autres ressources et leur contrôle, ainsi que les incidences des catastrophes qui ont varié suivant le sexe, avant, pendant et après l'événement. On a utilisé un cadre analytique de Harvard et un cadre d'accès et de contrôle pour déterminer le rôle des femmes en matière de gestion des risques.

La recherche a été réalisée au moyen de questionnaires à semi-structurés et dans le cadre d'entretiens, d'ateliers et de groupes de réflexion composés d'hommes et de femmes de la communauté. Cinquante pour cent au moins des personnes interrogées étaient des femmes.

La zone d'étude se trouve dans une région inondable sur la rive gauche du fleuve Jamuna, dans le sous-district de Daulatpur Thana du district de Maniganj et dans une partie du Nagarpur Thana, du district de Tangail au Bangladesh. La superficie étudiée couvre 300 kilomètres carrés environ. La zone concernée est limitée par le fleuve Jamuna à l'Ouest et le fleuve Dhaleswari à l'Est (voir carte).

Généralités

Au Bangladesh, les habitants vivant dans des zones de crue ont mis au point pour faire face aux inondations et aux catastrophes, des mécanismes d'adaptation et des techniques de survie fondés sur des pratiques traditionnelles et la sagesse familiale. Chaque année avant la mousson, la plupart de ces personnes surélèvent les fondations (ou *plinth*) de leurs maisons. Un petit nombre d'entre elles plante des arbres pour protéger leur maison de l'érosion due aux vagues. Il est très courant que les femmes du village fassent des fours portatifs en terre et y conservent les combustibles pour pouvoir cuire les aliments en période d'inondation. De fait, les inondations peuvent être bénéfiques, si la population est prévenue à l'avance de leur emplacement, de leur durée et du temps de décrue, en particulier parce qu'elles déposent de riches alluvions pour les cultures à venir.

Les communautés sont les premières à réagir pendant et après les catastrophes. Les études et monographies soulignent qu'il est important que les communautés aient suffisamment de temps et de renseignements pour pouvoir réagir, avant, pendant et après les inondations. Des communautés bien informées peuvent très sensiblement réduire les risques et les pertes et peuvent mieux s'adapter.

Au Bangladesh, les femmes rurales, qui se livrent essentiellement à diverses tâches et activités domestiques se ressentent différemment des inondations et en pâtissent généralement. Des prévisions saisonnières et mensuelles faciles à comprendre aideraient ces femmes à économiser de l'argent pour la période de crise et à prendre des décisions concernant d'autres sources de revenus ou une migration en temps voulu, pour moins souffrir de l'interruption éventuelle de leur mode de vie.

Au début 2004, le Centre des services d'information sur l'environnement et la géographie (CEGIS), conjointement avec d'autres organismes nationaux, a pris l'initiative de mettre en œuvre un projet sur la vulnérabilité aux inondations, la réduction des risques et l'amélioration de la préparation aux urgences grâce à un mécanisme d'information à l'échelon de la collectivité dans une zone inondable. Ce projet comportait une analyse des incidences de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes sur la réduction de la vulnérabilité et des risques dans le cadre du programme. L'objectif était d'identifier les meilleures pratiques s'agissant de la préparation aux inondations, de la diffusion des informations, en particulier aux femmes au foyer, de la vulnérabilité et de la réduction des risques.

On a commencé par organiser une réunion de sensibilisation dans un établissement public local, avec la participation des ONG et du groupe de l'atténuation des effets des catastrophes naturelles, organisme public local, afin de déterminer les besoins des femmes et des hommes. Des recherches ont été effectuées dans le cadre d'entretiens, au moyen de questionnaires, par le biais de groupes de réflexion et dans le cadre de débats menés librement pour identifier les besoins particuliers, les méthodes retenues ont fait l'objet d'essais préalables sur le terrain avant d'être mises en œuvre.

Meilleures pratiques

Définir le rôle des hommes et des femmes et les incidences selon le sexe

Au début du projet, une enquête de base sur les ménages a été réalisée par le CEGIS, conjointement avec Riverside Technology Inc. Le Bangladesh Disaster Preparedness Centre (Centre de préparation aux catastrophes) pour évaluer la vulnérabilité aux inondations, atténuer les risques et améliorer les préparatifs grâce à un système d'information à l'échelon de la collectivité, qui comprenait un élément d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes. Quatre-vingt dix-huit pour cent des personnes interrogées ont répondu à l'enquête. Une recherche qualitative a été réalisée pour définir les rôles joués par les hommes et les femmes dans la famille et dans la communauté avant, pendant, et après les inondations (voir le tableau 1).

Rôles	Avant les inondations		Pendant les inondations		Après les inondations	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Faire des réserves d'aliments	✓		✓	✓	✓	✓
Soins aux enfants	✓		✓	✓	✓	✓
Aller chercher de l'eau	✓		✓	✓		✓
Aller chercher des combustibles	✓		✓			✓
Aller au marché	✓		✓	✓		✓

Rôles	Avant les inondations		Pendant les inondations		Après les inondations	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Faire le ménage et la lessive	✓					✓
Soins aux malades	✓		✓			✓
Dispenser une éducation en matière de santé	✓		✓			✓
Réparations sur la maison	✓	✓		✓	✓	✓
Assister à des réunions communautaires		✓				✓
Élaborer des plans d'évacuation		✓		✓		✓
Recevoir les alertes		✓		✓		✓
Évacuer les familles et autrui		✓	✓	✓		✓
Garder les maisons	✓		✓	✓		
Obtenir des capitaux pour les petites entreprises				✓		

Tableau 1. Profil d'activités des hommes et des femmes avant, pendant et après une inondation.

On a constaté que les inondations ont moins d'incidences sur les hommes que sur les femmes pour ce qui est des denrées alimentaires, de la nutrition, de la santé, de l'assainissement et des ressources, car les hommes contrôlent les ressources et peuvent quitter leur foyer et leur collectivité pour chercher du travail. De plus, les femmes doivent avoir suffisamment de réserves de nourriture, non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour leurs enfants. L'assainissement constitue également un problème plus important pour les femmes car, dans une zone inondée, il leur faut attendre que la nuit tombe pour se soulager, ce qui peut être source de maladies. Il est donc plus difficile aux femmes qu'aux hommes de faire face aux inondations (voir le tableau 2).

Une conclusion importante de l'évaluation des besoins a été que tous les hommes et les femmes interrogés ont indiqué qu'ils ne comptaient pas sur les prévisions, car celles-ci n'étaient pas adaptées à la situation locale. La langue ou le système métrique utilisés n'étaient pas adaptés à leur culture ou bien l'information fournie à propos de l'eau du fleuve n'avait pas d'utilité dans la plaine inondable.

<i>Incidences de l'inondation</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Alimentation et nutrition		
Insécurité alimentaire	+	+++
Diminution des réserves	+	
Diminution de la consommation		+++
Diminution des calories consommées		+++
Santé, assainissement		
Maladies	++	+++
Choléra	++	+++
Diarrhée	++	+++
Absence de services médicaux	+	+++

<i>Incidences de l'inondation</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Souffrances psychologiques	+	++
Souffrances physiques	+	+++
Absence d'assainissement		+++
Maladies dermatologiques	++	+++
Ressources et autres		
Manque de terres	+	++
Manque d'argent	++	++
Vente de biens		++
Faible rémunération		+++
Insécurité		+++
Absence de protection		+++

Tableau 2. Incidence des inondations sur les hommes et les femmes

L'étude a également fait apparaître des différences importantes entre la capacité des hommes et des femmes d'accéder à l'information. Les femmes reçoivent très peu d'information par rapport aux hommes avant et pendant les inondations, car vraisemblablement elles sont occupées par les soins aux enfants, la collecte d'eau potable et la mise à l'abri des semences, des combustibles, des denrées alimentaires et de l'argent liquide. Les hommes reçoivent des informations concernant les alertes parce qu'ils ont des relations personnelles avec d'autres hommes. Ils ont accès à la radio et à la télévision ainsi qu'à d'autres moyens de communication et se déplacent librement dans la collectivité et au-delà. En outre, l'étude a fait apparaître que les femmes ne sont pas au courant des alertes et des prévisions concernant les inondations.

Il n'existe pas de démarche d'équité entre les sexes dans la collecte et la diffusion de renseignements sur les inondations à l'échelon de la collectivité. Des avertissements ont été diffusés par radio à 74 % des personnes interrogées, qui étaient en majorité des hommes, et ces avertissements concernaient essentiellement l'évolution du niveau des principaux fleuves. Environ 30 % des personnes interrogées - hommes et femmes - ont été mis au courant par d'autres membres de la communauté d'informations concernant les dommages aux récoltes. Un quart des personnes interrogées ont été informées par la télévision de l'intensité de l'inondation et des zones concernées. Il est intéressant de constater que 28 % des personnes interrogées ont considéré les marques sur les indicateurs de niveau d'eau comme une alerte (CEGIS, RTI, 2004). Le tableau 3 illustre les pratiques traditionnelles de diffusion à l'échelon de la collectivité.

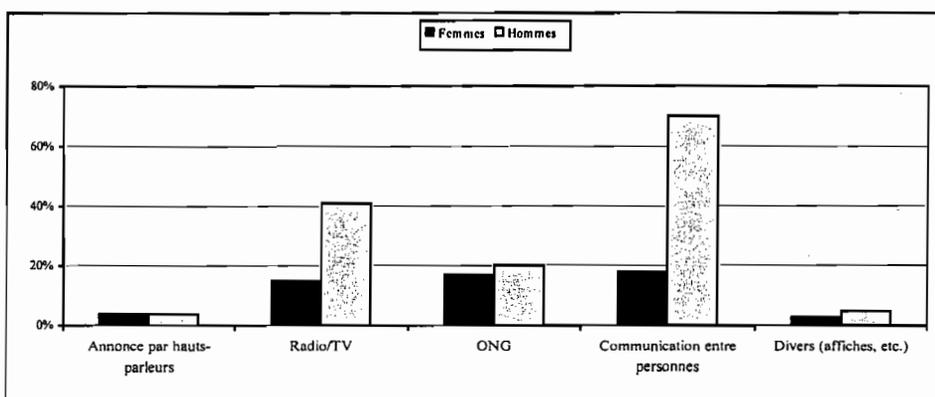
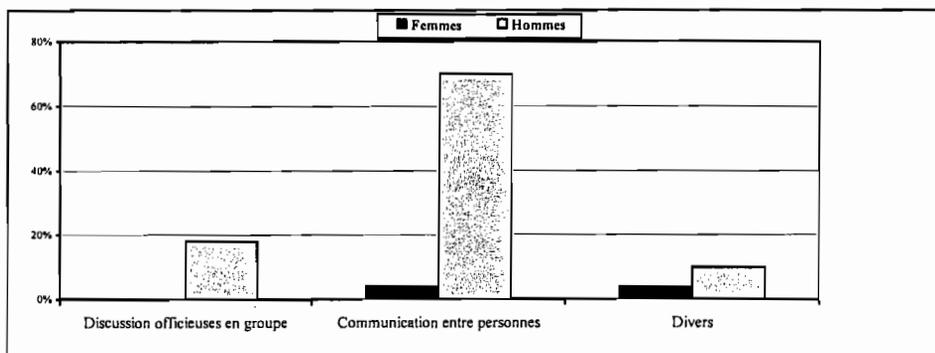


Tableau 3. Moyens de communication permettant de diffuser l'information avant et après l'inondation

Les femmes n'ont eu qu'un accès limité aux informations relatives aux catastrophes parce qu'il n'a pas été tenu compte des spécificités sexuelles en matière de communication à la base. On trouvera au tableau 3 une comparaison des moyens de communication utilisés pour diffuser des informations à l'intention des femmes et des hommes pendant et après les inondations.

Pour assurer l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et la mise en œuvre de formes de communication plus efficaces et mieux adaptées aux destinataires, des entretiens séparés ont eu lieu avec des hommes et des femmes et des organismes à l'échelon local, de manière à connaître leurs apports et leurs suggestions. On a notamment recouru aux méthodes ci-après :

- Systèmes normalisés de diffusion tels que messages envoyés par la poste, messages oraux et écrits ;
- Examen des vues et suggestions des femmes concernant la gestion des risques au stade de la prise de décisions ;
- Fourniture de messages aux femmes (roulements de tambour et transmission de messages par les travailleuses du village). Les femmes ont préféré ces mécanismes parce qu'elles ne se déplacent que peu et pouvaient ainsi obtenir directement des informations ;

- Transmission de l'information aux parties prenantes de la collectivité par les organismes nationaux ;
- Organisation de réunions à l'échelon communautaire dans des mosquées ou sur des places de marché, par des politiciens ou des personnes actives dans des ONG locales ;
- Diffusion de renseignements quotidiens par la radio, la télévision, la presse nationale et locale pendant les inondations ;
- Diffusion par télécopies et courriels, si ces services sont disponibles ;
- Cartes faciles à lire pour déterminer l'étendue des zones inondées ;
- Système de drapeaux (rouge en cas d'inondation grave, jaune en cas d'inondation modérée, vert en cas d'inondation normale, bleu pour montée du niveau de l'eau et blanc pour baisse du niveau de l'eau) ;
- Agents de transmission de l'information (imams, enseignants, etc.) ; et
- Formes efficaces de communication (annonces au haut-parleur dans des mosquées et roulements de tambour).

En conséquence de cette recherche, qui a été effectuée pour se préparer à la saison de la mousson de l'année en cours, de nouvelles formes de communication des informations concernant l'inondation ont été mises à l'essai. Le niveau de danger pour le courant du fleuve a été fixé dans chaque village. Des avertissements concernant l'inondation ont été établis dans les langues locales par différents moyens, dont des affiches, des photographies et des bandes enregistrées. Ceci a permis de renforcer les organismes locaux et de fournir des informations, en particulier aux analphabètes, au sujet d'activités telles que l'évacuation du bétail, les dispositions d'urgence à prendre s'agissant des récoltes et des denrées alimentaires et l'organisation d'une évacuation par bateaux.

Résultats

Après la mousson, le CEGIS a étudié l'efficacité des mesures utilisées. On a constaté que, s'ils étaient avertis une semaine avant une inondation, les hommes et les femmes pouvaient sauver leurs biens et mettre à l'abri les cultures prêtes à être récoltées. Les attitudes des hommes et des femmes à propos des informations communiquées ont évolué, suite à l'adaptation du système d'alerte à leurs besoins et ils peuvent prendre des précautions sur la base des informations fournies. Le système d'alerte, outre de permettre de prendre des mesures pour sauver des vies et des biens, contribue à réduire la charge de travail des femmes et à augmenter la sécurité alimentaire.

Pendant les inondations, les hommes et les femmes ont besoin d'informations qui aideront les victimes à mieux localiser les abris, les denrées alimentaires et les transports disponibles. Il est impératif de remettre en état les ménages ainsi que les infrastructures publiques, telles que ponts, routes et marchés, après les inondations. À ce stade, les victimes ont besoin d'informations sur l'assistance disponible.

Un cadre d'accès et de contrôle a été mis au point pour comprendre et analyser l'accès des hommes et des femmes aux ressources et leur contrôle sur ces ressources, ainsi que sur d'autres formes d'assistance, comme la formation et les services de crédit. On a constaté que les hommes se trouvent dans une meilleure situation que les femmes pour ce qui est d'accéder et de contrôler les ressources sous forme de secours, réfections et prestations.

Dans certains cas où les femmes peuvent accéder aux ressources (par exemple aux capitaux pour la création de petites entreprises), elles ne les contrôlent pas. Cette disparité indique que pour assurer une équité maximale entre les sexes et la participation de la collectivité, les politiques et la planification en matière de gestion des catastrophes doivent être conçues pour tenir compte des problèmes d'équité entre les sexes.

Une enquête sur l'évaluation des incidences de cette initiative, réalisée fin 2004, a constaté qu'une démarche d'équité entre les sexes illustre les rôles joués par les hommes et les femmes en tant que gestionnaires des catastrophes dans la famille, la collectivité et les organisations. La participation accrue des femmes à la prise de décisions, à l'échange d'informations et à l'utilisation de réseaux de contact concernant la gestion des risques de catastrophes peut efficacement mettre la collectivité à l'abri des catastrophes futures et assurer l'adoption des meilleures mesures d'adaptation en vue de minimiser les risques liés aux inondations.

Un autre résultat important de cette enquête a été de déterminer quels organismes, de l'avis de la collectivité, devraient être chargés des préparatifs en cas de catastrophe, de l'atténuation des effets des catastrophes et du relèvement après la catastrophe. Une enquête sur les ménages a indiqué que, de l'avis de la population, parmi les organismes publics, seuls les organismes administratifs locaux à l'échelon le plus bas, tels que le DMI et Upazila Parishad, participaient à la diffusion de l'information alors que d'autres œuvraient davantage à des activités de secours et de relèvement et de réaménagement (BDPC, 2003).

Toutefois, d'après les hommes et les femmes de la collectivité, les organismes locaux doivent jouer un rôle fondamental. Les ONG locales consultées ont également suggéré que les pouvoirs publics doivent être les chefs de file et responsables de l'amélioration des méthodes. Les personnes interrogées estimaient que Upazila Parishad était l'organisme qui se prête le mieux à la diffusion d'informations adaptées aux besoins spécifiques des deux sexes et devait jouer un rôle actif dans l'établissement de réseaux avant les catastrophes, si ces réseaux visaient l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes.

Histoires vécues

Padma Rani a déclaré que des avertissements fournis en temps opportuns, tenant compte des préoccupations des villageois pouvaient les aider à se préparer aux inondations. *« Je peux mettre à l'abri les aliments, les volailles, changer le paddy de place et rehausser la plinthe si je comprend le sens de la prévision ».*

Omar Sultan souhaitait mettre son paddy à l'abri dans un emplacement plus élevé et a pu investir pour le changer de place à mesure que l'eau montait. Mais lorsqu'il a vu le drapeau blanc du système d'alerte (ce qui signifie une décrue) il n'a plus changé de paddy de place. Ainsi il a pu économiser de l'argent. *« Nous comprenons le système d'alerte par drapeaux, qui est très utile ».*

Conclusion

Pendant les inondations de 2004, les hommes et les femmes de la communauté étudiée ont grandement bénéficié des nouveaux mécanismes introduits, comme le système d'alerte par drapeaux, les annonces par haut-parleurs dans les mosquées et les roulements de tambour. Quelques femmes de la communauté ont déclaré qu'elles essaient maintenant de comprendre le réseau d'alerte par drapeaux et l'importance des informations concernant les alertes en cas d'inondation. L'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes a permis la participation active des femmes à la gestion des risques d'inondation à l'échelon de la collectivité, a amoindri les risques et les vulnérabilités et a renforcé l'aptitude des femmes et des hommes à faire face aux risques.

La communauté est l'élément essentiel en matière de gestion des risques liés aux catastrophes et les membres de la communauté sont les acteurs essentiels et les principaux bénéficiaires de ces activités. L'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes a permis la participation des membres de la communauté, hommes et femmes, à toutes les étapes du programme, y compris la planification et la mise en œuvre des mesures de réduction des risques.

Les organismes publics nationaux et locaux doivent inciter les femmes à participer, de concert avec les hommes, à la réalisation des projets. Ils doivent prendre en compte les rôles et besoins différents des hommes et des femmes, tout en planifiant toutes les étapes de la préparation aux catastrophes, des secours et du relèvement. Pour contribuer à cet effort, il convient d'institutionnaliser l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes en matière de réduction des risques liés aux inondations.

Références

- Bangladesh Bureau of Statistics (BBS), 1991. Community Series, Bangladesh Population Census, 1991. Dacca, Bangladesh Bureau of Statistics.
- Bangladesh Disaster Preparedness Centre (BDPC), 2003. Flood Vulnerability and Risk Reduction through Community-based Flood Information System (CFIS). Baseline Survey Report. Dacca, Bangladesh.
- Centre for Environment and Geographic Information Systems (CEGIS), 2004. Vulnerability and Risk Reduction through a Community-based System for Flood Monitoring and Forecasting. Dacca.
- Environment and GIS Project (EGIS), 1998. Environmental and Social Impact Assessment of Khulna-Jessore Drainage Rehabilitation Project. Environment and GIS Support Project for Water Sector Planning (EGIS-II). Dacca, Ministry of Water Resources.
- Programme Development Office for Integrated Coastal Zone Management Plan Project (PDO-ICZMP), 2002. Perceptions of Direct Stakeholders of Coastal Livelihoods. Working Paper 004. Dacca, Water Resources Planning Organization, Ministry of Water Resources.

CARE-Bangladesh, Riverside Technology, Inc. and EGIS, 2000. Information for Flood Management in Bangladesh, Vol. 1: Technology and External Resources. Dacca.

Flood Forecasting and Warning Centre (FFWC), 2000. Consolidation and Strengthening of Flood Forecasting and Warning Services, 2000-2004. Draft Inception Report. Dacca.

10. NIGÉRIA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes pour aider à protéger les sources d'eau potable dans les communautés du plateau d'Obudu, dans le nord de l'État de Cross River

Par Adekana A. Majekodunmi

Mme Majekodunmi est une spécialiste de l'environnement et a été responsable de la conservation et de la recherche au Centre d'éducation sur l'environnement de la zone humide de Lekki de la Fondation nigériane pour l'environnement pendant cinq ans. Elle est titulaire d'une maîtrise de géographie de l'Université d'Ibadan (État d'Oyo) et a reçu diverses distinctions pour son excellence universitaire. Elle a également publié plusieurs communications scientifiques. Mme Majekodunmi a été stagiaire en gestion des activités d'appels de fonds et de communication pour la Fondation. À l'heure actuelle, elle est Directrice de projet intérimaire au Bureau du projet de la zone sud-est de Calabar, État de Cross River. Elle a travaillé à de nombreux projets, dont un projet participatif fondé sur l'écosystème concernant l'inventaire des ressources communautaires et la planification de l'utilisation des sols à Bumaji, État de Cross River; une analyse des insuffisances des systèmes de zones protégées au Nigéria et un inventaire des zones côtières humides au Nigéria.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative

Le problème

Le plateau d'Obudu est l'un des deux écosystèmes montagneux du Nigéria et abrite des forêts tropicales comportant une flore et une faune exceptionnelles ainsi que d'importants pâturages. Le sommet du plateau est le foyer des communautés agricoles Becheve et des bergers Fulani.

En 1999, le Gouvernement de l'État de Cross River a établi un centre de tourisme de luxe sur le haut plateau, la station touristique du Ranch d'Obudu. Pour ce faire, il a fallu entreprendre des travaux de construction de grande ampleur (installations hôtelières, funiculaires, parcours de golf, parc aquatique et réseau de transports), ce qui a entraîné un immense déboisement, qui est venu s'ajouter à la diminution déjà spectaculaire de 50 % de la zone couverte en forêts constatée au cours des 50 dernières années. La construction de ces installations, conjointement avec les pressions existant sur l'environnement, telles que le surpâturage et les pratiques agricoles non viables ont aggravé les pressions sur les ressources en eau disponibles. Bien que le développement se soit accompagné d'avantages tels que la création d'emplois et la génération de revenus extrêmement nécessaires, des conflits ont surgi en raison des demandes multiples sur une alimentation limitée en eau.

En conséquence, la Nigerian Conservation Foundation (NCF), organisation non gouvernementale qui cherche à préserver le plateau, a entrepris un projet de gestion du bassin hydrographique. La NCF intègre à titre prioritaire une démarche d'équité entre les sexes dans ses politiques et projets dans tout le pays. Dans ce projet, la Fondation a utilisé une approche participative pour garantir la participation des femmes pendant toute la durée du projet. Les femmes ont été associées à tous les stades du projet, dont la conception, l'exécution et le suivi. Ce projet a permis d'améliorer la santé, d'accéder à des ressources en eau plus propres

et plus proches; grâce à lui, hommes et femmes ont pu prendre leur destin en main. De plus, les femmes ont pris un rôle d'animatrice dans une société traditionnellement dominée par les hommes, après que le projet ait directement abordé la question des appréhensions manifestées par les hommes quant à la participation active des femmes.

Méthodologie

Des données ont été recueillies au moyen de discussions de groupes de réflexion, associant des participants hommes et femmes. Des entretiens ont également été réalisés avec chaque groupe de parties prenantes : les femmes élues et les hommes dirigeants du Comité de gestion du plateau d'Obudu, les bergers Fulani, le personnel du dispensaire local, le personnel de la NCF et quatre bénévoles de la NCF qui ont réalisé le projet. Un examen du descriptif du projet avec la réserve naturelle de Becheve a porté notamment sur un manuel de formation concernant l'écologie et le suivi du bassin fluvial, conçu spécialement à l'intention des communautés du plateau d'Obudu.

La chercheuse a recueilli des données en employant la méthode des enquêtes évaluatives, qui a mesuré les incidences des processus d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes sur l'accès de la collectivité à l'eau.

En outre, une analyse relative à la démarginalisation a été utilisée pour déterminer l'évolution des relations tout d'abord entre les hommes et les femmes de Becheve et en deuxième lieu entre la communauté et les bergers Fulani. Cette analyse a permis également d'évaluer l'efficacité des efforts d'éducation et de promotion réalisés par les bénévoles de la NCF, pour améliorer la gestion du bassin fluvial au moyen de mécanismes d'équité entre les sexes.

Généralités

La communauté de Becheve est l'une des 66 communautés implantées dans le parc national de Cross River. Trois fleuves, le Mage, Mahe et Anyukwo, coulent du plateau d'Obudu dans le parc, ce qui a des incidences sur toutes les activités en aval et sur l'intégrité de l'écosystème protégé du parc.

Si le plateau d'Obudu compte de nombreuses communautés, celle de Becheve est la plus proche du centre touristique du Ranch d'Obudu. Les communautés Becheve comptent environ 1 800 habitants, et la communauté se sont récemment agrandies en raison de l'afflux de promoteurs et de personnels du bâtiment.

Le système patriarcal traditionnel confie aux hommes tous les pouvoirs de prise de décisions. Il existe une division du travail assez rigide, fondée sur le sexe. Les hommes Becheve coupent les arbres, défrichent les forêts et gèrent les cultures arbustives pérennes (colocase, bananes, manioc) alors que les femmes s'occupent des cultures annuelles (melons et légumes) et transforment et commercialisent les produits cultivés par les hommes. En outre, les femmes sont responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées, de la collecte d'eau pour la préparation des aliments, du nettoyage, de la santé et de la toilette des adultes et des enfants, des soins aux malades et de la collecte de bois de feu. Pour avoir des revenus, les femmes travaillent également en tant que travailleuses occasionnelles ou travailleuses journalières rémunérées au Ranch, plantent de l'herbe sur le parcours

de golf ou le long de la route et ramassent du sable le long des rivières avec leurs enfants pour le vendre aux promoteurs. Les femmes Becheve se sont plaintes, en plus de l'insuffisance de l'alimentation en eau, de la médiocrité de la santé familiale, du temps perdu à aller chercher l'eau et de sa qualité médiocre.

Lorsque les bergers nomades Fulani qui viennent du nord du Nigéria, sont venus sur le plateau, ils ont négocié avec les hommes de la communauté Becheve des dispositions pour abreuver leur bétail dans des sources dans des zones boisées protégées. En raison de perceptions différentes concernant le rôle et la condition des femmes, les bergers Fulani ont insisté que les femmes Becheve attendent que leur bétail se soit abreuvé pour prélever de l'eau. Du fait de cette attente, le temps passé par les femmes à la collecte de l'eau s'est allongé pour atteindre environ 6 heures, ce qui leur laisse moins de temps pour les activités rémunératrices et autres.

La NCF, qui se consacre à la conservation de la nature et au développement durable, travaille sur le plateau d'Obudu depuis 20 ans environ. Prenant finalement conscience que la biodiversité ne saurait être conservée sans la participation active des collectivités, elle a entrepris des projets participatifs et durables relatifs aux ressources naturelles. Ces projets permettent aux communautés de prendre conscience de la richesse de leurs ressources naturelles et de conserver la biodiversité. Dans le cadre du projet de gestion du bassin fluvial, la NCF a créé la réserve naturelle de Becheve sur le plateau, pour travailler avec la communauté Becheve, avec un financement de la Leventis Conservation Foundation.

Meilleures pratiques

Le Gouvernement de l'État de Cross River reconnaît les comités de gestion du projet comme des entités juridiques. En conséquence, en janvier 1999, il a accepté de constituer un Comité de gestion du plateau d'Obudu associant les diverses parties prenantes. Participaient notamment à ce Comité des membres de la NCF, de Development in Nigeria (DIN, autre ONG implantée sur le plateau), du CRNP, de la station de villégiature du Ranch d'Obudu, du BNR et des bergers Fulani. Après une série de discussions, il a été décidé que l'un des trois représentants au comité de gestion de chaque village, dont Becheve, devait être une femme. Outre de promouvoir l'équité entre les sexes, les comités ont servi d'enceinte pour la résolution des conflits, car toutes les décisions devaient être présentées au Conseil des chefs pour être adoptées.

Lors de sa réunion constitutive, le comité de gestion a organisé un atelier d'une durée de deux jours pour analyser les problèmes et planifier une solution à long terme pour le développement durable du bassin fluvial du plateau. La NCF a décidé de mettre à profit ces réunions pour éduquer les communautés dans deux domaines. En premier lieu, s'agissant de la gestion participative du bassin fluvial, la Fondation a souligné que des pratiques non viables avaient des incidences sur les écosystèmes des communautés en aval qui souffraient déjà du paludisme, du choléra et de l'onchocercose. En deuxième lieu, la Fondation a saisi cette occasion pour sensibiliser la communauté Becheve et les bergers Fulani aux stéréotypes sexistes et pour souligner les rôles utiles joués par les femmes, ainsi que leurs contributions et perspectives en matière de gestion des ressources en eau.

Les approches participatives intègrent une démarche d'équité entre les sexes

Lorsqu'il a entrepris le programme de régénération du bassin du plateau en 1999, Development in Nigeria a recruté un membre de la NCF en qualité de consultant pour réaliser une étude sur l'évolution de la diversité biologique, les problèmes rencontrés et la régénération des forêts-galeries de la station touristique du Ranch d'Obudu. Les recommandations essentielles concernaient entre autres l'utilisation d'une optique intégrée en matière de gestion du bassin fluvial, une approche participative et l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le projet. Le comité de gestion a également été informé que du personnel de la NCF et du BNR travaillerait avec eux, s'agissant de l'écologie, de la gestion et du suivi du bassin fluvial.

En 2000, le projet a débuté et quatre stagiaires ont collaboré avec du personnel du BNR pendant neuf mois chacun. Les deux premiers stagiaires venaient du Canada et étaient financés par l'Office canadien de développement international, ils ont travaillé entre 2000 et 2003. Les deux autres stagiaires étaient des Nigériens, envoyés par le Nigerian National Youth Service Corps qui travaillent à la réserve depuis 2003.

Trois des quatre bénévoles étaient des femmes, ce qui leur a permis d'accéder plus facilement aux femmes de la communauté; elles ont également servi de modèles et démontré que les femmes pouvaient occuper des positions de responsabilité et contribuer ainsi au processus de prise de décisions.

Lors de la première phase du projet, de 2000 à 2001, une enquête concernant le bassin versant et la cartographie du fleuve a été réalisée, axée notamment sur les points d'alimentation en eau potable sur le plateau.

Former les femmes à préserver l'écologie du bassin versant

Entre 2000 et 2003, la NCF a rédigé un manuel sur l'écologie et le suivi du bassin versant. Six groupes de femmes et un petit groupe de jeunes ont reçu une formation sur la préservation de l'écologie du bassin versant, soulignant le caractère temporaire des avantages liés à l'extraction de sable. Il été recommandé de planter des arbres fruitiers autour des sources d'eau potable pour empêcher l'érosion, la sédimentation et l'envasement et fournir une source de revenus. Des clubs de conservation ont également été créés pour sensibiliser à l'éducation en matière d'environnement. Fait plus important, les femmes ont été encouragées non seulement à participer aux réunions des comités de gestion, mais aussi à jouer un rôle actif dans ce domaine essentiellement masculin. Ceci a été fait lors de la deuxième phase du projet.

C'est à un moment extrêmement opportun que s'est manifesté le dernier bénévole, et ce pour diverses raisons. Comme il était membre de la tribu locale (les Hausa) et parlait le dialecte des bergers Fulani, il a pu avoir des rapports plus efficaces avec les Fulani que les bénévoles antérieurs. Il respectait les besoins et les compétences des femmes, ce qui a facilité un processus de dialogue entre les bergers et leur a permis de prendre conscience du fait qu'ils faisaient preuve de discrimination à l'encontre des femmes en leur refusant d'accéder à l'eau en temps voulu. En conséquence, ils ont accepté d'abreuver le bétail davantage en aval, pour éviter la contamination après la construction des réservoirs.

Les hommes ont accepté la recommandation du bénévole concernant la participation des femmes, non seulement à la construction et à l'entretien du réservoir mais aussi à tous les stades de la prise de décisions. Les femmes ont relevé le défi en contribuant aux décisions concernant la construction du réservoir d'eau et les rôles joués à titre individuel ou collectif en matière d'entretien. Le coût posant problème, on a utilisé des blocs de pierre disponibles sur place plutôt que des feuilles de métal. Il a été convenu que les ONG BNR/NCF paieraient le ciment, les conduites et le maçon au moyen de fonds fournis par l'Agence canadienne de développement international. Les hommes de la collectivité tailleraient et transporteraient les blocs de pierre et les femmes fourniraient le sable. Hommes et femmes assureraient l'entretien des réservoirs.

Lors de la troisième phase, de 2003 à 2004, les deux réservoirs ont été achevés à Okwa amo et Keji uku. En outre, des clubs de conservation ont été constitués et des arbres fruitiers plantés. Des entretiens concernant les problèmes sanitaires d'origine hydrique, en particulier la diarrhée, ont été tenus avec le dispensaire local.

Les femmes, préservatrices de la santé familiale

Les femmes ont été les premières à constater la mauvaise qualité de l'eau, à s'en plaindre, et à lui imputer la détérioration de la santé de leurs enfants. En conséquence, la quatrième bénévole a commencé à travailler au dispensaire local et à recueillir des données ventilées selon le sexe sur la santé des membres de la famille, avant et après la construction des réservoirs. Elle a appuyé des travaux visant la poursuite de la construction des réservoirs dans deux autres communautés, tout en contrôlant les réservoirs plus anciens et un réservoir qui avait été reconstruit avec l'équipe de contrôle de la collectivité. Cette bénévole a également poursuivi les cours de sensibilisation à l'environnement et d'éducation en matière de conservation.

Résultats

Le projet de gestion du bassin versant a réussi à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans une communauté traditionnellement dominée par les hommes en augmentant le rôle des femmes et leur place dans la société et en dispensant aux membres de la collectivité une éducation quant au rôle important que les femmes peuvent jouer dans la gestion intégrée du bassin versant.

Le projet a démarginalisé les femmes en :

- Les autorisant à contribuer au processus de prise de décisions dans la communauté : « De nombreuses femmes de la communauté ne pouvaient pas prendre la parole lors des réunions, mais cette fois nous avons parlé et été entendues. L'eau est maintenant plus proche de nos maisons et elle est propre, » a indiqué une femme locale;
- Associant les femmes aux diverses phases du projet;
- Élisant des animatrices femmes au comité de gestion. Ceci a été une source de grande fierté pour toutes les femmes de la collectivité, car elles pouvaient participer sur un pied d'égalité avec les hommes au processus de prise de décisions;

- Diminuant considérablement le temps passé par les femmes à la collecte de l'eau. Ceci leur a permis de consacrer davantage de temps aux activités rémunératrices, à la culture agricole et à la commercialisation;
- Contribuant à la diminution des soins de santé que devaient dispenser les femmes : on a constaté une diminution de 45 % des cas de diarrhée en 2004, ce qui signifie que les enfants étaient moins malades et permettait aux femmes d'avoir davantage de temps pour d'autres activités;
- Augmentant le temps dont disposent les filles et les femmes pour aller à l'école;
- Encourageant les femmes à transmettre les connaissances acquises dans les clubs de conservation à leurs enfants. Maintenant, les écoles comportent elles aussi des clubs de conservation qui s'occupent de repiquer près de 1 000 arbrisseaux le long des fleuves.

Le projet a accru l'équité entre les sexes en :

- Sensibilisant les hommes de la collectivité à la participation des femmes et en leur montrant comment cette participation bénéficiera directement aux hommes aussi, en permettant une prise de décisions plus équitable;
- Formant au total 60 hommes et 113 femmes à la construction et à l'entretien des réservoirs;
- Autorisant les femmes à déterminer le type de formation dont ont besoin les membres de la communauté et à choisir l'emplacement du réservoir, de telle sorte qu'il bénéficie à tous les membres de la communauté;
- Transformant des hommes en partisans de l'égalité des femmes, après les avoir aidés à voir concrètement les avantages positifs de la participation des femmes à la prise de décisions;
- En sensibilisant les bergers Fulani au fait que la discussion et la prise de décisions conjointement avec les femmes de la collectivité est un pas positif aux fins de l'amélioration de l'accès à l'eau pour leur bétail.

Le projet intégré d'aménagement du bassin fluvial a permis aux hommes et aux femmes de prendre leur destin en mains :

- En sensibilisant la population aux écosystèmes durables du bassin fluvial et à leur importance pour l'environnement et les communautés avoisinantes;
- En accroissant la participation de la communauté et en favorisant l'adhésion de la communauté au projet;
- En utilisant les connaissances, les techniques et le personnel des communautés locales pour abaisser le coût de la construction et de l'entretien du réservoir;
- En apprenant comment aborder les pouvoirs publics pour qu'ils fournissent une assistance au développement communautaire;
- En suscitant l'intérêt d'autres communautés à propos du projet de la communauté Becheve.

Enseignements

Le projet a réussi à prendre en compte les intérêts de toutes les parties prenantes, dont les femmes. Une démarche d'équité entre les sexes a été

intégrée avec succès dans le projet, sans que les femmes aient à demander l'autorisation des hommes pour y participer.

Les parties prenantes hommes ont été satisfaites du résultat et des projets analogues sont réalisés dans un certain nombre d'autres communautés. La NCF est particulièrement satisfaite du fait que l'intégrité de l'écosystème du parc national de Cross River a été améliorée. La Fondation reconnaît toutefois qu'il ne s'agit que d'une étape dans un long processus de réalisation de l'égalité entre les sexes et de la gestion durable des ressources en eau.

Références

Dadi, D.E., 2004. Monthly reports on the formation of conservation clubs and watershed conservation. Project on Obudu Plateau.

Dudley, N. and Solton, S., 2003. Running Pure: The Importance of Forest Protection to Drinking Water: A Research Report for the World Bank/WWF Alliance for Forest Conservation and Sustainable Use.

Obot, E., 1999. Long-term Monitoring of Biological Diversity Disturbance and Regeneration in the Gallery Forest of Obudu Cattle Ranch: Establishment & Inventory of Permanent Plots. Consultancy report from the Development in Nigeria Obudu Plateau Watershed Regeneration Programme.

Population Reference Bureau, 1996. Water and Population Dynamics: Local Approaches to a Global Challenge. The World Conservation Union Population Reference Bureau.

Whiting, F., 2003. Watershed Wonders: An Educational Program and Curriculum Supplement for Upper Elementary and Secondary School Students of the Obudu Cattle Ranch, Cross River State, Nigeria. Nigerian Conservation Foundation.

WWF, ODA, EEC, 1990. Cross River National Park Okwangwo Division Plan for Developing the Park and its Support Zone. Prepared for the Federal Government of Nigeria and Cross River State government.

Obanliku Local Government Area, 2000. The 2000 Annual Report of the Becheve Community Forest Management Committee of Obudu Plateau. Nigeria.

V. Évolution des politiques institutionnelles

11. GHANA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans un projet relatif à l'alimentation en eau des zones rurales dans la communauté de Samari-Nkwanta

Par Nana Ama Poku Sam

Mme Nana Ama Poku Sam a une maîtrise en politique de l'environnement du Bard Center for Environmental Policy (États-Unis) et une licence de gestion des ressources naturelles de l'Université Kwame Nkrumah de la science et de la technique au Ghana. Elle vient d'achever un stage au Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, axé sur les ressources en eau et les ressources naturelles des petits États insulaires en développement. Elle a été également coordonnatrice pour la jeunesse du Millenium Development Global Watch, assistante de recherche au Ministère ghanéen de l'environnement et des sciences et stagiaire à la Ghana Wildlife Society. Sa recherche et son projet de thèse sont axés sur l'emploi des microcrédits pour atténuer la pauvreté des femmes. Mme Poku Sam a également participé à une étude de recherche relative à l'établissement d'un plan de gestion de la réserve forestière d'Atewa au Ghana, axé sur la protection et la conservation de la faune et de la flore locales. Pendant son étude, elle a dû dispenser aux femmes un enseignement concernant les pratiques quotidiennes viables et les inciter à les suivre, pour leur permettre de vivre indépendamment et faire en sorte de réduire les incidences néfastes sur l'environnement. Outre ses compétences considérables de recherche et d'analyse, Mme Poku Sam met à profit son expérience personnelle exceptionnelle dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, puisqu'elle a dû transporter de l'eau, chaque jour, sur de longues distances, pour l'usage de sa famille.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative, Harvard

Le problème

On reconnaît maintenant qu'il est essentiel, pour que les projet relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement soient couronnés de succès que la communauté y participe et les gère et que les bénéficiaires soient responsables de l'évolution de ces projets, aient leur mot à dire en la matière et puissent contrôler leur réalisation (Ribot, 2002; Pretty et Ward, 2001; Gross et autres, 2000; Narayan, 1995; McCommun et autres, 1990). La participation des femmes est considérée comme particulièrement importante.

Au Ghana, ce sont traditionnellement les femmes et les enfants qui vont chercher l'eau du ménage, l'utilisent et la gèrent. Lorsque les réseaux d'alimentation en eau tombent en panne, ce sont eux les plus touchés puisque ce sont eux qui doivent effectuer de longs trajets pour aller chercher de l'eau à usage domestique (Wijk-Sijbesma, 1998). Les femmes ont un rôle déterminant à jouer dans la modification des comportements en matière d'hygiène. Toutefois, en dépit des connaissances et de l'expérience des femmes en matière de gestion des ressources en eau, la contribution et le rôle des femmes rurales sont souvent ignorés et il n'est pas fait suffisamment appel à leurs compétences au stade de l'élaboration des politiques relatives à l'eau et à l'assainissement.

Au Ghana, il existe encore un fossé entre hommes et femmes en tant qu'agents du changement et bénéficiaires, dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. La présente recherche s'est donc employée à déterminer comment un examen conscient de l'équité entre les sexes a eu des incidences sur le résultat du projet d'alimentation en eau et d'assainissement de Samari-Nkanta, dans le sud-ouest du Ghana.

Méthode

Des données primaires ont été recueillies dans le cadre d'entretiens du type enquêtes évaluatives menés avec les principales parties prenantes de la communauté. On a utilisé essentiellement les débats des groupes de réflexion, les entretiens de personne à personne (semi structuré ou sans plan préétabli) et on a également analysé les documents du point de vue de l'équité entre les sexes.

En collaboration avec des facilitateurs de la communauté, la chercheuse a sélectionné un échantillon représentatif de membres de la communauté pour les interroger, en utilisant une procédure d'échantillonnage aléatoire selon la méthode des quotas. L'utilisation d'indicateurs ventilés par sexe et d'une analyse des disparités entre les sexes a permis d'obtenir des données pour comparer la situation avant et après le projet dans la communauté et élaborer un profil d'activités selon le sexe.

Au nombre des sources de données secondaires, on trouve les plans stratégiques du projet, les rapports de suivi et d'évaluation, les rapports annuels, les documents relatifs à la politique des ressources humaines suivie par World Vision Ghana ainsi que les manuels formation de la communauté.

Six débats de groupes de réflexion, 50 entretiens individuels et des observations directes ont été utilisés pour réaliser l'enquête. Au nombre des personnes interrogées, on trouvait :

- Des membres du comité de l'eau et de l'assainissement;
- Des bénévoles chargés de l'entretien des pompes;
- Des artisans chargés de construire les latrines;
- Des enseignants;
- Des jeunes (de 18 à 24 ans); et
- D'autres membres de la communauté (hommes et femmes).

Généralités

La communauté dans laquelle s'est déroulé le projet considéré, Samari-Nkwanta, compte environ 650 habitants et se trouve à quelque 373 kilomètres de la capitale du Ghana, Accra. Elle se trouve dans le district Ejura-Sekyedumasi, qui représente 7 % de la région Ashanti et où World Vision Ghana réalise un programme de développement sectoriel. Il s'agit d'une zone rurale, où l'agriculture est la principale source de revenus et occupe 60 % de la population active. Avant le projet d'alimentation en eau, les femmes travaillaient en moyenne 19 heures par jour, contre 12 heures pour les hommes. Pendant la saison sèche, durant laquelle les sources habituelles de la communauté s'asséchaient, les femmes et les jeunes filles devaient marcher entre cinq et sept kilomètres sur des terrains dangereux pour apporter de l'eau et du bois de feu à leur famille, parfois plus d'une fois

par jour. Leur principale source d'eau était décrite comme étant « Aberewa nnko », ce qui veut dire que les vieilles femmes ne peuvent s'y rendre. De nombreuses jeunes filles ont dû également abandonner l'école pour aller chercher de l'eau.

Les programmes communautaires relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement ont été mis au point pour faire face à une grave infestation par le filaire de Médine, présent dans la communauté depuis plusieurs décennies. Au Ghana, le filaire de Médine est présent essentiellement dans les zones éloignées où il y a peu de puits et où l'eau de boisson provient de mares et d'étangs. Le filaire cause des douleurs extrêmement vives et parfois des incapacités permanentes. Ce problème, auquel venaient s'ajouter des difficultés d'accès à l'eau potable dans la région, a suscité la création du projet d'alimentation en eau et d'assainissement de Samari-Nkwanta en 1992 (WVG, 2003).

Suite à une grave sécheresse au Ghana en 1982-1983, World Vision Ghana a chargé la Ghana Water and Sewerage Corporation (rebaptisée Ghana Water Company en 1993) et le Ghana Water Resource and Research Institute d'effectuer une enquête sur l'alimentation en eau dans les communautés où World Vision Ghana opérait. L'enquête de 1984 a indiqué que le manque d'eau potable constituait un important obstacle aux programmes de développement rural de World Vision Ghana. En conséquence, cette organisation a élaboré le projet relatif à l'alimentation en eau des zones rurales du Ghana. Ce projet, qui répondait à l'origine à une optique technologique strictement pragmatique, a évolué pour devenir un projet fondé sur la collectivité, visant à répondre aux besoins de la population et déterminé par la demande. À ce titre, le projet a reconnu qu'il existait une importante corrélation entre l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes, l'atténuation de la pauvreté et la protection des enfants (WVG, 2000).

Dans le cadre du projet relatif à l'alimentation en eau des zones rurales du Ghana, World Vision Ghana a fourni au village de Samari-Nkwanta deux puits forés et équipés de pompes manuelles, deux latrines publiques améliorées à fosse autoventilée et un urinoir. La communauté a constaté que ce projet relatif à l'alimentation en eau et à l'assainissement comportait un élément élevé de participation communautaire et d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et qu'il avait apporté à la population un soulagement considérable dans de nombreux domaines.

Meilleures pratiques

World Vision Ghana a pris plusieurs mesures pour mobiliser les hommes et les femmes de la communauté et leur permettre de prendre leur destin en mains. Ces mesures étaient, entre autres, les suivantes :

- Sensibilisation des membres de la communauté à l'équité entre les sexes;
- Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans tous les aspects du projet;
- Effort conscient pour que femmes et hommes participent aux consultations communautaires et organisation de groupes de réflexion séparés pour les femmes et pour les hommes;

- Représentation égale des femmes et des hommes aux divers comités;
- Promotion de bonnes pratiques d'hygiène et de systèmes d'entretien faciles à utiliser durablement;
- Promotion de l'emploi d'approches décentralisées et participatives par les membres de la communauté;

La place dominante reconnue à l'homme dans certaines communautés musulmanes au Ghana était particulièrement manifeste à Samari-Nkwanta. Les femmes supposaient qu'elles ne devaient pas chercher de nouveaux rôles en tant que gestionnaires des installations d'eau et décourageaient d'autres femmes de le faire, car elles considéraient que ce rôle devait être rempli par les hommes. Toutefois, la décision de World Vision Ghana d'associer délibérément femmes et hommes au forage des puits a incité les membres de la communauté à réévaluer les rôles traditionnellement assignés aux deux sexes. Ceci a été renforcé par le fait que World Vision Ghana a veillé à ce que femmes et hommes soient représentés sur un pied d'égalité au comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement. Les femmes ont également pu accéder dans les mêmes conditions que les hommes aux activités de formation concernant le fonctionnement et l'entretien du réseau d'alimentation en eau et les méthodes d'assainissement écologiques.

Les consultations menées à l'échelon de la communauté ont permis de se rendre compte qu'il fallait construire d'urgence des installations pour la lessive à proximité des puits forés, pour répondre aux besoins des femmes. Traditionnellement, la lessive est faite à la source, ce qui la pollue. En conséquence, il a été décidé de construire spécialement des emplacements pour la lessive à proximité des puits, pour faciliter le lavage des vêtements et améliorer l'assainissement.

Au stade de la planification du projet, les réunions de femmes consacrées à la recherche d'idées ont fait apparaître un besoin critique de lieux d'aisance et d'urinoirs. En l'absence de lieux d'aisance accessibles, il était difficile aux femmes de sortir et de se soulager pendant la saison humide, contrairement aux hommes qui pouvaient aller dans la nature. En conséquence, les femmes étaient davantage motivées à améliorer l'assainissement, ce qui leur donnait la possibilité de s'isoler plus facilement. Les femmes ont également indiqué qu'elles s'occuperaient du nettoyage des toilettes publiques, car elles considéraient qu'il incombait aux femmes d'assurer le bon fonctionnement des installations communautaires d'assainissement.

Pendant la saison sèche, lorsque les sources d'eau habituelles s'asséchaient, les femmes et les jeunes filles devaient marcher plusieurs kilomètres sur un terrain dangereux pour rapporter de l'eau et du bois de feu à leur famille, parfois plus d'une fois par jour. De nombreuses jeunes filles avaient dû abandonner l'école pour aller chercher de l'eau.

En conséquence du forage de puits à proximité des villages, les jeunes filles ont eu davantage de possibilités de suivre un enseignement primaire et les femmes ont pu aller à des cours d'alphabétisation pour adultes. À l'école, un enseignement relatif à l'hygiène est dispensé aux enfants, qui le font connaître à leurs parents et à d'autres membres du ménage. Ceci renforce l'élément éducation du projet relatif à l'assainissement et à l'alimentation en eau dans le cadre des retombées de l'enseignement scolaire. Les femmes

peuvent maintenant consacrer davantage de temps à leur famille. Un homme du village a constaté : « Ma vie de couple s'est améliorée et nos rapports sont devenus plus cordiaux. Nous avons du temps pour d'autres projets de développement économiques ».

Résultats

Promotion de l'égalité entre les sexes

L'intégration consciente d'une démarche d'équité entre les sexes dans le projet relatif à l'alimentation en eau et à l'assainissement et l'utilisation d'une approche participative ont permis d'augmenter d'égalité entre les sexes :

- En passant de la domination des hommes à un partage plus équitable du pouvoir et de la prise de décisions, en particulier dans le Comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement;
- En accroissant la place faite aux femmes et en leur permettant de jouer un rôle d'animatrices, en particulier au Comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement où hommes et femmes ont été incités à choisir leurs propres représentants, dans un souci de transparence et de facilité de contact;
- En prêtant davantage d'attention aux besoins et aux priorités des femmes. Ainsi, le groupe de réflexion des femmes, ayant constaté qu'en raison de leurs responsabilités, les femmes ne pourraient pas assister aux réunions du Comité WATSAN à l'horaire fixé, les hommes ont rapidement rectifié ce problème;
- En augmentant la participation des hommes et des femmes aux décisions concernant l'emplacement des nouveaux puits forés.

Un comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement compte sept membres, trois femmes et quatre hommes. Les groupes d'utilisateurs ont constaté que le comité pouvait être présidé par un homme ou une femme. Les femmes retenues pour des postes pour lesquels elles n'avaient qu'une expérience limitée, voire aucune expérience, par exemple des postes de trésorières, ont reçu une formation de manière à faciliter leur nouveau rôle. Elles ont également reçu une formation en cours d'emploi en tant que personnel d'entretien, techniciennes chargées de l'entretien des pompes et maçons chargés de la construction de latrines. Elles ont toutefois indiqué que la formation ne suffisait pas à résoudre les problèmes qui se posaient. Néanmoins, cinq des huit membres du groupe de réflexion masculin ont estimé que la démarginalisation des femmes dans le cadre du Comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement était une mesure très efficace.

Autres avantages du projet relatif à l'alimentation en eau et de l'assainissement

Emploi du temps et rôle des hommes et des femmes

Les membres de la collectivité ont constaté les modifications ci-après de leur qualité de vie, en conséquence de leur participation au projet :

- Augmentation du temps dont les femmes peuvent disposer (cinq heures de plus par jour), qu'elles consacrent à des activités agricoles, aux soins au ménage ou à d'autres activités productives;

- Développement des activités rémunératrices, et par voie de conséquence moyens de subsistance plus stables, les femmes se livrant à des activités telles que l'élevage d'aulacode (rongeur local), l'apiculture, la culture d'arachides et d'autres microentreprises; et
- Augmentation du nombre des hommes qui aident les femmes à aller chercher l'eau, le nouveau puits étant proche de leur domicile et les femmes devant se rendre au marché pour vendre les produits qu'elles ont fabriqués dans le cadre de leurs nouvelles activités rémunératrices.

Santé et hygiène

Les mesures d'éducation prises dans le cadre du projet et l'accès facile à une source d'eau propre ont eu les conséquences ci-après :

- Éradication du filaire de Médine parmi tout le groupe d'utilisateurs de l'eau;
- Prise de conscience et acceptation accrue du fait que l'élimination du filaire de Médine est directement liée à des pratiques en matière d'hygiène et non pas à des forces surnaturelles;
- Modifications des pratiques en matière d'hygiène des membres de la communauté;
- Emploi de diverses méthodes permettant d'obtenir de l'eau propre (filtrage, ébullition et refroidissement avant boisson);
- Inspection hebdomadaire par des inspecteurs sanitaires, sur invitation de la communauté;

Éducation

Le projet relatif à l'alimentation en eau et de l'assainissement de Samari a également eu pour résultat la création d'une école primaire dans le village en 1993. Les conséquences en ont été les suivantes :

- Augmentation spectaculaire de la participation scolaire des filles : en 2004 on comptait 105 filles sur 201 élèves de l'école primaire (soit 53 % du total), contre 23 filles sur 54 élèves de l'école primaire en 1995 (soit 43 % du total);
- Augmentation de la participation à l'école pour une journée complète, 82 % des enseignants notant que les élèves qui arrivaient à l'école à 11 heures du matin auparavant arrivent maintenant dès 8 heures du matin;
- Augmentation du nombre des élèves de l'enseignement primaire qui prévoient de poursuivre leurs études jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire; d'après des données recueillies dans l'école où un enseignement du premier cycle du secondaire est dispensé, sur 42 élèves, 10 garçons et 13 filles ont indiqué qu'ils souhaitaient poursuivre leurs études.

Accès à l'eau

L'accès de la collectivité à une alimentation en eau fiable tout au long de l'année a également eu les conséquences ci-après :

- Participation vigoureuse de la communauté aux groupes d'utilisateurs de l'eau, et participation financière bénévole substantielle dans tous les groupes d'utilisateurs pour assurer l'entretien des puits forés (la plupart

des personnes interrogées ont indiqué qu'elles étaient disposées à payer les frais d'entretien parce qu'elles pouvaient maintenant participer à des activités rémunératrices);

- Amélioration des pratiques agricoles, en conséquence de la fiabilité de l'accès à l'eau;
- Augmentation de la sécurité des femmes et des jeunes filles;
- Possibilité accrue de s'isoler offerte aux femmes et aux jeunes filles pour leurs besoins naturels et leur toilette.

Histoires vécues

Amina Mohammed a été piquée par un serpent en 1990, alors qu'elle allait chercher de l'eau la nuit.

« C'était la nuit, il était tard et il faisait froid, mais je ne pouvais pas dormir parce qu'il ne me restait plus une goutte d'eau. Préoccupée par cet état de choses, je suis partie avec trois amies, munies de lanternes, pour aller chercher de l'eau dans le lit sec du fleuve où l'on avait creusé des trous pour prélever de l'eau. À moins d'un kilomètre de la maison, j'ai senti une vive piqûre sur mon pied. J'ai crié '*mawuo*' (je suis morte) et baissé ma lanterne immédiatement. J'ai vu un serpent, qui a rapidement disparu dans les buissons, puis une tache de sang là où il m'avait piquée. J'ai eu un coup au cœur et ai été saisie par la crainte '*mawuo*' ai-je crié à nouveau. Mes amies se sont dépêchées de me ramener à la maison, en me portant sur leurs épaules. Tout le village était éveillé. Les chamans m'ont rapidement donné à boire des breuvages. Ils ont fait des incisions sur mes pieds, sur lesquelles ils ont appliqué des plantes. J'ai vomi toute la nuit et me suis lentement rétablie. Je remercie Dieu d'être vivante pour raconter mon histoire et profiter de l'eau fournie par le puits, qui est disponible toute l'année et ne se trouve qu'à 100 mètres de chez moi ».

Margaret Konado, veuve de 60 ans, qui a sept enfants, a raconté ce qui suit :

« Il y a à peu près 14 ans, le manque d'eau était un grave problème. Je dois dire que je baignais mes sept enfants dans le même bassin et dans la même eau à tour de rôle, une fois par semaine. L'eau que j'allais chercher était très sale. Les enfants ont eu des rougeurs sur la peau. Du fait que nous transpirions souvent, nous étions presque toujours attaqués par les abeilles, en particulier au point d'eau. Les enfants avaient le visage enflé pendant des journées entières, avant d'être soignés au moyen de plantes. Faute d'eau potable, nous avons été infectés par le filaire de Médine. Je ne pouvais pas aller à l'exploitation agricole à cause de mes pieds enflés. Je me sentais handicapée et ne pouvait faire aucune activité. L'eau sale décolorait aussi la nourriture. Elle nous rendait malades tout le temps. Maintenant, grâce à l'eau potable disponible, nous nous baignons et nous lavons nos vêtements régulièrement et mes enfants ont l'air en meilleure santé. Nous ne souffrons plus du filaire de Médine.

Enseignements

Les principaux facteurs qui ont contribué au succès du projet sont les suivants :

- Sensibilisation à l'équité entre les sexes et activité des formation et de promotion de la collectivité au début du projet;
- Emploi d'une approche participative, visant consciemment l'inclusion des femmes;
- Promotion active de la participation et de la démarginalisation des membres de la collectivité (en particulier les femmes) à tous les niveaux des prises de décisions concernant l'eau et les pratiques en matière d'hygiène;
- Représentation égale des femmes et des hommes au Comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement et organisation d'une formation en vue d'appuyer leur participation;
- Responsabilité de l'entretien et du fonctionnement du système d'alimentation en eau confiée aux utilisateurs féminins et masculins;
- Sensibilisation aux questions intéressant les femmes et les hommes dans la collectivité.

L'utilisation de cette démarche d'équité entre les sexes et de participation a contribué de manière importante :

- À l'augmentation de la reconnaissance et de la visibilité du rôle des femmes, égal à celui des hommes, dans le Comité de l'alimentation en eau et de l'assainissement, parmi les bénévoles chargés de l'entretien des pompes, les maçons chargés de la construction des latrines et dans la collectivité en général;
- Adhésion réelle des hommes et des femmes membres du village de Samari au projet concernant les ressources en eau et l'assainissement.

La communauté a pu parvenir à ces résultats et assurer un accès plus équitable à une eau potable et propre et à des installations d'assainissement essentiellement parce que le projet a été réalisé dans un climat de coopération et de coordination entre hommes et femmes ainsi qu'entre le Gouvernement ghanéen et World Vision Ghana.

Références

Gross, B., van Wijk, C. and Muckherjee, N., 2001. Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty: A study on Community-managed Water Supply Project in Fifteen Countries. Water and Sanitation Program Report. International Reference Centre on Water and Sanitation (IRC), Delft, The Netherlands.

Lloyd, Cynthia B. and Brandon, Anastasia J., 1991. Women's Role in Maintaining Households: Poverty and Gender Inequality in Ghana. Population Council Research Division Working Paper 25. New York.

McCommon, C., Warner, D. and Yohalen, D., 1990. Community Management of Rural Water Supply and Sanitation Services. UNDP-World Bank, Washington D.C.

Ministère des finances, 2000. Ghana: Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté et évaluation conjointe de ce document par les

fonctionnaires de l'Association internationale de développement et du FMI. IDA/Sec M2000-400. Washington D.C.

Pretty, J., and Ward, H., 2001. Social Capital and the Environment, *World Development* 29 (2): 209- 227.

Quisumbing, A., Haddad, L., and Pena, C., 1995. Gender and Poverty: New Evidence from 10 Developing Countries. FCND discussion paper No. 9. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington, D.C.

Ribot, J. C., 2002. Democratic Decentralization of Natural Resources: Institutionalizing Popular Participation. World Resources Institute, Washington, D.C.

Roberts, P. A., 1988. Rural Women's Access to Labour in West-Africa. In *Patriarchy and Class: African Women in the Home and Workforce*, 97-114. Boulder, Colorado: Westview Press.

Rogers, B., 1980. Women and Men: The Division of Labour. In: *The Domestication of Women, Discrimination in Developing Societies*. London-New York, Tavistock Publications.

Schneiderman Jill S. and Reddock, Rhoda, 2004. Water, Women and Community in Trinidad, West Indies. *Natural Resources Forum*, 28(3): 179-188.

Van Wijk-Sijbesma, Christine, 1998. Gender in Water Resources Management, Water Supply and Sanitation: Roles and Realities Revisited. International Research Centre for Water and Sanitation, Delft, the Netherlands.

Organisation des Nations Unies, Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, 2002. *Gender Mainstreaming: An Overview*, New York.

UNESCO, 2000. Water and Sanitation Project: Best Practice in India at <http://www.unesco.or.id/apgest/pdf/india/india-bp-wa.pdf>, consulté le 4 février 2005.

World Vision Ghana, 2004. Generic Proposal for the Ashanti Area Development Program.

World Vision Ghana, 2003. GRWP Phase III (1995-2003) Final Evaluation Report.

World Vision Ghana, 2000. Gender and Development Strategy Paper.

World Vision, 1990. Training Manual for Community Mobilization.

12. NICARAGUA : L'égalité entre les sexes, condition de l'accès à l'eau et à l'assainissement

Par Magda Lanuza

Mme Lanuza défend l'environnement depuis plus de 11 ans. Actuellement, elle travaille pour obtenir une maîtrise en développement international durable à l'Université Brandeis et a récemment été directrice de recherches au Centre d'étude international de Managua, où sa recherche était axée sur les accords commerciaux macroéconomiques. Elle a également effectué une étude pour l'Agence néerlandaise de coopération internationale au développement sur le cadre nicaraguayen concernant la mise en œuvre d'institutions dans le domaine de l'environnement et a été coordinatrice du Programme de promotion de politiques de l'environnement au Centre Humboldt à Managua pendant quatre ans. Dans ce contexte, son activité était axée sur l'épuisement des ressources naturelles, l'eau, les organismes génétiquement modifiés et les droits de propriété intellectuelle. Mme Lanuza a également été responsable de l'information à Kepa Finland et à la Fondation nicaraguayenne de la conservation et du développement, où elle a plus particulièrement étudié les questions liées au sexe et à l'environnement et à l'éducation en matière d'environnement. Dans le cadre de son activité communautaire, elle a été coordonnatrice d'un réseau de peuples autochtones et d'organisations locales étudiant les activités de prospection pétrolière et d'un étude de faisabilité concernant un transport urbain viable à Managua. Elle siège au Conseil d'administration de l'ONG Foral : Forging Alliances et a fondé l'ONG Daughters and Sons of the Corn.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative, féministe, Harvard

Le problème

À la fin de 1998, l'ouragan Mitch a frappé le Nicaragua, causant plus de 4 000 morts. Les départements de Leon et de Chinandega, situés au Nord-Est du pays ont été les plus touchés et montrent encore aujourd'hui les signes de cette tragédie. En 1999, les communautés rurales de cette région connaissaient une double tragédie : une période de sécheresse (caractéristique de la région) et une contamination élevée des rares sources d'eau.

Dans les collectivités situées dans cette région, le transport, l'utilisation et la gestion des ressources en eau ainsi que les activités relatives à l'assainissement incombaient aux femmes et aux enfants. Pendant cette période, il n'existait aucun mécanisme susceptible de faciliter l'équité entre les sexes dans la réalisation de ces tâches et l'on ne reconnaissait pas non plus sur le plan social les problèmes que les femmes et les enfants rencontraient lorsqu'ils réalisaient ces activités.

Suite aux incidences humaines et écologiques de l'ouragan Mitch et aux pertes qu'il a entraînées, plusieurs programmes institutionnels ont été créés et élargis dans la zone. CARE-Leon avait déjà des connaissances en matière d'alimentation en eau et d'assainissement et d'éducation en matière de santé, suite à la mise en œuvre d'un projet antérieur concernant l'eau potable, les latrines et l'assainissement (PALESA I) de 1995 à 1998. Au début de 1999, le

programme relatif à l'eau et à l'assainissement (AGUASAN) de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (COSUDE) a entrepris un partenariat avec le Bureau de Leon de CARE International au Nicaragua, pour réaliser le projet PALESA II, dans l'objectif d'améliorer l'alimentation en eau et l'assainissement pour les 10 000 personnes qui vivent dans les 45 communautés de ces deux départements nicaraguayens. Le Programme AGUASAN de la COSUDE a d'abord participé à la mise en œuvre du projet PALESA II de 1999 à 2001 puis à celle du projet PALESA III entre 2002 et 2003.

Dans le cadre de ce projet, la CASUDE-AGUASAN et CARE-Leon étaient attachés à l'égalité entre les sexes, qu'ils estimaient être une priorité pour atteindre l'objectif principal du projet, améliorer la qualité de vie de la population rurale. L'égalité entre les sexes était considérée comme une priorité pour assurer la participation de la collectivité et la viabilité du projet.

Méthode suivie

Les variables ci-après ont été identifiées dans l'étude de cas : accès à l'eau; situation sanitaire des zones rurales; viabilité des réseaux d'alimentation en eau, une fois que les organismes donateurs auraient quitté les lieux.

On a recouru à des sources primaires et secondaires d'information et les données ont été ventilées par sexe. Les principaux descriptifs des projets PALESA II et III et du projet AGUASAN ont été étudiés et une attention particulière a été accordée aux documents traitant de l'équité entre les sexes. Des entretiens individuels ont également été réalisés avec des membres des comités de l'eau et de l'assainissement des communautés, le personnel du projet et les organismes donateurs. Un groupe de réflexion a également été constitué et il a été tenu compte des expériences personnelles.

Pour cette étude de cas, la recherche a été effectuée dans cinq communautés rurales qui ont participé au projet.

Généralités

Au Nicaragua, 43 % de la population vit dans les zones rurales et seulement 46 % de ce groupe peut accéder à l'eau potable et à l'assainissement. Les départements du Leon et du Chinendega contiennent d'importantes sources d'eau souterraine, toutefois, la population et les pouvoirs publics locaux soulignent que la pénurie d'eau constitue un problème important. Ce problème a été aggravé par la croissance de la population et la détérioration de l'environnement en conséquence de cultures agricoles industrielles, en plus de la contamination accrue de toutes les sources d'eau du fait de l'ouragan Mitch.

Plusieurs programmes institutionnels ont été créés et élargis dans la zone, pour faire face aux conséquences humaines et environnementales de l'ouragan Mitch et aux pertes causées par celui-ci. CARE-Leon disposait déjà de connaissances en matière d'eau et d'assainissement et d'éducation en matière de santé, suite à l'exécution de son projet PALESA I, de 1995 à 1998.

En 1995, CODUSE-AGUASAN et CARE-Leon ont étudié leurs politiques institutionnelles concernant l'équité entre les sexes. Pendant la mise en

œuvre du projet PALESA II, les pratiques institutionnelles, les approches et les politiques des deux organismes concernant l'équité entre les sexes ont été les fondements de l'application des méthodes dans les communautés visées par le projet.

Meilleures pratiques

La fusion des politiques d'équité entre les sexes d'AGUASAN et de l'optique suivie par CARE en matière d'équité entre les sexes a incité ces deux organismes à œuvrer de concert et à compléter mutuellement leurs pratiques institutionnelles ce qui a permis d'obtenir d'excellents résultats de projets. Le projet AGUASAN sélectionne des membres et du personnel de contrepartie qui sont intéressés par une démarche d'équité entre les sexes, disponibles et capables d'assurer son intégration alors que l'équipe du projet CARE-Leon a acquis de l'expérience en la matière.

Dès le début du projet, il a été fait explicitement état à titre d'objectif principal de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Chaque élément du projet a comporté des sous-éléments qui ont accru à long terme la viabilité générale du projet.

L'équipe du projet a assuré l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes pendant toute la durée du projet. Le personnel recruté se composait d'hommes et de femmes, ce qui offrait une égalité des chances. Une femme a joué le rôle de coordinatrice dans le domaine social. Elle avait l'expérience des questions d'équité entre les sexes et supervisait les éléments formation et éducation du projet. Un programme interne de recyclage en matière d'éducation et d'administration, destiné aux 1 300 participants de la collectivité ainsi qu'au personnel a été réalisé, pour rectifier les inégalités manifestes selon le sexe dans la région. Des activités supplémentaires, comme un cours de conduite de motocyclettes, destiné à un groupe d'élèves mixtes, a permis d'intégrer une démarche d'équité entre les sexes parmi le personnel du projet.

L'approbation du projet était fonction d'une évaluation des besoins comportant une démarche d'équité entre les sexes. Ceci a permis de déterminer les besoins et la demande de services dans les communautés et parmi le personnel.

La méthode utilisée pour assurer la participation des femmes et des hommes à la prise de décisions a tenu compte des moyens de les atteindre. D'après les membres de la communauté, les agents qui leur ont rendu visite ne faisaient pas de différence selon le sexe des personnes. Toutefois, une participante a reconnu qu'elle se sentait plus à l'aise avec un agent femme mais a ajouté qu'il n'y avait pas de différence dans les faits lorsqu'elle avait à faire à un agent mâle.

Les agents, hommes et femmes, vivent dans la communauté trois jours chaque semaine pour obtenir la confiance de tous les membres de la communauté. Des invitations à l'Assemblée communautaire, réunion communautaire gérée démocratiquement et convoquée traditionnellement par les agents locaux ont été adressées par secteur et les agents ont attendu pour

les distribuer les heures où les hommes étaient de retour à la maison, généralement dans l'après-midi.

Les agents, hommes et femmes ont consigné les inégalités selon le sexe qu'ils ont constatées en matière d'utilisation, de transport et de gestion de l'eau. La division des tâches, la conjoncture et les rôles assignés aux sexes expliquent la disparité entre les deux principales utilisations de l'eau décrites par les hommes et les 11 utilisations décrites par les femmes.

Un atelier de sensibilisation à l'équité entre les sexes a été lancé pour enseigner aux hommes et aux femmes l'importance de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la planification, l'organisation, la direction, la construction et l'administration des réseaux d'alimentation en eau. Après trois sessions (une destinée uniquement aux femmes, une autre destinée uniquement aux hommes et une destinée aux deux sexes), la manière dont les hommes concevaient l'utilisation de l'eau potable et l'assainissement a changé. En conséquence, plus de 85 % des 687 participants hommes ont compris que des puits creusés à la main peuvent ne pas être des sources sûres d'eau potable. Lorsqu'ils sont parvenus à cette conclusion, ils ont également accepté que la solution offerte par le projet, à savoir des adductions d'eau, serait avantageuse pour la communauté tout entière, hommes et femmes.

Au début, les hommes et les femmes bénéficiaires ont pensé que la durée du projet de construction d'un réseau d'alimentation en eau, soit trois ans, était trop longue. Toutefois, ils ont reconnu ultérieurement que ce délai était nécessaire pour promouvoir la participation égale des hommes et des femmes, dès le début, à la viabilité de la gestion du réseau.

On a constaté que la participation des femmes de tous âges était plus élevée que celle des hommes dans l'Assemblée de Nuevo Belen : les femmes représentaient 65 % des 93 participants. Ceci, conjointement au fait qu'elles faisaient connaître facilement leurs commentaires au sujet des propositions et des préoccupations du projet a démontré que les femmes assumaient leurs tâches de gestion de cette ressource.

Bien que les hommes aient été majoritaires aux premières réunions (70 %) ce sont essentiellement les femmes qui ont développé les comités de l'eau et de l'assainissement; elles ont continué à participer à leurs travaux pendant la réalisation du projet. Les comités ont organisé et animé la communauté avant et après la construction des réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement. En conséquence de leur participation régulière, les femmes ont obtenu plus de 70 % des postes dans des comités, en qualité de coordinatrices, vice-coordinatrices, administratrices financières et occupé d'autres postes précédemment pourvus par des hommes.

La participation des femmes aux activités de formation, au fonctionnement et à l'entretien des 276 ouvrages construits dans le cadre du projet PALESA II a été encouragée, ce qui a permis d'obtenir un taux de participation de femmes de 37 % (21 des 57 agents étaient des femmes), et ce bien que les hommes aient estimé à l'origine qu'il s'agissait d'un travail d'hommes (machisme).

Pendant la deuxième année, les agents hommes et femmes ont modifié la planification, pour tenir compte de la participation accrue des femmes à la

construction de latrines et d'adductions d'eau. Ainsi, certains des travaux de construction ont été réalisés essentiellement par des femmes, comme par exemple les réservoirs d'eau en ciment dans les ménages (*pilas*).

Résultats

La formation à l'équité entre les sexes et les niveaux de sensibilisation atteints grâce aux efforts du personnel du projet PALESA, avec l'appui d'AGUSAN ont été des facteurs de dynamisme dans les communications et les interactions des agents.

L'évaluation des besoins de la collectivité fondée sur une démarche d'équité entre les sexes a contribué au fait que les hommes acceptent que la construction de réseau d'alimentation en eau soit une nécessité et ne la considèrent pas comme un luxe et une dépense frivole. Les hommes ont continué à pouvoir s'exprimer dans la communauté, mais il s'est avéré que la communauté préfère que les femmes animent les comités de l'assainissement et de l'eau.

Les ateliers conduits pour les hommes et femmes en 2001 et 2002 ont permis d'assurer une participation accrue des femmes (56 %). D'après certaines femmes, ainsi que le personnel du PALESA, les débats sur le rôle et les perceptions des hommes et des femmes, la confiance en soi, l'identité, les droits et les responsabilités ont été directement profitables pour les femmes. Toutefois, ils ont également fait évoluer les conceptions des hommes concernant la gestion et l'utilisation de l'eau.

La méthodologie utilisée pour l'élément éducation et formation a permis d'accroître les connaissances et les informations dont disposaient les femmes vivant dans les zones rurales, qui étaient précédemment désavantagées. Une fois les réseaux d'alimentation en eau installés, les animatrices femmes sont passées à d'autres initiatives.

Histoires vécues

Miriam Antonia Norori, électricienne, Coordinatrice du Comité de l'eau et de l'assainissement de San Benito Uno, Chinandega

« L'un des succès les plus évidents est l'amélioration de la qualité de la vie de la population. D'après les données fournies par le Comité, les cas de diarrhée ont diminué de 50 % en un an. Mon projet communautaire est un modèle, non seulement parce que chaque ménage peut accéder à l'eau potable et à l'assainissement, mais aussi en raison de ses éléments éducation. Maintenant, une femme comme moi peut jouer un rôle déterminant en continuant à former d'autres femmes pour qu'elles participent à l'entretien d'un réseau d'alimentation en eau aussi important que le nôtre. Il est donc certain que le réseau pourra être réparé avec la participation des hommes et des femmes, sans que l'on ait à dépenser pour recruter des ouvriers qualifiés ».

Marlene Olivás a été élue présidente du Comité de l'eau et de l'assainissement de Nuevo Belen, communauté rurale où vivent des personnes déplacées en conséquence de l'ouragan Mitch.

« Je n'avais jamais occupé auparavant des tâches d'animatrice dans ma collectivité mais j'ai été élue présidente du Comité pour un mandat de cinq ans. Le meilleur résultat du projet a été que les gens puissent exercer leurs droits à l'eau et à l'assainissement, mais j'apprécie hautement d'avoir eu la possibilité d'étudier les problèmes d'équité entre les sexes, car ceci m'a poussé à devenir une animatrice. C'est moi qui suis chargée de percevoir les versements mensuels de chaque ménage (trois dollars au maximum). Toutefois, de nombreuses familles ne peuvent verser ce montant intégralement chaque mois, en raison du chômage. Dans ce cas, j'ai conçu un plan de paiement accessible ».

Conclusion

Il a été possible d'améliorer la qualité de la vie dans différentes communautés rurales où les projets PALESA II et III ont permis la création de réseaux d'alimentation en eau. Il a été possible de construire ces réseaux dans une large mesure grâce à l'attachement personnel de divers agents.

Le succès de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans l'accès à l'eau et à l'assainissement, et l'utilisation et de la gestion de l'eau et de l'assainissement dans le cadre du projet est la conséquence des pratiques institutionnelles et des méthodes spécifiques élaborées, qui ont eu des incidences positives sur les communautés rurales. La fusion et la coordination des démarches et des politiques d'équité entre les sexes des deux organismes a permis de renforcer l'objectif du projet, à savoir fournir un accès équitable sur une base participative à l'eau dans les communautés rurales. Par ailleurs, l'attachement de la Directrice de projet de Leon et de la Coordinatrice dans le domaine social, conjointement avec la formation et les connaissances des agents hommes et femmes ait contribué à la réalisation de cet objectif.

La sensibilisation d'une partie importante de la population, notamment des femmes rurales, a permis la participation importante des femmes jeunes, mûres et âgées, y compris des mères chargées de nombreuses responsabilités, à divers cycles du projet. Ce sont les femmes qui décrivent le plus les avantages d'une adduction d'eau, et notamment les gains de temps et l'hygiène qui n'existait pas avant. Les femmes apprécient également la communication et la coordination actuelles avec leurs partenaires et au sein de la communauté dans son ensemble.

L'investissement en matière de formation a démontré qu'il est important d'insérer un élément d'éducation dans les projets relatifs à l'eau. Cet élément a permis une modification des attitudes, en particulier parmi les hommes, qui considèrent désormais l'eau comme une nécessité vitale. Ils ont reconnu que l'accès à l'eau est un droit de la personne et que tous, hommes, femmes et enfants pourraient exercer ce droit dans l'égalité des chances.

Références

AGUASAN, 2002. Water for a better life. Managua. COSUDE.

AGUASAN, COSUDE and ENACAL, 2002. Gender Community Work Guide. Managua. AGUASAN.

Social Promotional Area, CARE-Leon, 2002 Methodological Gender Design.

CARE-Leon, 2000. San Benito Community Assembly Record, PALESA II Project.

CARE-Leon, 2001a. Training activities record. Various documents. PALESA II.

CARE-Leon, 2001b. Approved project proposal.

CARE-Leon, 2003. Rio Chiquito Arriba's community record. PALESA II.

CARE-Leon and COSUDE, 1999. Phase operative plan, PALESA III.

CARE-Leon and COSUDE, 2001. PALESA III project. Annual Operative Plan.

CARE-Leon, COSUDE and ENACAL, 1999. PALESA II project. Annual Operative Plan.

Castillo, Ronald, 2001. Final Report - PALESA II project. Leon, CARE -- Nicaragua.

Castillo, Ronald, 2004. Final Report - PALESA III project. Leon, CARE -- Nicaragua.

Commission du développement durable, 2005. A Gender Perspective on Water and Sanitation. New York, United Nations, DESA/DSD/2005/2.

COSUDE, 2002. Treatment and Water Program, Nicaragua. COSUDE.

COSUDE, 2002. Systematization of the incorporation process of the gender perspective into the COSUDE's AGUSAN program, Managua.

New Bethlehem Community, Leon, 2005. Water Committee Assembly Report, 1 March 2005.

Nigam, Ashok and Rasheed, Sadig, 1998. Financing Fresh Water for All: A Rights-Based Approach. New York, UNICEF.

Water Committee, Nuevo Belen, 2002. General administrative power in favour of Jeremy Vicdalia.

13. INDE: Une communauté, de l'aliénation à l'autonomie - intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans un projet relatif à l'assainissement

Par Berna Ignatius Victor

Mme Ignatius Victor travaille dans le secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement en tant que responsable de projet et éducatrice en matière d'hygiène à WaterAid, ONG internationale. Elle est spécialisée dans la gestion et la mise en œuvre de programmes d'éducation communautaire relatifs à l'hygiène à l'intention de membres de collectivités, de membres de WaterAid et de personnel associé. La plupart de son travail concerne l'école et le village. Elle opère dans des milieux urbains et ruraux et a réalisé des recherches sur l'incidence des programmes sur la lutte contre la diarrhée dans une population infantile vivant dans des taudis. Elle a également été assistante sociale et œuvre en qualité de conseillère en matière de toxicomanie et enseignante pour des malvoyants et des personnes ayant des problèmes d'apprentissage. Elle a également participé à des activités sur le terrain concernant les enfants des rues et a été coordinatrice de district à l'occasion d'une campagne d'alphabétisation. Mme Ignatius Victor est titulaire d'un maîtrise en rééducation et réinsertion.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Enquête évaluative

Introduction

En Inde, seulement 43 % de la population urbaine a accès à un assainissement de base. Dans les taudis à faible revenu, 15 % des ménages disposent de leur propre lieu d'aisance et 21 % ont accès à des lieux d'aisance communautaires. Les lieux d'aisance communautaires, pour lesquels aucun système de gestion n'a été établi, ne sont pas bien entretenus.

La présente étude décrit le projet d'assainissement communautaire réalisé par l'ONG Gramalaya dans huit bidonvilles du district de Tiruchirapalli (également dénommé Trichy town) dans l'État de Tamil Nadu, au sud de l'Inde. Ce projet a concerné la constitution de groupes d'entraide féminins, la construction et la réfection de réseaux d'assainissement communautaires et la création d'un système de gestion des installations communautaires d'assainissement par les femmes. C'est un exemple remarquable de projet d'assainissement urbain dont le succès est largement dû à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes.

Méthodologie

La chercheuse a recueilli des données primaires au moyen de listes de points à vérifier, questionnaires, discussions de groupes de réflexion et d'entretiens avec les hommes, les femmes et les enfants de la zone ciblée (zone du projet) ainsi qu'avec le personnel de l'ONG Gramalaya. Elle a également étudié des données concernant les stades initiaux et ultérieurs des projets, réalisé des études de base deux fois pendant la durée du projet et examiné divers descriptifs de projets fournis par Gramalaya.

Généralités

Problèmes sociaux et problèmes d'équité entre les sexes

Les bidonvilles sont la conséquence d'un échec des politiques, d'une gouvernance inefficace, de la corruption, ainsi que d'une réglementation inadaptée, auxquels s'adjoint une absence fondamentale de volonté politique. Le projet à l'examen a résolu efficacement plusieurs de ces problèmes.

Dans les deux principales villes de district de Tiruchirapalli, Tiriuchi et Srirangam, on comptait 155 et 136 bidonvilles respectivement, abritant au total plus de 115 000 personnes².

Les gens vivant dans les taudis étaient typiquement travailleurs journaliers ou domestiques, les femmes étant essentiellement domestiques et femmes au foyer. Nombre d'entre eux appartenaient à la caste la plus basse (*Harijan*) et vivaient séparés d'une société qui les considère impurs. En raison de leur manque d'éducation, les habitants des taudis ont souvent été exploités par des personnes de l'extérieur, ce qui explique qu'ils sont méfiants envers les personnes qui ne vivent pas dans les taudis.

L'état d'esprit dominant dans les bidonvilles se caractérisait par un esprit de division, l'ignorance du monde extérieur et un sentiment d'aliénation de la société. Les habitants des bidonvilles ne s'intéressaient nullement à la vie et rester en vie constitue une bataille quotidienne, dans la pauvreté et les vices connexes. L'alcoolisme était endémique parmi les hommes car il n'existait guère d'incitations à dépenser leur revenu à autre chose qu'à l'achat d'alcool. Les résidents des taudis détestaient leur milieu et leur situation et ne pouvaient pas accéder à des possibilités qui leur permettraient de sortir de leur misère.

Les croyances dominantes concernant les sexes disposaient que les femmes devaient obéir à leur mari implicitement et faire quasiment office d'esclave. Ce machisme était manifeste, les femmes interrogées hésitant même à mentionner le nom de leur mari. Le peu de pouvoir qu'elles avaient consistait à gérer la famille avec de l'argent que leur mari choisissait de leur donner.

Il n'y avait pas de communication entre les pouvoirs publics et les habitants des taudis. Les hommes avaient certains rapports avec les personnes de l'extérieur mais les femmes n'étaient pas au courant des services et programmes publics, mis à part le fait qu'elles devaient voter lors des élections. Les femmes avaient peur de rencontrer les fonctionnaires de l'État, les rares fois où ils se rendaient dans les bidonvilles. Elles n'étaient jamais entrées dans une banque, parce qu'elles pensaient que cela incombait aux hommes.

Problèmes en matière d'eau et d'assainissement

Les huit bidonvilles disposaient de six latrines communautaires sèches, où les déchets humains tombaient dans une fosse ouverte. Il existait également deux latrines dotées de fosses septiques construites par la société municipale.

² See S.Damodaran, D., Executive Director Gramalaya, 2001. Sanitation promotion through poor urban women.
<http://www.worldtoilet.org/articles/wts2001/Sanitation%20Promotion%20Through%20Poor%20Urban%20Women.pdf>.

Toutefois, il était impossible d'utiliser ces latrines en raison de l'entretien médiocre de toute infrastructure municipale construite avant avril 1999.

De plus, les résidents ne réagissaient pas au manque d'eau potable et d'installations d'évacuation. Pendant des décennies, ils s'étaient servi de lieux d'aisance en mauvais état, ou de la chaussée ou d'écoulements situés devant leur maison pour effectuer leurs besoins. Ils acceptaient généralement ce mode de vie, malgré sa dureté.

Les femmes se pinçaient le nez avec un bout de leur sari pour échapper à la puanteur mais elles n'avaient pas d'autre choix que de continuer à utiliser les fosses. Pour éviter d'être embarrassées, elles se couvraient le visage lorsqu'elles faisaient leurs besoins ou attendaient l'aube ou le crépuscule pour ne pas être remarquées. Elles trouvaient préférable de trouver un petit morceau de terrain pour se soulager et utilisaient ce petit endroit à plusieurs reprises.

Les agents sanitaires, hommes et femmes, appartenant aux castes les plus basses recueillaient les déchets humains des fosses et les balayaient de côté, créant ainsi un tas énorme de déchets humains, qui était dangereux pour la santé communautaire. La ville ne disposait pas d'évacuation souterraine, de telle sorte que les pluies déplaçaient les déchets qui flottaient dans la communauté. Ces eaux usées entraient souvent dans les foyers. L'accumulation de déchets bloquait également les installations de latrines, qui auraient dû être nettoyées par des organismes publics, ce qui n'était pas le cas en pratique.

La pratique actuelle des pouvoirs publics consistait à charger des sociétés de transporter les déchets et d'effectuer les travaux de construction connexes, sans consulter les membres des communautés. Faute de supervision, les travaux n'étaient pas terminés et dans un cas, les sous-traitants avaient fermé à clé les nouveaux lieux d'aisance et ne les avaient pas ouverts pendant deux ans.

Les femmes de Viragupettai ont indiqué que, du fait de l'absence d'entretien des latrines, les vers se multipliaient et on pouvait les trouver à proximité des robinets d'eau et même à l'intérieur des murs des maisons. Toutes les femmes pâtissaient de l'assainissement médiocre et de l'eau contaminée, ce qui entraînait des maladies, augmentant leurs dépenses médicales.

La communauté était alimentée en eau potable fournie par camion citerne mais il y avait des déperditions considérables ainsi que des luttes pour obtenir de l'eau.

Les dirigeants hommes de la communauté se satisfaisaient de leur existence quotidienne et ne prenaient pas de mesures pour améliorer les installations. Les demandes d'amélioration des services adressées aux pouvoirs publics n'ont servi à rien jusqu'à ce qu'ils s'associent à l'ONG Gramalaya.

Participation des parties prenantes

Pour résoudre ce problème, en 2000, les pouvoirs publics chargés des affaires urbaines dans le district de Tiruchiapalli ont proposé d'associer les ONG à leur action pour favoriser la participation des habitants et démarginaliser les femmes dans le cadre du Programme Namakku Name Thittam (par nous pour

nous-mêmes). Gramalaya et deux autres ONG ont élaboré le projet, avec un financement de WaterAid. Ce financement a permis au projet de desservir 25 bidonvilles dans diverses communautés, sous la conduite du percepteur du district et du commissaire de la municipalité. À Gramalaya, huit taudis ont bénéficié du projet.

L'ONG Gramalaya avait acquis une expérience en matière de projets relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans des zones rurales et avait collaboré avec des groupes de femmes à des activités de diffusion et de modification des comportements. Le projet prévoyait les éléments ci-après :

- Constituer des groupes d'entraide féminins, mécanismes essentiels de mobilisation des collectivités et de gestion de l'assainissement;
- Utiliser les groupes d'entraide pour créer un mécanisme d'épargne et de crédit concernant le projet;
- Transformer les fosses communes en terre sèche en latrines à garde d'eau;
- Installer des lieux d'aisance individuels bon marché;
- Installer des systèmes d'évacuation souterrains et des poubelles pour évacuer les déchets solides;
- Construire des installations d'eau potable;
- Dispenser une formation aux mécaniciens et aux maçons locaux;
- Dispenser aux groupes de femmes une formation à la comptabilité, à l'accession aux crédits et aux services publics;
- Fournir des orientations à la famille.

WaterAid a financé les dépenses de matériel et d'installation, Gramalaya étant responsable des éléments renforcement des capacités et mobilisation de la communauté. Les pouvoirs publics ont fourni les terrains, l'électricité, l'alimentation en eau ainsi que des prêts aux membres de la communauté.

Meilleures pratiques

Faciliter le changement

Les activités initiales du personnel du projet ont été lentes et difficiles. Comme on les avait laissés tomber par le passé, les membres de la communauté répugnaient à faire confiance à l'action des pouvoirs publics, des politiciens et des ONG. Gramalaya a collaboré avec la collectivité pour modifier cette situation en suivant le modèle de projet précité et en prenant les mesures ci-après :

- Démolir les vieilles structures, nettoyer les débris et les déchets humains, de telle sorte que la communauté a repris espoir;
- Constituer le premier groupe d'entraide composé de 20 femmes. Ces femmes ont versé des sommes pour constituer un compte d'épargne pour appuyer le projet, ce qui leur a donné davantage confiance en elles-mêmes puisqu'elles ont pu accéder au crédit et fixer leur propre taux d'intérêt;
- Convaincre les hommes d'appuyer les femmes dans leurs nouveaux rôles, après leur résistance initiale;
- Fournir un appui quotidien aux femmes et avoir des rapports avec celles-ci, pour renforcer leur récente confiance en elles-mêmes;

- Confier l'entière responsabilité de la collecte et de la distribution de l'épargne aux femmes, après la constitution de chaque groupe;
- Encourager les nouvelles activités de démarrage des groupes en matière d'épargne et d'interaction sociale.

Entretien du complexe sanitaire

Ila été décidé, après discussion, de mettre en place un système de paiement comptant, ce qui a été essentiel pour l'entretien des installations. Il a été convenu que chaque personne paierait une demi roupie (0,01 dollar É.-U.) chaque fois qu'elle utiliserait les toilettes et que chaque membre du groupe nettoierait le toilettes à tour de rôle, de telle sorte qu'il y aurait du personnel jour et nuit dans le toilettes. Les femmes sont accompagnées par leurs maris pendant les équipes de nuit. Des jetons sont fournis avant utilisation, ce qui facilite la comptabilité et permet de contrôler le nombre d'usagers.

Les femmes ont également mis en place un système d'entretien dans le cadre duquel hommes et femmes nettoient les installations à tour de rôle deux fois par jour. Ce système a grandement amélioré l'hygiène dans les installations.

Résultats

Le projet a eu des résultats remarquables à des niveaux multiples.

Démarginalisation des femmes

- Les femmes ont acquis des compétences professionnelles, concernant notamment la réparation des pompes manuelles;
- Les femmes s'occupent des budgets familial et communautaire et peuvent tenir à jour les comptes du groupe d'entraide avec transparence et exactitude;
- Les femmes sont maintenant en mesure de prendre des décisions concernant l'eau et l'assainissement;
- Les femmes ont davantage d'intimité et peuvent accéder à des installations propres;
- Les hommes considèrent leurs épouses avec respect et admiration;
- Les femmes ont davantage confiance en elles-mêmes;
- Les groupes de femmes se sont tellement multipliés qu'ils ont constitué une fédération à l'échelon de la ville, Ezhil Iyakkam, chargée d'œuvrer pour améliorer la qualité de la vie dans les taudis;
- Le succès du projet a attiré des visiteurs venant de toutes les régions, et le travail des femmes a été apprécié à sa juste valeur;
- En conséquence des acquis des femmes dans la zone du projet, les femmes vivant dans les taudis de l'État d'Orissa ont entrepris une initiative analogue.

Participation des hommes

À l'origine, les hommes d'opposaient à la démarginalisation des femmes. Ils ont demandé au personnel de Gramalaya pourquoi on accordait autant d'importance aux femmes et on négligeait une aide pour la constitution de groupes d'hommes. Ce problème a été aggravé par le fait que les politiciens locaux suscitaient des conflits entre les groupes d'hommes et de femmes de manière à obtenir des voix lors d'élections futures. Ils supposaient qu'il leur serait plus difficile d'obtenir des voix une fois que les membres de la collectivité seraient mieux au fait des problèmes et auraient acquis des

compétences en conséquence des activités de renforcement des capacités et de démarginalisation fournies par l'ONG. Toutefois, grâce à l'intervention du personnel de Gramalaya, les hommes ont graduellement changé d'attitude pour faire preuve de coopération. Grâce aux réunions organisées par Gramalaya les hommes ont mieux compris que ce programme donnait de l'importance au rôle des femmes et servait à promouvoir leur condition, ce qui était profitable pour leurs propres épouses, mères et sœurs. Les hommes ont également changé leur manière de voir lorsqu'ils ont commencé à se rendre compte des avantages liés à l'activité des groupes de femmes. À la fin, ils ont commencé à travailler comme bénévoles pour nettoyer les débris et pour d'autres travaux; ils se sont rendus compte que les femmes pouvaient résoudre de nombreux problèmes et ont même encouragé les épouses et les femmes de leur famille à participer au projet.

Revenu des toilettes payantes

Un état des dépenses de 2002 a montré qu'un complexe d'assainissement public de 20 toilettes permettait d'obtenir un revenu d'environ 365 000 roupies (soit 8 000 dollars É.-U. en 2000) en un an, avec quelque 730 000 utilisations payées, à 0,5 roupie par utilisation. Trente-neuf pour cent de ces recettes ont servi à l'entretien du complexe et 61 % aux activités de développement communautaire.

Développement communautaire réalisé par les femmes

Les recettes des complexes d'assainissement ont servi à diverses activités dont :

- La rénovation des pompes manuelles des puits forés et les réparations des robinets publics;
- La construction d'une nouvelle salle communautaire, d'un puits et d'une installation d'évacuation;
- Les travaux de rénovation des lieux d'aisance;
- L'entretien du complexe sanitaire;
- Des prêts à des taudis voisins aux fins de la construction de lieux d'aisance;
- L'exploitation d'un centre informatique;
- Des activités sociales, telles que la célébration de la journée de l'eau et de la journée des femmes;
- Des services spéciaux pour les adolescentes, de l'artisanat et de petites boutiques;
- Des prêts à des fins éducatives et à d'autres fins.

Fabrication de compost, assainissement et activités génératrices de revenus

La Fédération Ezhil Iyakkam a débattu de ce qu'il convenait de faire des légumes humides et pourris qui provenaient du marché voisin et qui étaient jetés dans les latrines communautaires. Le Gramalaya a cherché à obtenir une formation extérieure et a transformé ces déchets en une ressource, en apprenant aux femmes comment fabriquer du compost. Maintenant, les femmes d'un des taudis fabriquent du compost, qu'elles peuvent vendre à bon prix.

Création d'un complexe novateur de lieux d'aisance destinés aux enfants

Les groupes de femmes se sont rendu compte du fait que les taudis ne seraient jamais propres si les enfants n'utilisaient pas les lieux d'aisance.

Une des femmes a constaté que « comme nos enfants sont habitués à faire leurs besoins dans le réseau d'évacuation des eaux, il nous faudrait un genre de toilettes à la turque ». Ceci a abouti à l'invention de lieux d'aisance adaptés aux enfants. À l'heure actuelle, environ 230 enfants utilisent des installations destinées aux enfants, construites par la communauté, dans lesquelles les toilettes des garçons et celles des filles sont séparées par un mur. L'utilisation de lieux d'aisance par les enfants a été un grand pas en avant en matière d'assainissement dans la communauté. Les lieux d'aisance des enfants sont gratuits et les groupes de femmes les nettoient.

Installations d'assainissement améliorées

Il y a à l'heure actuelle environ 201 toilettes équipées de chasses d'eau (104 pour les hommes et 97 pour les femmes). Auparavant, il n'y avait que 90 toilettes dont les sièges étaient cassés et qui étaient utilisés par 5 817 personnes. Maintenant, il n'est plus nécessaire de vider les fosses septiques car les nouvelles toilettes sont toutes reliées au réseau d'évacuation souterrain public, récemment créé et agrandi. En moyenne, le nouveau complexe d'assainissement est utilisé par 900 personnes chaque jour.

Évolution des comportements en matière d'hygiène

Les modifications ci-après du comportement en matière d'hygiène ont été confirmées par une comparaison des données de base au début du projet et à mi-parcours (1999 et 2001 respectivement).

<i>Comportement en matière d'hygiène</i>	<i>Avant (en pourcentage)</i>	<i>À mi-parcours (en pourcentage)</i>
Tremper les mains dans le conteneur	70	26
Se laver les mains après être allé aux toilettes sans produit de lavage	75	2
Propriété et utilisation de toilettes dans le foyer	8 (évacuation non sanitaire)	22 (évacuation sanitaire)
Pourcentage de personnes utilisant des toilettes communautaires	40 (installations endommagées)	64 - installations nouvelles ou renouvelées
Enfants malades de diarrhée	73	10
Pourcentage d'enfants utilisant les toilettes	0 (100 % se soulageaient en plein air)	90
Pourcentage du revenu familial mensuel affecté aux dépenses médicales	36	4

Enseignements

Le succès de ce projet intégré relatif à l'alimentation en eau et à l'assainissement est imputable aux facteurs ci-après :

- Accent mis sur la démarginalisation des femmes, y compris constitution de groupes d'entraide féminins et gestion d'un programme connexe d'épargne et de crédit par les femmes;

- Entretiens ouverts avec les membres masculins de la communauté concernant les avantages d'une démarginalisation accrue des femmes pour eux-mêmes, pour leurs familles et pour la communauté;
- Renforcement des capacités des groupes de femmes en matière de comptabilité et d'accès aux services publics;
- Fourniture de conseils familiaux concernant la violence familiale et les problèmes communautaires;
- Contact quotidien de Gramalaya avec les groupes de femmes et appui accordé à ces groupes;
- Gestion du développement des installations sanitaires communautaires par la communauté;
- Adoption d'un système de paiement par utilisation permettant de financer l'entretien des installations et des activités de développement communautaires;
- Collaboration entre les pouvoirs publics, les ONG et la communauté.

Le développement d'installations d'alimentation en eau et d'assainissement sur la base d'un modèle fondé sur la démarginalisation des femmes sera couronné de succès dans un pays où 70 % de la population se soulage encore en plein air. Les incidences de ce projet démontrent clairement qu'une démarche d'équité entre les sexes doit être appuyée dans tous les programmes de développement pour régler plus efficacement les problèmes et obtenir le maximum d'avantages.

À Tiruchirapalli, la communauté a tiré profit de l'amélioration des installations d'alimentation en eau et d'assainissement, de l'amélioration de la situation sanitaire et de l'augmentation des ressources en vue de financer des initiatives de développement communautaire et les femmes ont acquis, en outre, une grande confiance en elles-mêmes. Les femmes, qui étaient jadis méprisées par les fonctionnaires, sont maintenant traitées avec respect et peuvent s'asseoir lorsqu'elles se rendent dans des bureaux publics. Non seulement les hommes de leur famille et les étrangers les admirent, mais elles reçoivent des visiteurs venus de partout. Leur vie sont remplies d'espoir et ont un nouveau sens.

Références

Desprez, A., Doolaee, J., Ruprecht, L., 1999. Pour l'égalité des sexes dans le langage. Paris, UNESCO.

<http://www.tn.govt.in/poilynotes/sw2004-05-4.htm>. Visité en février 2005

<http://indiabudget.nic.in/es2000-01/chap1006.pdf>. Visité en février 2005

<http://rural.nic.in/book00-01/ch-11.pdf>. Visité en février 2005

<http://gramalaya.org>. Visité en février 2005.

14. OUGANDA : Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les politiques générales : Stratégie de l'Ouganda relative à l'eau

Par Florence Ebila

Mme Ebila poursuit actuellement des études universitaires supérieures à l'Université du Wisconsin, à Madison. Elle est également assistante au Département d'études relatives aux femmes et à l'équité entre les sexes à l'Université Makerere de Kampala (Ouganda) où elle enseigne depuis l'an 2000. Elle est spécialisée dans les recherches sur l'équité entre les sexes et l'histoire orale et est titulaire d'une maîtrise en études féminines et d'une licence en littérature anglaise. Mme Ebila a coordonné plusieurs projets relatifs à l'équité entre les sexes et au développement en Ouganda ainsi que la publication de la collection « monographies occasionnelles » à l'intention des étudiants de maîtrise en études féminines et relatives à l'équité entre les sexes. Elle a travaillé à divers projets dont un projet de recherches pour découvrir quels avaient été les points de vue des femmes en Afrique de l'Est, une étude sur l'équité entre les sexes et la planification du développement dans les administrations locales décentralisées des districts de Mubende et de Kumi, une étude sur la violence contre les femmes dans le district d'Apac. Elle est également coordonnatrice de pays de Women Writing Africa (WWA), projet de recherche de Feminist Press à New York. Mme Ebila a animé de nombreuses sessions de formation concernant l'équité entre les sexes aux niveaux communautaire et institutionnel et a été extrêmement active à l'échelon de la communauté, faisant notamment office de présidente du Centre de prévention de la violence familiale à Kampala.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Harvard.

Le problème

Bien que l'Ouganda soit connu pour son optique du développement extrêmement d'équité entre les sexes, il convenait d'améliorer encore certains secteurs des politiques à la fin des années 90, dont le secteur de l'eau et de l'assainissement. En 1999, les pouvoirs publics avaient formulé une politique de l'eau et en 2003 la Direction de la mise en valeur de l'eau a reconnu la nécessité d'élaborer une stratégie explicite pour intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans ses plans et activités. Toutefois, la Direction s'est rendu compte qu'il n'existait pas de directives claires sur la manière de procéder, bien que l'équité entre les sexes et la gestion et l'utilisation efficaces de l'eau soient indissociables. La présente étude utilise l'exemple de la Direction de la mise en valeur des ressources en eau pour examiner et analyser comment le secteur de l'eau en Ouganda a pu intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans la planification du développement en élaborant des principes directeurs à cet effet.

Méthodologie

La présente étude a utilisé la méthode d'étude de cas de Harvard pour analyser la stratégie d'équité entre les sexes appliquée en 2003 par la Direction et pour déterminer les éléments concernant l'évolution institutionnelle au sein de cette organisation. Des renseignements détaillés ont été obtenus du personnel de la Direction, pour analyser les incidences de

l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes au sein de la Direction. La chercheuse a également mené des entretiens avec du personnel de la Direction à Kampala et a étudié les documents concernant les politiques générales et d'autres documents pertinents.

Généralités

La Stratégie relative à l'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau est une initiative de la Direction de la mise en valeur des ressources en eau et vise à promouvoir l'équité entre les sexes, la participation des femmes et des hommes à la gestion des ressources en eau et l'égalité en matière d'accès aux ressources en eau et à l'assainissement et de contrôle sur ces ressources, pour atténuer la pauvreté. La Direction est l'organisme chef de file en matière de planification et de contrôle dans le secteur de l'eau et relève du Ministère de l'eau, des sols et de l'environnement.

Le milieu politique

Avant la Stratégie relative à l'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau, le Ministère de l'eau, des sols et de l'environnement a participé à plusieurs conférences internationales et régionales qui reflétaient l'attachement du Gouvernement ougandais à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans toutes les activités de développement et plus spécifiquement dans le secteur de l'eau. En 1980, l'Ouganda a appuyé les objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. En 1992, il a approuvé le chapitre 18 d'Action 21 sur les ressources en eau douce, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro. L'Ouganda participe également à plusieurs organismes internationaux qui mettent l'accent sur la coopération dans le domaine de l'eau, dont des initiatives telles que le Comité de coopération technique pour l'aménagement et la protection environnementale du bassin du Nil, l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGAD), l'organisation pour l'aménagement et développement du Bassin de la Kagera et, la Lake Victoria Fisheries Organization (République de l'Ouganda, 1999). Le Ministre d'État ougandais chargé de l'eau, Mme Maria Mutagamba, préside actuellement le Conseil des ministres africains responsables de l'eau (AMCOW).

Sur le plan national, la politique ougandaise de l'eau adoptée en 1999 témoigne clairement du fait que les pouvoirs publics sont déterminés à rationaliser et à intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau. Cette politique est fondée sur le principe directeur du plan d'action de l'Ouganda relatif à l'eau pour 1993-1994 et sur le processus de la Conférence de Dublin et d'Action 21. Le principe No 3 de la Déclaration de Dublin, adoptée à la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement (Dublin, janvier 1992) reconnaît que : « les femmes jouent un rôle essentiel en ce qui concerne l'alimentation en eau, sa gestion et sa protection ».

La Constitution ougandaise spécifie également que :

« L'État s'emploiera à assurer le respect de tous les droits fondamentaux de tous les ougandais en matière de justice sociale et de développement économique et fera, en particulier, en sorte que tous les Ougandais

puissent exercer leurs droits en ce qui concerne l'accès à une eau sûre » (République de l'Ouganda, 1995:6).

Les articles 30 à 39 de la Constitution garantissent également les droits et libertés des Ougandais. Plus spécifiquement, l'article 33.1 stipule que les femmes jouissent intégralement des mêmes droits de la personne que les hommes et l'article 33.4 dispose que « les femmes ont droit à un traitement égal à celui des hommes, droit qui comprend les possibilités égales dans les domaines politique, économique et social » (République de l'Ouganda, 1995:30).

Formation préparatoire

En 2001, la Direction a effectué une analyse par sexe dans le domaine de l'eau, qui a servi de base à un atelier relatif aux politiques générales. Ont assisté à l'atelier de 2002 des représentants des parties prenantes des divers ministères : santé, équité entre les sexes, travail et développement social, agriculture, élevage et pêche; éducation et sport et finances. D'autres parties prenantes étaient venues de quelque 80 organisations non gouvernementales qui collaborent avec la Direction. En 2003, la Direction a également organisé des ateliers avec les mêmes parties prenantes sur les mécanismes de contrôle de la qualité et d'information. À l'issue de ces ateliers, l'Office ougandais de la statistique a été convaincu de ventiler les données qu'il recueille par sexe. Les participants aux ateliers ont également identifié la nécessité de concevoir une stratégie pour intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement de manière plus approfondie que cela n'était prévu dans la politique de 1999 relative à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau. En conséquence, une stratégie relative à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau a été élaborée en janvier 2003.

Meilleures pratiques

La Stratégie relative à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau énonce des objectifs, des motifs et des buts précis.

Objectif général

« La stratégie vise à accroître la sensibilisation à l'équité entre les sexes du niveau national à l'échelon communautaire, à renforcer la capacité des organismes sectoriels de reconnaître et d'utiliser les possibilités d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes, à accroître le nombre des cadres femmes dans le secteur de 30 % sur une période de 10 ans, à améliorer la culture de l'organisation et à aider les organismes d'exécution à fournir des services en tenant compte de l'équité entre les sexes, de manière à assurer la démarginalisation et le développement durable dans le secteur de l'eau » (DWD, 2003:6). La stratégie vise « à fournir des principes directeurs aux parties prenantes du secteur de l'eau sur la manière d'assurer l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans leurs plans de travail et de planifier et d'exécuter des programmes relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement dans les districts décentralisés ».

Raison d'être

Les principales raisons d'être de la stratégie étaient les suivantes :

- L'utilisation d'eau dans les collectivités se ressent de la division du travail par sexe, qui, à son tour, est, dans une large mesure, une construction sociale de chaque communauté;
- L'objectif de développement dans le secteur de l'eau est d'améliorer « les conditions de vie de la population ougandaise grâce à un meilleur accès à de l'eau de meilleure qualité sur une base durable et aux services connexes d'assainissement, un accent particulier étant mis sur les tranches les plus pauvres de la société » (DWD, 2003:1). En Ouganda, les pauvres sont en majorité des femmes.

La stratégie comporte également une optique explicite de démarginalisation et constate que ceci « favorisera l'équité entre les sexes, la participation et l'accès aux ressources dans le domaine de l'eau et le contrôle sur ces ressources et contribuera à atténuer la pauvreté » (DWD, 2003:6). Les membres de la Direction interrogés ont confirmé que cet objectif demeure le principe directeur de son activité.

Objectifs de la stratégie

La stratégie est axée sur l'accroissement de l'équité entre les sexes, comme moyen pour atteindre les objectifs généraux de développement de l'aide. Elle s'emploie notamment à :

- Affecter des ressources suffisantes aux activités relatives à l'équité entre les sexes dans le secteur (planification, exécution, suivi);
- Renforcer les mécanismes de planification, de contrôle et d'évaluation pour concevoir, élaborer et exécuter des projets, sur la base de données ventilées par sexe;
- Renforcer l'aptitude des partenaires et des agents d'exécution à intégrer une démarche d'équité entre les sexes et à faire en sorte que les effectifs du secteur comptent des hommes et des femmes en proportion égale (DWD, 2003:7).

La spécialiste en science sociale chargée de l'équité entre les sexes à la Direction a constaté que les quatre départements de la direction sont dotés de personnel technique qui s'occupe des activités techniques dans le domaine de l'eau et de sociologues qui s'occupent des activités d'ordre social. L'équité entre les sexes fait partie des activités d'ordre social, alors que l'ingénierie et l'infrastructure physique sont au nombre des activités techniques.

La Stratégie énonce les objectifs d'équité entre les sexes de la Direction pour la période 2003-2008 et comprend des indicateurs et des objectifs précis pour gérer l'intégration de l'équité entre les sexes aussi bien dans le domaine social que dans le domaine technique. Les 11 objectifs de la stratégie sont résumés ci-après :

- Les hommes et les femmes seront représentés dans toutes les instances de prise de décisions du secteur, dont le Comité de coordination du secteur de l'eau, le Comité des politiques de l'eau, les comités de l'eau et de l'assainissement au niveau du district et de la communauté et les comités d'usagers de l'eau;

- On obtiendra que les responsables au niveau le plus élevé et les investisseurs du secteur s'engagent à œuvrer aux fins d'une plus grande équité entre les sexes;
- Les quatre services compétents dans le domaine de l'eau examineront les rôles essentiels ayant un rapport avec le sexe dans les descriptions d'emploi et dans les tâches à accomplir dans le cas de postes de rang supérieur, de commissaires, d'assistants techniques et du personnel recruté pour une courte ou une longue durée;
- On s'emploiera à renforcer les capacités de formation et d'analyse relatives à l'équité entre les sexes dans les services relatifs à l'eau dans les districts, les sous-districts et les collectivités;
- La Direction sera un lieu de travail respectueux des femmes et appuiera l'élaboration de politiques et de pratiques des ressources humaines tenant compte de l'équité entre les sexes;
- Les organismes de formation du personnel du secteur de l'eau collaboreront pour intégrer une démarche d'équité entre les sexes dans les programmes d'enseignement et pour majorer les objectifs d'admission de 25 %. Les organismes d'exécution (la Direction, le Département des études relatives à l'équité entre les sexes et des études féminines, les ONG et les organismes privés) augmenteront de 30 % le rapport entre leurs employés hommes et femmes dans le cadre d'un processus de discrimination positive et adopteront et appliqueront des politiques professionnelles s d'équité entre les sexes;
- Des programmes d'enseignement concernant l'équité entre les sexes seront élaborés avec la collaboration des ONG, des districts de l'organisme national de coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et d'établissements d'enseignement supérieur;
- Des ressources humaines et financières seront allouées au cours du quinquennat 2003-2007 pour renforcer les capacités aux échelons communautaire et national en matière d'analyse et de contrôle de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et s'agissant d'autres activités décrites dans la stratégie;
- L'accent sera mis sur l'élaboration et l'utilisation de données ventilées par sexe pour renforcer le contrôle et l'évaluation et permettre à la Direction de suivre les informations sur les incidences de l'alimentation en eau sur la santé et la charge de travail, de taux de participation, la qualité de la participation et la sensibilisation générale;
- Toutes les activités de planification et d'élaboration des politiques continueront à comporter un élément lutte contre la pauvreté, pour améliorer la représentation des pauvres et accroître leurs possibilités de création de richesse;
- L'initiative internationale pour la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement sera mise en œuvre pour associer les éléments techniques relatifs à l'alimentation en eau à une sensibilisation à l'équité entre les sexes au niveau des collectivités, et assurer l'utilisation hygiénique de l'eau et le contrôle de l'alimentation en eau au niveau communautaire par les communautés. Ceci permettra aux femmes et aux hommes de choisir des techniques adaptées et des méthodes de participation aux coûts correspondant à leurs moyens (Département, 2003:3-4).

Défis

Déséquilibre entre hommes et femmes dans les effectifs

La principale difficulté dans la mise en œuvre de la Stratégie d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau est que la Direction ne contrôle pas les autres services de l'administration. Ainsi, le recrutement dans le domaine de l'eau est réalisé par la Commission du service public, qui publie les offres d'emploi et a un mandat différent de celui du secteur de l'eau. Ceci a des incidences s'agissant des plans de la Direction d'améliorer le rapport entre hommes et femmes dans les effectifs, comme indiqué ci-dessous.

Seulement un faible pourcentage de femmes travaille actuellement à la Direction. Ceci est essentiellement dû au fait que, jusqu'à un passé récent, on s'intéressait principalement aux compétences techniques (compétences scientifiques et génie civil dans le domaine de l'eau). En Ouganda, le secteur scientifique compte historiquement peu de femmes, ce qui est à l'origine d'un important déséquilibre entre les sexes au sein de la Direction.

Ventilation du personnel de la Direction par sexe

Sexe	Personnel d'appui	Employés occupant des postes subalternes	Employés occupant des postes de responsabilité	Employés occupant des postes de direction	Total
Hommes	74 % (104)	80 % (132)	87 % (36)	90 % (9)	79 % (281)
Femmes	26 % (36)	20 % (32)	13 % (5)	10 % (1)	21 % (74)
Total	140	164	41	10	355

Ainsi, de prime abord, il n'a pas semblé être possible de surmonter immédiatement un déséquilibre aussi important entre les deux sexes. Toutefois, maintenant on est plus conscient de la nécessité de disposer de davantage d'employés sensibilisés aux questions d'équité entre les sexes, qui œuvreront pour intégrer une démarche d'équité entre les sexes à la Direction.

La Stratégie propose également d'utiliser les mesures ci-après pour améliorer de 30 % le pourcentage de femmes dans le secteur de l'eau d'ici cinq ans :

- Discrimination positive au stade du recrutement et lors de l'octroi de stages dans tous les services;
- Affecter un sociologue principal à temps plein à la supervision et au contrôle du personnel aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie d'équité entre les sexes et de la mise en œuvre de l'élément formation au niveau du développement communautaire;
- Activités promotionnelles, formation des sous-traitants du secteur privé et sensibilisation des dirigeants locaux, des pouvoirs publics locaux et des comités directeurs au niveau du district;
- Identification d'alliés hommes dans le processus d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes qui recevront une formation pour superviser la réalisation des objectifs d'équité entre les sexes dans leurs services/sections respectifs;
- Amélioration de la représentation des femmes dans tous les organes de prise de décisions du secteur, en particulier au Comité des politiques de

l'eau, au Comité de coordination de l'eau et de l'assainissement, lors de réunions conjointes d'examen et des examens bilatéraux.

Collaboration avec les partenaires

Au nombre des autres stratégies, on trouve l'instauration d'un milieu de travail soucieux d'équité entre les sexes, tenant compte des besoins des mères au travail et des jeunes hommes et femmes et interdisant catégoriquement le harcèlement sexuel.

M. Mugeiga, sociologue au Département de l'alimentation en eau des zones rurales a constaté que l'optique de collaboration utilisée par la Direction pour œuvrer conjointement avec de nombreuses ONG et organismes dans tout le pays est un élément critique de la nouvelle optique adoptée par la Direction en ce qui concerne le développement et la fourniture de services d'alimentation en eau et d'assainissement. En conséquence, la détermination à accroître l'aptitude de ces organismes à fournir des services soucieux d'équité entre les sexes est également critique et signifie que le Département doit associer tous ses partenaires au processus d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et les inciter à adopter des pratiques analogues.

Pour relever ce défi, le Ministère de l'équité entre les sexes, du travail et du développement social a constitué un groupe de travail sur l'équité entre les sexes comportant des représentants des divers secteurs de l'administration. Cette initiative aide à renforcer la collaboration et la coordination entre ministères, ONG et groupes de donateurs qui préconisent l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans tous les plans et activités de développement.

Résultats

Intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la planification

Les principes directeurs énoncés dans la Stratégie sont maintenant intégrés dans le processus annuel de planification de la Direction. Ceci implique les étapes suivantes :

- Chaque membre d'un service doit élaborer un plan de travail s'agissant des activités dont il est responsable au niveau du service, sur la base des principes directeurs énoncés dans la Stratégie d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau;
- Dans chaque département, les techniciens et les spécialistes des questions sociales se consultent pour intégrer leurs différents plans de travail;
- Les commissaires de la Direction examinent les plans de travail du service pour veiller à ce qu'ils correspondent aux objectifs énoncés dans le plan de mise en œuvre de la Stratégie pour 2003-2007;
- Les quatre directions se réunissent pour présenter et examiner leurs plans de travail et le sociologue responsable les aide à analyser la manière dont ils ont assuré l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans leur planification, le conseiller financier évaluant la faisabilité des plans proposés. Les différents responsables révisent alors leurs plans en conséquence;

- Le sociologue principal vérifie et évalue la mesure dans laquelle chaque plan veille à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et les révisé selon que de besoin;

Cette méthode de planification a aidé le Ministère de l'eau à élaborer une optique d'équité entre les sexes dans sa stratégie pour la période 2003-2015. Les objectifs du plan d'action connexe spécifient des activités visant nettement une démarche d'équité entre les sexes ainsi que des délais et des acteurs pour chaque activité. Les responsables de chaque service doivent également rendre compte de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes suivant ces principes directeurs. La collaboration entre les commissaires et le sociologue principal du département est manifeste. Il ressort des entretiens que les commissaires consultaient toujours le sociologue principal au stade de l'élaboration de l'examen des plans. Il a également été possible d'étudier des projets de plan.

« Le principe directeur général et l'optique suivie en matière d'équité entre les sexes est que les hommes et les femmes doivent jouir de droits égaux, pouvoir accéder également aux ressources et avoir une influence égale... La majorité des exploitantes agricoles sont des femmes et la majorité de la production agricole est le fait de femmes; toutefois, la plupart des interventions du secteur public dans l'agriculture ont visé les hommes. La stratégie relative à l'eau à des fins de production répondra aux besoins de la majorité des exploitants agricoles, à savoir les agricultrices. En veillant à ce que tous les programmes d'intervention répondent aux besoins des femmes, la stratégie relative à l'eau à des fins de production prendra conscience des inégalités structurelles entre les sexes en appuyant les groupes vulnérables, comme les agricultrices qui s'occupent de l'agriculture de subsistance ». (Ministère de l'eau, des sols et de l'environnement, 2003).

Affectation de ressources financières

Le plan de travail du Département d'alimentation en eau des zones rurales illustre également la manière dont la notion d'équité entre les sexes s'est concrétisée dans la planification aux fins du développement de l'alimentation en eau des zones rurales. En 2004, un plan a été réalisé aux fins de la mise en œuvre d'activités d'ordre social. Le plan de 2004 a pu affecter 12 % du budget total aux activités d'ordre social, qui n'avaient été réalisées auparavant que sur une base circonstancielle. Les directives du secteur pour 2005-2006 spécifient également que 10 % des prêts conditionnels dans le domaine de l'eau doivent être affectés à des mesures d'ordre social (Ministère de l'eau, des sols et de l'environnement, 2004). Ces mesures concernent les activités promotionnelles, les réunions et la formation à toutes les étapes des activités techniques.

Le fonctionnaire hors classe chargé des systèmes d'informatique de gestion au Département a noté ce qui suit : « L'on dispose maintenant d'un financement aux fins de la mobilisation communautaire dont le pourcentage est passé de 3 à 12 %. Le financement affecté au district peut être utilisé pour des activités d'ordre social et l'égalité entre hommes et femmes relève de ce secteur ». Ceci permet de tenir compte comme il convient de l'équité entre les sexes parce que les femmes des collectivités recevront une formation

conjointement avec les hommes dans le cadre de telles initiatives. On espère que les pouvoirs publics continueront à augmenter les crédits affectés à ces activités et à d'autres activités d'ordre social, à mesure des besoins, et que des crédits seront affectés à l'équité entre les sexes délibérément et non pas seulement de manière indirecte. Bien qu'il soit ressorti des entretiens que certaines activités de formation avaient été réalisées dans les communautés, il a été impossible de vérifier ceci au département. Il importe de vérifier si cette initiative est praticable, ce qui devrait faire l'objet d'une recherche future.

Contrôle

Avant la Stratégie, la Direction utilisait huit indicateurs pour mesurer les résultats dans le secteur de l'eau. Depuis la mise en œuvre de la Stratégie, un nouvel indicateur a été ajouté dans le plan de travail de 2004 qui mesure « le pourcentage de comités chargés de l'alimentation en eau et de l'assainissement dans lesquels au moins une femme occupe un poste important (présidence, vice-présidence, trésorier ou secrétaire). » La Direction utilise cet indicateur pour mesurer l'évolution dans les niveaux de participation, par sexe, à l'entretien des sources d'eau.

Les personnes interrogées étaient également conscientes du fait que les femmes devaient obligatoirement représenter 50 % des membres des comités de l'eau et de l'assainissement au niveau des villages. L'emploi d'indicateurs par sexe est une bonne pratique qui peut être utilisée par ceux qui ont des difficultés à mesurer l'efficacité de leurs activités relatives à l'équité entre les sexes. Ces indicateurs obligent également les exécutants à mesurer l'incidence de leurs activités sur les deux sexes, car ce chiffre est directement inclus dans le rapport. Si les objectifs ne sont pas atteints, les exécutants doivent résoudre ce problème dans leur plan de travail pour l'année suivante et fixer des objectifs à cet effet.

Enseignements

Il est trop tôt pour mesurer les incidences de la Stratégie à l'échelon communautaire mais eu égard à ses objectifs explicites en matière de démarginalisation, on prévoit qu'elle :

- Incitera les femmes à occuper des postes de direction dans leurs collectivités;
- Encouragera les hommes à participer à des activités concernant l'eau, qui ont été pendant longtemps considérées comme des activités féminines;
- Aidera à éliminer les stéréotypes sexuels.

Des comités de l'eau ont déjà été constitués et les femmes y occupent des fonctions d'animatrices, d'après des personnes interrogées.

La Stratégie d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau illustre la manière dont l'équité entre les sexes peut être prise en compte dans des politiques et plans au niveau national et reliée directement à des plans de travail et à des activités au niveau décentralisé de district. La Direction a mis au point des indicateurs permettant de suivre le succès de la Stratégie et prévoit de l'examiner en permanence pour éviter toute faille. La Stratégie encourage également la collaboration entre les

ministères et les autres administrations pour qu'ils assurent l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans le domaine de l'eau. Ceci a aidé la Direction à coordonner et à élaborer une démarche viable d'équité entre les sexes dans les activités de mise en valeur des ressources en eau dans tout le pays. L'élaboration d'une stratégie nationale relative à l'eau et à l'équité entre les sexes a également dissipé l'idée erronée selon laquelle l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes est réalisée uniquement pour tenir compte des conditions imposées par les donateurs et de leurs objectifs.

Références

Directorate of Water Development, January 2003. Water Sector Gender Strategy. Kampala, Ministry of Lands & Environment.

Ministry of Water, Lands & Environment, 2003. Water for Production Strategy 2003-2015. Revised 2nd draft Report. Kampala, unpublished.

Ministry of Water, Lands, and Environment, 2004. Steps in Implementation of Water and Sanitation Software Activities. Kampala, unpublished.

République de l'Ouganda, 1999. A National Water Policy. Kampala, Ministry of Water, Lands and Environment.

République de l'Ouganda, 1995. The Constitution of the Republic of Uganda. Entebbe, UPPC.

15. INDE : Évolution de l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans la politique des ressources humaines suivie par la Fondation Bharatiya Agro Industries (BAIF) à Pune

Par Sangangouda (Sandeep) D. Naik

M. Naik est titulaire d'une maîtrise d'action sociale de l'Université Kamataka (Inde). Il travaille pour la Fondation BAIF de recherche sur le développement depuis 1998, en diverses capacités, allant de l'élaboration et de l'évaluation des propositions de projet au suivi, au contrôle, à l'évaluation et à la formation connexes. Son activité dans le cadre du programme Swayamsiddha de la BAIF est axée sur la santé et la démarginalisation des femmes, le renforcement de leurs capacités et la constitution de réseaux. M. Naik a également été responsable des activités de renforcement des capacités à la Fondation Snehadeep Jankalyan et d'activités de promotion du développement dans le cadre du projet ASP-PLAN réalisé au titre du programme d'assistance et de patronage communautaire. Dans le cadre de ces activités d'action sociale, il a notamment mobilisé des fonds pour la Fédération nationale des aveugles. Ses travaux de recherche antérieurs concernent notamment une étude sur l'amélioration du margousier (Azadirachta Indica ou neem) et ses éventuels avantages pour les exploitants agricoles pauvres dans les pays en développement et des études de cas sur les biens communautaires gérés par des institutions populaires au Rajasthan. Son expérience en matière de formation concerne notamment la promotion et la gestion de groupes d'auto-assistance, ainsi que la sensibilisation aux questions d'équité entre les sexes et d'environnement dans l'agriculture.

Méthode suivie pour l'étude de cas : Harvard

Mécanismes d'analyse par sexe : Besoins pratiques et intérêts stratégiques, cadre de démarginalisation

Le problème

L'étude de cas étudie l'évolution des mentalités, l'acceptation d'une démarche d'équité entre les sexes et sa mise en œuvre au Département des ressources humaines de la Fondation de recherche sur le développement BAIF à Pune (État de Maharashtra) en Inde. La BAIF, qui avait une politique classique des ressources humaines a décidé délibérément en 2002 de procéder à une évolution stratégique et de mettre en œuvre un processus d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes. Le problème à résoudre était de savoir comment appliquer cette nouvelle politique dans la pratique. À cet effet, la BAIF a entrepris une campagne en vue de sensibiliser à ses programmes le personnel du bureau du projet, les participants et les parties prenantes. En conséquence, la présente étude de cas analyse quelles ont été les incidences de l'évolution des politiques au cours des trois à quatre dernières années au sein de la Fondation et dans ses programmes sur le terrain.

Méthodologie

Dans le cas précis, la méthode de Harvard comporte un examen des éléments ci-après, avant, pendant et après l'introduction d'une politique d'équité entre les sexes à la BAIF :

- Cadre des politiques de la BAIF (philosophie, mission et plans stratégiques);
- Acceptation des politiques par les employés;
- Avantages des politiques pour les employés;
- Aptitude administrative à exécuter de nouveaux mandats;
- Satisfaction des employés;
- Analyse de la conjoncture (stimulation, obstacles et incidences).

La collecte et l'analyse des données ont notamment porté sur les secteurs ci-après :

- Évolution des politiques d'équité entre les sexes de la BAIF;
- Mode de mise en œuvre de ces nouvelles politiques;
- Résultats de ces politiques;
- Réactions du personnel aux politiques;
- Évolution des attitudes du personnel;
- Compréhension par le personnel des questions d'équité entre les sexes;
- Incidence des politiques sur le personnel;
- Évolution du milieu de travail;
- Incidences des politiques d'équité entre les sexes sur les programmes réalisés sur le terrain.

Pour obtenir ces informations, le chercheur a interrogé des employés de la BAIF en deux endroits, au siège social à Pune et au groupe de Ghatol dans le district de Banswada (État du Rajasthan). Il a recouru à des entretiens libres. Au siège de la BAIF, il a interrogé le Directeur du Département des ressources humaines, des membres du personnel non technique et d'appui et le président de la Fondation. Il a également étudié les documents institutionnels pertinents, tels que les manuels passés et actuels de la BAIF concernant le Département des ressources humaines, les comptes rendus des réunions de ce Département et les rapports présentés par les autres antennes. Le chercheur a également analysé les incidences des nouvelles politiques d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes dans les programmes relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement au niveau du village, se fondant, à titre d'échantillon représentatif, sur les données d'expérience de deux villages concernés par le programme de la BAIF relatif au bassin fluvial. À ce titre, il a eu des entretiens avec les bénéficiaires de projets relatifs à l'alimentation en eau potable à Ghatol (Rajasthan) et à Vandsa (Gujarat).

Généralités

La BAIF, Fondation de recherche sur le développement est une organisation bénévole, créée par un disciple du Mahatma Gandhi, feu Dr. Manibhai Desai, originaire d'Urlikanchan, près de Pune. La BAIF a exécuté des programmes multidisciplinaires de développement rural dans les 11 États de l'Inde au cours des 30 dernières années. Les objectifs fondamentaux de ces programmes consistent à fournir un emploi lucratif en tant que travailleur

indépendant et le moyen de gagner durablement leur vie aux pauvres des campagnes et des tribus. La Fondation dispose sur place d'une importante base de recherche et a pu renforcer ses programmes en cours durant les dernières années grâce à l'utilisation de meilleures techniques et de systèmes plus efficaces, au nombre desquels l'intégration de mesures d'équité entre les sexes. Les programmes de la BAIF vont de la gestion des troupeaux laitiers à l'aménagement des bassins fluviaux en passant par la santé communautaire, le relèvement, la vulgarisation agricole, l'agroforesterie et la conservation des ressources naturelles.

Les programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement réalisés par la BAIF dans tous les États sont axés sur deux aspects : la conservation de l'eau et la fourniture d'eau potable à tous. La conservation de l'eau, grâce à la construction de bassins de retenue, de citernes de percolation, de puits réalimentés et de réservoirs dans les exploitations agricoles ainsi qu'à la réparation des bassins de retenue existants au moyen de sacs de sable, a transformé la vie des villageois. L'eau potable est maintenant accessible à toutes les familles des villages où le programme a été mis en œuvre.

Meilleures pratiques

Politiques d'équité entre les sexes mises en œuvre sur le terrain par la BAIF

La politique d'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes de la BAIF est au nombre des politiques qui concernaient tous ses programmes de développement. Du point de vue du programme, l'objectif principal est de diminuer les corvées en introduisant des techniques adaptées et en sensibilisant la communauté au rôle et aux contributions importantes que les femmes peuvent jouer.

La BAIF a été consciente du rôle important que peuvent jouer les groupes d'entraide en améliorant l'accès de la communauté à l'eau et à l'assainissement et de la nécessité de faire en sorte que les femmes participent activement à ce processus. À cet effet, le programme de la BAIF encourage les groupes de femmes à entreprendre diverses activités de développement communautaire et leur donne la possibilité de manifester leurs talents cachés. Pour ce faire, la BAIF estime qu'il est nécessaire de démarginaliser les femmes locales. En conséquence, s'agissant des femmes, important objectif du programme est de faire en sorte qu'elles puissent répondre à leurs propres besoins. Pour atteindre cet objectif, la BAIF a institué une politique dans les zones couvertes par le projet sur le terrain : les femmes doivent être parties intégrantes du processus de prise de décisions concernant la gestion des sources d'eau dans toute organisation communautaire constituée dans le cadre de ses programmes relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement.

La modification des politiques en vue d'intégrer une démarche d'équité entre les sexes a été mise en œuvre simultanément dans les bureaux du projet et sur le terrain. Ceci a été essentiellement fait pour mettre en lumière l'attachement de la Fondation à l'accroissement de l'égalité entre les sexes, aussi bien au Département des ressources humaines qu'au niveau des programmes. Sur le terrain, un premier pas a été fait durant les années 80, grâce à la promotion des programmes des groupes d'entraide. Ces programmes ont été complétés d'autres programmes visant à renforcer les

aptitudes des femmes en matière de prise de décisions, ainsi que leur participation à la planification, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation des programmes.

La politique des ressources humaines et de l'équité entre les sexes adoptée par la BAIF

La BAIF considère l'inéquité entre les sexes comme un important problème de développement et est déterminée à assurer la démarginalisation des femmes par l'intégration d'initiatives d'équité entre les sexes dans tous ses programmes. La Fondation constate que les femmes constituent le cœur de la famille indienne moyenne, en particulier dans les zones rurales et ont des responsabilités considérables dans le ménage. La Fondation a également constaté que la situation des femmes ne s'est pas sensiblement modifiée, en dépit du développement économique. Pour cette raison, la politique suivie par la BAIF sur le terrain est de faire en sorte que toutes ses activités de développement comportent un élément équité entre les sexes au stade de la planification et de l'exécution. Elle a fait un effort pour tenir compte des préoccupations et des contributions des femmes, de sorte que les avantages du développement les atteignent.

Évolution de la politique relative à l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes

Avant 2002, la BAIF ne disposait que d'une seule politique adaptée en fonction du sexe, à savoir un congé de maternité de 60 jours pour les mères naturelles et les mères adoptives. À part cela, il n'existait pas d'autres prestations fondées sur le sexe (BAIF, 2004).

L'évolution des politiques relatives à la gestion des ressources humaines au cours des dernières années et une modification graduelle de la conception de la BAIF s'agissant de l'équité entre les sexes a abouti à l'élaboration et à la formulation d'une politique d'équité entre les sexes. Nombre des politiques connexes sont entrées en vigueur en 2002, mais la politique d'équité entre les sexes dans son ensemble a été officiellement adoptée en avril 2004 (BAIF, 2004) et un comité a été créé pour résoudre les différents problèmes concernant la nouvelle politique. Ses incidences au cours des trois à quatre dernières années sont manifestes.

Les employés de la Fondation BAIF bénéficient maintenant des politiques essentielles ci-après :

- Les employés hommes et femmes qui ont bénéficié d'un emploi ininterrompu pendant deux ans ont droit à un congé pour adoption de 15 jours et de 60 jours respectivement (à compter d'avril 2004);
- Les employés qui ont déjà deux enfants n'ont pas droit à bénéficier du congé pour adoption;
- Les employés ne peuvent prétendre à un congé pour adoption qu'une seule fois pendant leur période de service;
- Les employés hommes qui ont travaillé de manière ininterrompue pendant une année ont droit à un congé de paternité de deux semaines à la naissance d'un enfant (à compter d'avril 2004);
- Les employés hommes ne peuvent prétendre à un congé de paternité qu'une seule fois pendant leur période de service (BAIF, 2004).

Dans le cadre de sa nouvelle politique d'équité entre les sexes, la BAIF a également :

- Mise en place un mécanisme de règlement des différends pour résoudre les problèmes concernant le harcèlement sexuel et les comportements inappropriés dans les relations entre hommes et femmes;
- Inséré un élément équité entre les sexes dans le cours d'initiation à l'intention des nouveaux employés;
- Prié les responsables des programmes de recyclage en matière de gestion de mettre l'accent sur l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes et de fournir un programme de sensibilisation à l'équité entre les sexes aux administrateurs et aux employés de la Fondation (rapport annuel, 2003);
- Organisé des formations à l'équité entre les sexes à l'intention des parties prenantes des programmes.

Procédures d'application de la politique

La BAIF a mis en place des procédures d'application de la politique, y compris des comités composés d'employés de tous les niveaux en vue de faciliter la mise en œuvre et l'administration de certaines politiques d'équité entre les sexes. Elle a notamment créé un comité de règlement des différends, qui doit être présidé par une femme et est composé d'hommes et de femmes en nombre égal venus des divers services et, si possible, d'un représentant d'une tierce partie venu d'une ONG et au fait des problèmes de harcèlement sexuel.

Ceci a permis au chercheur et au personnel de la BAIF d'étudier le processus de mise en œuvre des politiques dès le début, comme indiqué ci-après :

Apport - introduction de la politique → Intégration, adoption et exécution → Incidences

Les questions ont aidé également à étudier tous les facteurs qui ont permis d'entreprendre cette meilleure pratique, les obstacles rencontrés, les stratégies utilisées par la BAIF pour surmonter le problème et les modifications essentielles qui se sont produits en conséquence de cette meilleure pratique.

La discussion du nouveau congé paternel, par exemple, a permis au personnel de réfléchir au motif d'une telle initiative, aux méthodes utilisées pour introduire l'initiative, aux réactions immédiates du personnel à cette initiative, à l'attachement de la Fondation à cette nouvelle politique et à son adoption et utilisation par le personnel. On a pu aussi déterminer les incidences de la politique en matière d'équité entre les sexes, la prise de conscience accrue des besoins émotionnels et des responsabilités familiales des hommes et l'évolution des attitudes du personnel masculin. Les employés ont également pu faire savoir que cette nouvelle pratique est couronnée de succès et relativement viable et peut être utilisée dans d'autres parties de la Fondation.

Les principales incidences évoquées par le personnel lors des discussions étaient notamment les suivantes :

Besoins pratiques des employés :

- Création d'un mécanisme de congé paternel et de congé en cas d'adoption;
- Augmentation accrue des congés payés offerts aux mères pour les soins aux enfants et l'allaitement des enfants;
- Reconnaissance accrue des responsabilités paternelles et des besoins familiaux des hommes;
- Possibilité de passer davantage de temps auprès du conjoint à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Intérêts stratégiques au niveau des employés :

- Sensibilisation accrue du personnel à l'équité entre les sexes, liée à l'élaboration de programmes et de politiques d'équité entre les sexes;
- Instauration d'un climat favorisant la liberté d'expression des femmes;
- Instauration d'un environnement plus propice permettant aux femmes de participer à la prise de décisions à l'échelon de la Fondation.

Tableau récapitulatif des incidences de la politique d'équité entre les sexes sur les employés

<i>Situation avant la mise en œuvre</i>	<i>Situation après la mise en œuvre</i>
<i>Participation du personnel à la prise de décisions</i> Seulement 2 % des employées participent à la prise de décisions	<ul style="list-style-type: none">• 11 % des employées participent à des organes de prise de décisions
<i>Évolution des rôles</i> Pratiquement aucune femme dans les bureaux extérieurs ou dans la gestion des bureaux extérieurs; aucune femme au Conseil d'administration	<ul style="list-style-type: none">• 6 à 7 % des employés des bureaux extérieurs sont des femmes et 4 % (soit plus de 2 500 employés) occupent des postes de responsabilité• Deux femmes sont entrées au Conseil d'administration au cours des trois dernières années• Une femme est membre du Comité exécutif de la BAIF
<i>Climat de travail</i>	<ul style="list-style-type: none">• Les femmes se sentent plus en confiance• Mise en place de systèmes d'appui
<i>Liberté d'expression</i>	<ul style="list-style-type: none">• Le personnel masculin et féminin à l'impression qu'il peut débattre de problèmes de personnel et des conflits à régler
<i>Équilibre entre le travail et la famille</i>	<ul style="list-style-type: none">• Reconnaissance accrue de l'importance d'un équilibre entre l'activité professionnelle et la vie familiale (par exemple les employées sont autorisées à allaiter leurs enfant au travail ou à prendre du temps pour se rendre à la maison et les allaiter; les hommes peuvent prendre un congé paternel)

<i>Niveau de confort pour les hommes</i>	<ul style="list-style-type: none">• Parce que hommes et femmes comprennent mieux les problèmes d'équité entre les sexes, les hommes se sentent mieux et estiment qu'eux-mêmes et les femmes peuvent collaborer plus harmonieusement au bureau
<i>Compréhension des besoins des femmes</i>	<ul style="list-style-type: none">• Les femmes et les hommes collaborent davantage et se sentent plus à l'aise les uns avec les autres, ce qui améliore leurs résultats professionnels
<i>Délégation des pouvoirs</i>	<ul style="list-style-type: none">• Au niveau des programmes de la mise en œuvre, les rôles se sont modifiés et le personnel sur le terrain de la BAIF a contribué à faciliter la mise en place de la nouvelle politique
<i>Participation des femmes</i>	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation de la participation des femmes aux programmes (conception, planification, contrôle et évaluation des projets)
<i>Sensibilisation à l'équité entre les sexes</i>	<ul style="list-style-type: none">• Les programmes des cours d'initiation des nouveaux employés, les programmes de recyclage en matière de gestion et les programmes sur le terrain comprennent un élément formation à la sensibilisation à l'équité entre les sexes

Incidences de la politique à l'échelon communautaire

Évaluation des besoins pratiques et des intérêts stratégiques

Au cours d'entretiens sur le terrain dans les deux collectivités intéressées, les membres des collectivités, lorsqu'on les a interrogés au sujet des avantages du projet ont parlé de l'installation de deux pompes non réversibles, qui permettent d'alimenter en eau divers emplacements du village, ce qui réduit la distance à la source d'eau et fait gagner du temps aux femmes. Les membres des collectivités ont également parlé de la campagne de nettoyage du village, qui recourt au groupe d'entraide pour assurer la mobilisation des personnes et de l'incidence d'autres programmes comme les lieux d'aisance bon marché, l'analyse de la qualité de l'eau, la chloration des puits et les stages de santé.

Sur la base de ces discussions sur le terrain, le chercheur a pu vérifier que la politique d'équité entre les sexes de la BAIF a eu les incidences ci-après :

Besoins pratiques sur le terrain :

- Installation de matériel agricole adapté aux femmes;

- Accès accru à une source d'eau propre fiable, grâce à l'installation de pompes manuelles non réversibles distribuant de l'eau dans tous les secteurs;
- Installation de roulements à billes dans les moulins à farine manuels, ce qui rend leur fonctionnement plus facile pour les femmes;

Intérêts stratégiques sur le terrain

- Participation des femmes aux réunions à l'échelon du village aux fins de la gouvernance locale et pour influencer l'élaboration des politiques concernant l'alimentation en eau et l'assainissement;
- Adoption d'une méthode d'évaluation des besoins de la communauté axée sur les besoins des femmes en matière d'eau, d'assainissement et de santé, qui constitue un apport essentiel pour les décisions de politique générale sur le plan local;
- Emploi de données et d'indicateurs ventilés par sexe dans les processus de contrôle et d'évaluation de la BAIF;
- Introduction de groupes chargés des questions intersectorielles de manière à assurer une programmation plus efficace pour tenir compte des besoins des hommes et des femmes (les membres de ces groupes sont en majorité des technocrates qui collaborent avec l'unité de l'équité entre les sexes).

Enseignements

Attachement de la BAIF

Pendant la période visée par la recherche sur l'étude de cas, la BAIF est passée par de sérieuses étapes de réflexion au sujet de son attachement à ses politiques d'équité entre les sexes à long terme (Fact Sheets, 9/2004). Au cours de ce processus, la BAIF a appris que l'intégration d'une démarche d'équité entre les sexes ne consiste pas seulement à répondre plus efficacement aux besoins des femmes mais aussi à mieux comprendre les manières dont hommes et femmes peuvent œuvrer de concert, à l'avantage des deux sexes. La BAIF a découvert qu'appuyer la démarginalisation accrue des femmes sur le terrain et aux échelons des employés revêt une importance critique pour le succès du programme. Elle a constaté que ces nouvelles politiques d'équité entre les sexes ont eu des incidences positives sur la vie des employés hommes et femmes et des conséquences notables sur la démarginalisation des femmes à l'échelon de la collectivité.

Références

BAIF, 2004. Fact sheets: Fact sheets are details of approaches, strategies and programmes of BAIF. BAIF Communication 9/2004.

BAIF, 2003. Human Resources Development Manual.

BAIF, various. Annual report: BAIF's annual reports of last five years.

- Annual Report, BAIF, 2003-04
- Annual Report, BAIF, 2002-03
- Annual Report, BAIF, 1999-2000

